

KaruMag

**LAURELLA
YSSAP-RINÇON**

directrice
générale
du MACTe

« FAÇONNER
UN MACTe
QUI NOUS
RESSEMBLE »

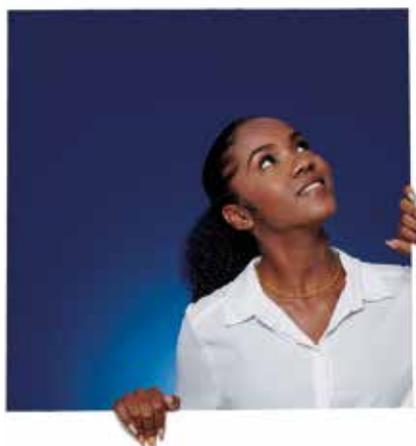
LE SY.MEG EN CHARGE DE LA RÉNOVATION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC // LA PISTE DE
GUADELOUPE PÔLE CARAÏBES REFAITE À NEUF // CAMA ET LE RECTORAT SIGNENT
UN PARTENARIAT D'AVENIR



Allian



Les bureaux
mais les sour





x changent,
rires restent !



GUADELOUPE
Immeuble Synergie
Rue Jean Rivier
Morne Bernard
Baie Mauhaut

55 Av. Paul Lacave
97130 Capesterre BE

**Être N°1
c'est bien,
le prouver
4 fois de suite
c'est encore
mieux.**

**Orange réseau mobile N^{★★★★★}1 aux
Antilles-Guyane pour la 4^{ème} année
consécutive.**

**Vous rapprocher
de l'essentiel**



Selon les résultats de la campagne de mesures des services mobiles outre-mer, publiée par l'ARCEP le 31 mars 2022. Sur les réseaux mobiles, Orange arrive 1er ou 1er ex-æquo sur 22 critères sur 22 en Guadeloupe, 21 critères sur 22 en Martinique, 22 critères sur 22 en Guyane, 21 critères sur 22 à St Martin, 22 critères sur 22 à St Barthélemy. Données disponibles en open data sur le site data.gouv.fr et sur monreseaumobile.arcep.fr. Plus d'informations sur orangecaraibe.com
04/22 © Orange Caraïbe - S.A au capital de 90 360 000€ - Siège social : 1 Avenue Nelson Mandela 94110 Arcueil - 379 984 891 RCS Créteil.

Garder le rythme

Le documentaire d'Hugo Clément "Sur le front", consacré aux biocarburants et biogaz (en replay sur france.tv), nous a laissés K.O. Du biodiesel c'est forcément mieux que du diesel, non ? Même quand il est produit en France à partir de graines de colza acheminées en cargo depuis l'Australie ? Si l'on en doutait encore, l'enfer est pavé de bonnes intentions, la transition écologique ne pouvait complètement y échapper.

Tout n'est pas sombre et de notre côté du globe, la question de la transition énergétique s'envisage sans aberration. En tant que territoires non interconnectés et premiers exposés aux risques, les Antilles-Guyane ont été désignés premiers de cordée (avec un objectif d'autonomie en 2030) et on s'en sort pas trop mal. Le mix énergétique progresse et se consolide conformément aux singularités et atouts de chaque territoire, la Guyane joue clairement en tête avec 60 % du mix énergétique couvert par l'énergie hydraulique et notamment le barrage de Petit-Saut. Avec 34% d'énergie renouvelables, la Guadeloupe réussit déjà à couvrir la consommation annuelle de 150 000 foyers !

Au fil des rencontres, en creux des interviews et des échanges "off", on comprend surtout qu'au delà des objectifs chiffrés et des efforts tangibles de l'ensemble des acteurs, l'affaire de la transition écologique est plus que jamais collective. On ne pourra pas que l'observer, il faudra y prendre part, vous et moi. Le geste premier, c'est celui de la sobriété. Attention le mot n'est pas synonyme de privation mais plutôt de bon sens et de technologie. Des lampes qui s'allument par détection de mouvement par ici, un nouvel éclairage pour 9 communes par là (avec 50% d'économie à la clé).

Réussir une transformation qu'elle soit écologique, industrielle, économique, exige avant tout de mieux comprendre le monde et notre réelle marge d'action (on le voit de manière cruelle avec les biocarburants). C'est ce que ce magazine essaie de faire à son échelle, mieux expliquer le réel avec nos partenaires. Supermarchés et exploitants réussissent-ils à contractualiser leur collaboration ? Quels outils vont doper votre productivité ? Doit-on former les jeunes à la maintenance des véhicules hybrides et électriques ? Peut-on réemployer le verre au lieu de le jeter ? Autant de réponses qui nous transforment assurément, vous et moi.

Mathieu Rached
Rédacteur en chef
Guadeloupe Martinique Guyane

CE MAGAZINE CONTIENT DE
LA **RÉALITÉ AUGMENTÉE** VIA
L'APPLICATION ARGOPLAY.
SCANNEZ LE **QR**CODE



édito

Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag**
sont édités par le groupe EWAG.



Consultez tous nos
magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail :
prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice du digital
Audrey Barty

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélié Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Mathieu Rached

Rédactrice en chef adjointe
Anne-Laure Labenne

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Adeline Louault - Anne-Sophie Malot - Audrey Juge
Axelle Dorville - Chantal Bigay - Charlène Raverat
Colette Coursaget - Karollyne Hubert - Lise Gruget
Marie Ozier-Lafontaine - Sandrine Chopot
Yva Gelin

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann - Jody Amiet - Lou Denim
Mathieu Delmer

Photo couverture
Lou Denim

Design graphique

Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (sikproduction972@gmail.com)

Illustratrice

Orane Phedon

RÉGIES

Martinique

Élodie Losada (0696 19 31 98)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Guadeloupe

Aurélié Bancet (0690 37 54 82)
Fanny Marin (0690 00 85 83)
Joséphine Notte (0749 25 61 21)

Assistante commerciale

Christiana Fidelin (0590 41 91 42)

Guyane

Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIGITAL

Responsable du pôle vidéo

Mario Guiolet (0690 97 04 81)

JRI

Alice Colmerauer (0690 30 84 30)
Aubane Nesty (06 43 56 26 67)

Motion design - JRI

Sariatha Boulard (06 25 55 91 66)

Rédaction web

Axelle Dorville

Community management

Yaël Réunif

DISTRIBUTION

Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)

Karumag : Colibri Agency (0690 53 72 30)

Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 56)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.



Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE

Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE

5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE

Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang z'abricots,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14



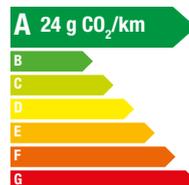
Consommation mixte WLTP : 1,1 à 1,2 l/100km - Emissions de CO₂ WLTP : 24 à 27 g/km.



NOUVELLE
PEUGEOT
308
HYBRIDE



POINTE-A-PITRE : 0590 93 89 89 - BAILLIF : 0590 99 45 75



Pensez à covoiturier. #SeDéplacerMoinsPolluer

À la une

8/ Mémorial ACTe. Faire ensemble

10/ Au cœur du Mémorial ACTe

Route du rhum

12/ Route du Rhum - Destination Guadeloupe

Une édition 2022 déjà dans l'histoire

Territoires

16/ Image du mois

18/ Brèves

24/ Base nautique de Sainte-Anne.

Transmettre la passion océan

28/ Iguafloor. Le local, un régal !

30/ Iguavie. L'or rouge de la Guadeloupe!

Entreprises

32/ Allianz Georges Molinard. Une expérience client améliorée

36/ Havas Trait d'Union. S'associer pour mieux se développer

38/ La Caisse d'Épargne CEPAC. La référence en gestion privée

Expertise

40/ CCI IG. Comment maîtriser ses émotions lors d'une prise de parole en public ?

42/ C2D. Que deviennent les produits utilisés en agriculture ?

44/ Comment négocier son salaire lors de l'entretien d'embauche ?

46/ Comment prévenir les troubles musculo-squelettiques ?

50/ Boîte à outils

Dossier

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

52/ Dossier de la rédaction

64/ Région Guadeloupe. Agir pour une mobilité durable en Guadeloupe

66/ CTIG. Le tourisme vert, un atout 100 % durable

68/ Sy.MEG. Respect et performance

70/ EDF. Vers une énergie propre

72/ Albioma. Accélérateur de la transition énergétique

74/ Guadeloupe Pôle Caraïbes prépare l'avenir

78/ BNP Paribas étend son dispositif GREEN DESK aux Antilles-Guyane

80/ Orange Antilles-Guyane. Objectif net zéro carbone en 2040

82/ Sun Art Spirit. Pleins feux sur l'éclairage durable

84/ EN'O. Citerne d'eau : laquelle et pour quelle utilisation ?

86/ Cama. Un partenariat d'avenir

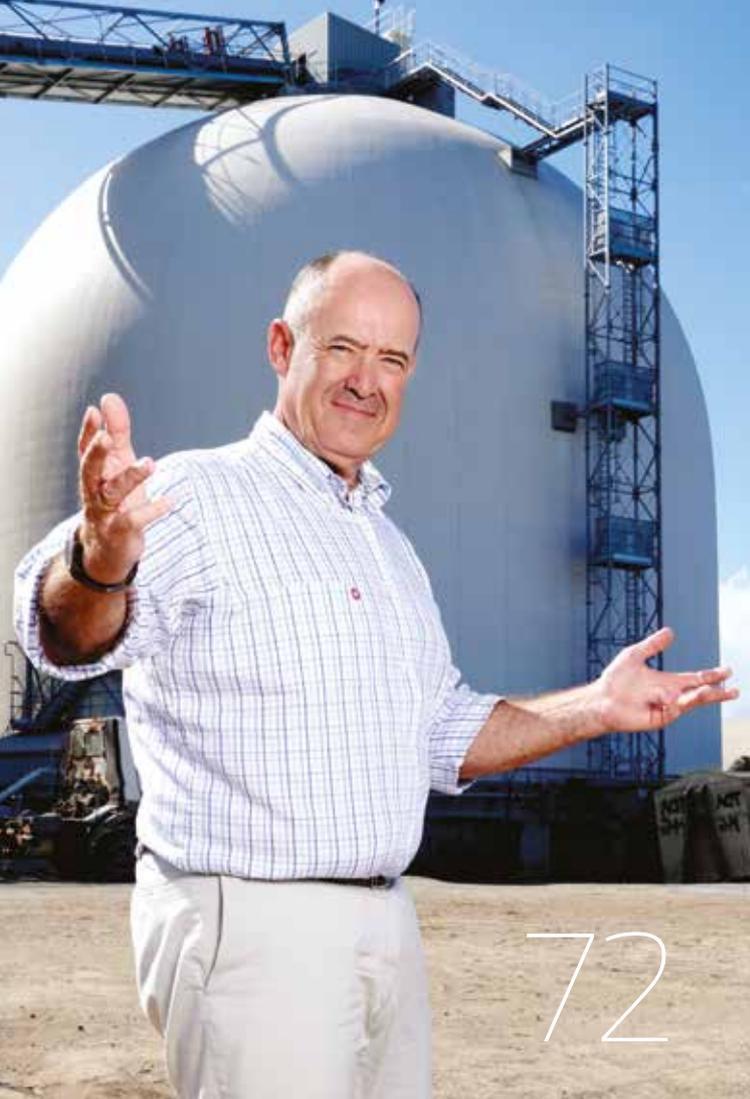
88/ TDA. Faire éliminer sa vieille voiture, c'est gratuit !

Pause Café

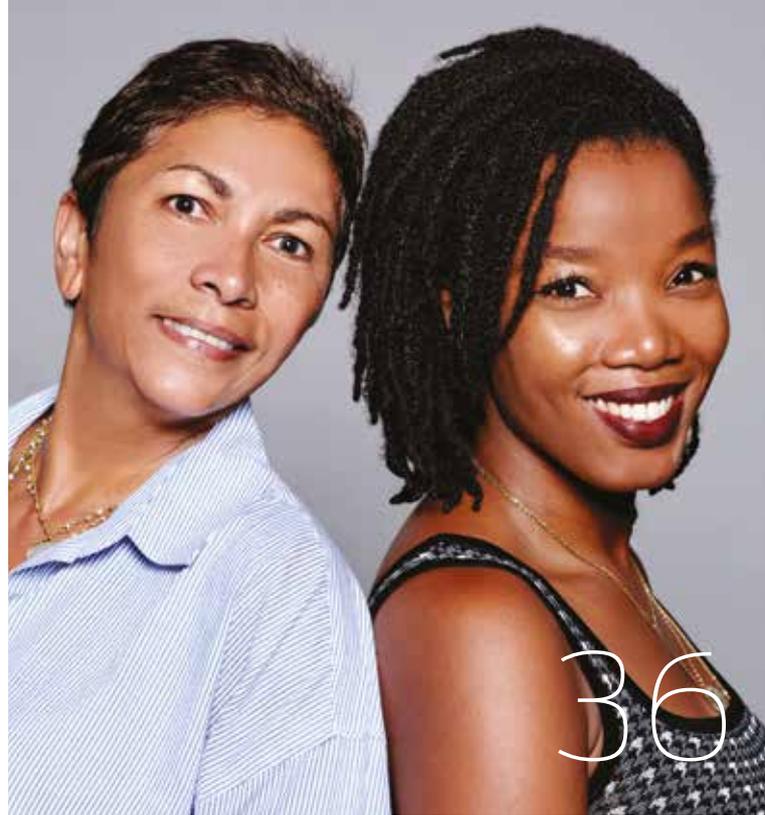
90/ La sélection de la rédaction pour discuter, commenter et s'inspirer

Sommaire





72



36



28



82

TRANSITION ÉCOLOGIQUE : ILS RELEVENT LE DÉFI !

52

La transition écologique n'est plus une hypothèse. C'est une obligation. Car oui, il y a urgence pour nos territoires insulaires ou côtiers qui subissent de plein fouet les conséquences du réchauffement climatique. Le GIEC tire d'ailleurs des conclusions alarmantes à court terme sur les impacts irréversibles et du changement climatique. Alors, que proposons-nous face à Agir. Voici en quatre lettres ce que tout un chacun pourrait faire au quotidien. Un geste pour la planète.

Sur nos territoires, certains sont aux avant-postes pour le climat. Leur engagement est à la hauteur. Ils sont des exemples pour nos troupes : particuliers, entreprises, communes et collectivités, institutions... Parce que la transition écologique est en fait une affaire de tous et il ne relève pas le défi, ce sont ceux qui nous alertent, au quotidien, qui nous permettent de prendre conscience et qui nous proposent des solutions pour changer nos habitudes et consommer différemment.

Et demain, ce sera vous !

Illustration par Jean-Louis LEBLANC

Faire ensemble



Laurella
Yssap-Rinçon,
directrice générale
du MACTe

MACTe. La reconstruction de l'institution se poursuit au niveau local et caribéen. Un chantier qui, le rappelle **Laurella Yssap-Rinçon**, sa directrice générale, ne se fera pas sans le concours des Guadeloupéens.

Texte Willy Gassion – Photo Lou Denim

Le MACTe a invité Olivier Guyonvarch, ambassadeur de France en Jamaïque. Quels liens voulez-vous créer entre la Guadeloupe et la Jamaïque en tant que directrice générale du MACTe ?

Laurella Yssap-Rinçon : La vocation du MACTe est de s'exporter à l'international. Notre institution est le fruit d'une aspiration locale. Elle joue un rôle mémoriel à l'échelle caribéenne. Elle porte aussi une ambition nationale. Et elle a enfin une vocation internationale puisqu'on parle d'histoire, de mémoires et de patrimoines universels. Cette histoire de la déportation des Africains dans les Amériques a changé la face du monde et notre relation au monde. C'est ce message-là que le MACTe doit pouvoir porter en dehors des rives de Guadeloupe. Nous avons initié au MACTe avec la Maison de l'Architecture de Guadeloupe et le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, une saison jamaïcaine qui nous permet de présenter une perspective jamaïcaine de cette histoire, et de la création qui en a découlé. Avec l'ambassadeur de France en Jamaïque, nous explorons des pistes de collaboration plus poussées entre le MACTe et la Jamaïque. Recevoir un ambassadeur de France est une première en Guadeloupe, les ambassadeurs ont vocation à venir en région pour permettre aux régions de France de nouer des liens avec les pays étrangers.

Précisément l'exposition *Jamaican*, symbole de ce début de collaboration culturelle entre la Guadeloupe et la Jamaïque, est prolongée...

En effet, qui présente les travaux d'architectes de l'école caribéenne d'architecture de Kingston, va être prolongée jusqu'au 21 juin parce que nous voulons avec l'ambassadeur, en dehors des sujets sur l'architecture, renforcer le lien Guadeloupe - Jamaïque autour de toutes les questions liées à l'abolition. En Jamaïque, l'esclavage est commémoré le 1er août et donne lieu à une semaine d'émancipation jusqu'au 6 août. Après la fin de l'exposition nous continuerons à travailler avec la Jamaïque en élargissant les sujets à explorer.

Comment le MACTe compte-t-il célébrer son 7e anniversaire ?

Le 7e anniversaire, c'est « L'âge de raison ». Nous sommes dans une année Route du Rhum, nous nous tournons donc vers la mer. « La mer est Histoire », en référence au poème de Derek Walcott, était déjà notre ambition avant la crise

de gouvernance. Avec ce projet, nous allons explorer sur le plan historique notre relation à la mer. Cette traversée transatlantique a été le fondement de nos sociétés créoles qui se sont organisées psychologiquement et spirituellement dans la cale du bateau. Par ailleurs, traditionnelle, le MACTe va participer aux transats organisés à l'occasion du 27 mai et du 7 juillet ; date anniversaire de l'ouverture du MACTe au public.

L'entrée du MACTe est en ce moment gratuite, pourquoi ? Quels sont les premiers enseignements que vous tirez de cette gratuité ?

Le MACTe est en chantier depuis sa réouverture le 19 décembre 2021, après 9 mois de fermeture. On invite les Guadeloupéens à s'interroger avec nous, sur l'essence même du MACTe et à répondre à cette question : « Qu'est-ce que le MACTe ? » Pour faciliter cette contribution on a pensé qu'il fallait cette année de gratuité pour donner à chacun l'occasion de venir et de nous dire comment façonner ensemble un MACTe qui nous ressemble. Cette gratuité est aussi un remerciement aux Guadeloupéens pour leur grande attention à l'avenir du MACTe. On a beaucoup glosé sur leur désamour pour le MACTe et ils ont prouvé le contraire en étant très concernés par l'avenir de l'institution. Fermée 9 mois, l'institution se devait d'offrir aux Guadeloupéens 9 mois de gratuité pour réfléchir ensemble aux orientations à prendre pour son avenir.

Nous sommes à quelques mois de la prochaine édition de La Route du Rhum, où en est votre projet de développer le MACTe sur l'eau ?

Ce MACTe sur l'eau, c'est d'abord se réapproprier les abords du MACTe et permettre que l'espace mémoriel soit prolongé par un espace plus récréatif, et que tout l'environnement paysager dans lequel le MACTe s'épanouit soit mis en valeur. Ce « BodlanMACTe » sera une occasion supplémentaire de venir nous visiter. Le MACTe est une institution « située ». Elle est sur le site même de la plantation, si on considère que toute l'île porte les stigmates de la plantation. Ce site a beaucoup à dire sur cette histoire qui n'est pas présente que dans l'exposition ou que par le bâtiment et les vestiges de l'usine Darboussier. Elle est aussi inscrite dans le site qui en porte les empreintes. Ce BodlanMACTe est aussi une autre approche de cette histoire, de cette mémoire et de ce patrimoine.

Au cœur du MACTe

Organisation. KaruMag continue son immersion en donnant la parole à celles et ceux qui font vivre l'institution.

Texte Willy Gassion - Photo Lou Denim



« Faire mon maximum »

Marius Mathurine

Le bâtiment semble construit pour lui, pour son appétit, son « envie de faire ». « J'ai la volonté de bien faire, d'investir mon énergie aux côtés de Laurella Yssap-Rinçon. » Depuis trois mois, Marius Mathurine occupe le poste de directeur Architecture et Site au MACTe. « Je chapeaute trois directions : la direction technique, la direction logistique et les moyens généraux. » Le rôle du quadragénaire est essentiel au sein de l'institution. « Je m'occupe de tous les éléments techniques majeurs de l'établissement comme l'électricité, la climatisation, le traitement de l'air, la sécurité incendie, des biens et des personnes... sans service technique il n'y a pas de MACTe. » Depuis sa prise de fonction, Marius Mathurine a contribué à la réalisation du BodlanMACTe, à la réhabilitation et la sécurisation du Morne mémoire avec une clôture périmétrique, au renforcement de l'éclairage et à l'installation de la vidéo surveillance. « Je m'engage à faire mon maximum, quand on a un musée comme celui-ci, on ne doit pas le perdre, seul compte l'intérêt du MACTe. »

La mémoire du MACTe

Fanny Mineas

Elle fait partie des murs, elle les a même vus sortir de terre. Dès 2014, un an avant l'inauguration du MACTe (10 mai 2015), Fanny Mineas travaillait à La Maison du projet qui a précédé le MACTe. « J'étais animatrice socio-culturelle, j'accueillais les gens venus se renseigner sur ce qu'allait être le MACTe. » Fanny Mineas est un témoin privilégié de l'institution : « j'ai eu la chance, en étant à La Maison du projet, de participer aux visites de chantier, j'ai vu l'impatience du public, la nouvelle dynamique du quartier avec la construction de la route, les premiers visiteurs étaient les gens du quartier ». La jeune femme est aujourd'hui chargée de mission généalogie et numérique. « J'ai été éveillée très tôt à la généalogie, cela m'a été transmis par mon père. À La Maison du projet, j'étais déjà intégrée à l'équipe de généalogie en tant qu'agente polyvalente de généalogie, bibliothèque et médiathèque, j'ai été formée par Michel Rogers, un généalogiste guadeloupéen qui a créé plus de 10 000 arbres généalogiques. » Fanny ne manque pas de projets pour l'espace généalogique situé dans le hall d'accueil du MACTe : « nous travaillons à la mise à jour des bornes de généalogie avec l'intégration de nouveaux arbres et aussi à la création de nouveaux documents d'aide à l'utilisation des bornes de généalogie ».





La gardienne du temple

Samantha Talien

C'est la gardienne du temple. Ce petit bout de femme d'à peine 30 ans est garante de la protection des visiteurs et de l'intégrité du MACTe. Déjà bientôt six ans que Samantha Talien veille à « ce que tout se passe bien ». L'agente de prévention et de sécurité (APS) travaille essentiellement de jour : « J'ai eu l'occasion de surveiller le site la nuit en tant qu'opératrice vidéo lors de La Route du Rhum et de l'exposition Le Modèle noir ». Prévenir les braquages sur les visiteurs, les casses de véhicules, les débuts d'incendie et veiller à ce que le bâtiment ne soit pas endommagé font partie des nombreuses missions de Samantha. « Je suis attentive à tous les actes de malveillance qui pourraient subvenir, je n'ai, pour l'instant, pas eu à intervenir même si le site est sensible. Être APS, c'est plutôt pas mal, on est à l'extérieur – je déteste être enfermée – je profite de la beauté du site. Travailler ici c'est une grande chance. » Samantha se sent appartenir à la « famille du MACTe ». « Mes collègues et moi sommes des prestataires mais après six ans de présence au MACTe, on finit par tous se connaître et on s'entend bien. » De tous les agents de sécurité du MACTe (APS, équipe incendie, agents cynophiles et opérateurs vidéo) Samantha est la seule femme titulaire Agente de sécurité en extérieur au MACTe.

Un pont entre deux rives

Paola Luna

Paola est un pont entre le MACTe et l'Amérique du sud. À elle seule, la jeune femme symbolise la volonté de Laurella Yssap-Rinçon de faire rayonner le MACTe dans la Caraïbe et dans le reste du monde. Paola Luna a grandi en Colombie, travaillé à Paris, en Colombie et en Guyane française. « Je suis une chercheuse de terrain. » À 37 ans, elle est cheffe du service collections et recherche au MACTe depuis novembre 2021. « Mon travail de recherche s'appuie sur mon expérience acquise sur les projets Unesco de patrimoine culturel immatériel. » Docteure en musicologie à la Sorbonne, elle a rédigé une thèse sur les femmes afro-colombiennes dans le Pacifique et en particulier sur leur musique rituelle. Dans le cadre de ses recherches, Paola Luna « parle au quotidien » le français, l'anglais, l'espagnol et le portugais, et développe des programmes de collecte orale. « Parce que le MACTe le permet, nous voulons nous tourner complètement vers la recherche pour enrichir les collections et la documentation, et enrichir les coopérations internationales. »





ROUTE DU

Une édition déjà **dans l'histoire**



À moins de 200 jours du départ de la 12e Route du Rhum, Joseph Bizard, directeur d'OC Sport Pen Duick, organisateur de la course, a accordé à Ewag une interview exclusive. Ce passionné de voile, qui sera aux commandes de son premier Rhum, souhaite « transformer l'essai » pour que cet événement populaire gratuit continue de faire rêver le grand public.

Propos recueillis par Anne-Laure Labenne-Photo Alexis Courcoux

La liste définitive des 138 skippers engagés sur la course a été dévoilée le 27 avril. Où en êtes-vous à ce stade sur l'organisation ?

Cette édition 2022 sera un record absolu en termes de participants toutes éditions confondues et un record absolu de marins au départ d'une transatlantique. Sur le plan sportif, la machine est maintenant bien lancée et nous espérons que cette course connaîtra un succès sportif sensationnel.

Pour faire un bel événement, il faut aussi des villages pour le faire vivre avec le grand public. Nous sommes, en ce moment, en train de boucler ce dispositif au départ et à l'arrivée. À partir des mois de juin-juillet, nous entrerons dans la phase de communication plus intense.

Les voyants sont au vert pour en faire une édition remarquable. Nous constatons qu'il y a une attente, aussi bien côté breton que guadeloupéen. Nous sommes au travail, enthousiastes... Il reste six mois, les bases sont posées, nous devons transformer l'essai sur le plan événementiel et le volet communication.

L'édition 2018 était celle de tous les records. Celle de 2022 le sera tout autant, voire plus, comment l'expliquez-vous ?

La course au large est une discipline qui se porte bien, car elle raconte des histoires qui parlent au plus grand nombre.

La Route du Rhum c'est, avant tout, le dépassement de soi, l'environnement, l'océan... Ce sont des valeurs fortes pour nous, les Français.

La Route du Rhum – Destination Guadeloupe, depuis qu'elle a été créée il y a 44 ans, connaît une croissance ininterrompue d'édition en édition. Cela pourrait s'expliquer par le fait que c'est la seule course au format très ouvert. On retrouve d'ailleurs au départ du Rhum tous les grands bateaux qui font rêver le public, des amateurs et de grands professionnels.

Tous ces éléments, accompagnés par l'engouement de la Guadeloupe dont c'est l'événement phare, et de Saint-Malo qui y est très attaché, font que la Route du Rhum a, dans ce contexte, un succès particulier et qui explique l'affluence. Cette course, c'est aussi et surtout un événement de territoire.

Quelles seront les grandes nouveautés de cette 12e édition ?

Premièrement, nous avons étendu le village dans le temps, avec un jour de plus, et dans l'espace pour faire en sorte que les visiteurs puissent circuler de façon plus confortable. Nous avons aussi travaillé à créer des temps forts en amont du départ. Car on sait que les gens ne peuvent pas tous être là, au départ, le 6 novembre. On a ainsi construit un dispositif de parades, organisé au départ, qui va permettre au public de voir, la première semaine, les bateaux naviguer sous voile pour

RHUM

Destination Guadeloupe

arriver jusqu'à Saint-Malo. C'est une idée qui avait germé en 2018 mais qui n'avait pas pu être réalisée. Il s'agit de scénariser les entrées dans l'écluse avec, en effet, un dispositif de gradins dans cette enceinte. C'est la deuxième nouveauté. C'était déjà un moment symbolique quand les bateaux sortaient pour prendre le départ et qui maintenant sera aussi symbolique car nous allons événementialiser l'entrée dans les écluses.

Pour accueillir 138 bateaux, il a fallu trouver de la place dans les bassins de Saint-Malo, trouver de la place pour passer les écluses et ce sont de vraies contraintes. Il faut aussi trouver de la place en Guadeloupe, à l'arrivée, car on sait que les bateaux sont de plus en plus fiables et de plus en plus nombreux au ponton. L'accueil populaire devant le Mémorial ACTe est très attendu. L'amarrage des bateaux, à la marina de Bas du Fort, ne suffit plus. Il faut trouver des solutions complémentaires pour s'assurer que tout le monde soit « au chaud » de l'autre côté de l'Atlantique.

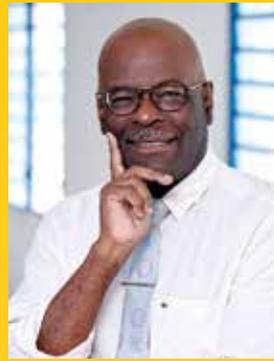
Une convention avec la Région Guadeloupe a été signée jusqu'en 2026, en tant que partenaire majeur. Cela a-t-il un côté sécurisant ?

C'est à la fois un gage de confiance que nous avons avec le Conseil régional et une relation de partenariat très forte qui nous lie, qui nous permet de nous projeter, de construire quelque chose dans le temps. C'est aussi pour cela, très tôt, que nous avons été capable de donner les contours de cette édition. En se soutenant, on programme mieux et on structure mieux en amont. On sait que des partenariats qui se construisent dans le temps, sont ceux qui bénéficient le plus aux partenaires. Cette perspective nous permet d'installer le « réflexe Guadeloupe » dès lors qu'on parle Route du Rhum. C'est un partenariat gagnant-gagnant pour tout le monde. Plus il est long, plus il bénéficie d'un côté, à l'organisateur pour mieux construire son projet et de l'autre côté, aux partenaires pour en tirer les meilleures parties.

Départ le 6 novembre, pour une arrivée à Pointe-à-Pitre le ... ?

C'est une bonne question (rires) ! Les skippers avaient mis sept jours en 2018. On se prépare à accueillir les premiers bateaux, qui sont plus rapides, et si les conditions sont bonnes, à partir du vendredi 11, samedi 12 novembre. Vraisemblablement plutôt le 12 mais nous devons être prêts dès le 11.

« La Route du Rhum est un événement de territoire »



Jean-Claude Nelson,
Président de la Commission culture au Conseil régional de Guadeloupe



Partenaire majeur de La Route du Rhum, la Région Guadeloupe accueillera la 12e édition de la mythique transatlantique en solitaire à la voile devant le Mémorial ACTe, « vaisseau amiral de la culture » guadeloupéenne. Comment s'y prépare-t-elle ? Éléments de réponse avec Jean-Claude Nelson, président de la Commission culture.

« À six mois du départ à Saint-Malo, nous avançons avec sérénité sur les préparatifs. Après avoir fait le bilan de l'édition 2018, nous travaillons, en concertation avec les responsables d'OC Sport, pour faire évoluer et améliorer notre organisation. L'arrivée au Mémorial ACTe, vaisseau amiral de la culture et de notre politique du tourisme mémoriel, sera ponctuée de temps forts, au sein d'un village sur l'esplanade, notamment avec nos artistes guadeloupéens que nous mettrons à l'honneur. Le public pourra également retrouver des villages d'animations Place de la Victoire à Pointe-à-Pitre, à la marina de Bas du Fort au Gosier et à Basse-Terre. Nous privilégierons bien entendu des temps d'animations, mais aussi et surtout des rencontres et des échanges.

Tout le territoire de la Guadeloupe doit être en fête et nous demandons donc aux EPCI de s'approprier La Route du Rhum en proposant des animations culturelles ou sportives. Ainsi, tous les Guadeloupéens pourront prendre part à cette édition.

Après deux années de quasi-confinement, cette 12e édition sera le levier de notre plan de relance de l'activité économique et culturelle de notre territoire. Pour ce faire, nous allons mettre en avant ce que la Guadeloupe a d'excellent. Car, nous le savons, cet événement a des enjeux de développement économique, culturel et touristique avec des retombées immédiates. Chaque skipper est, par exemple, accompagné d'une équipe et de sponsors qui viennent sur place. Cela impacte, entre autres, notre activité d'hébergement avec l'ensemble des hôtels et des gîtes remplis ; mais aussi les loueurs de voitures et les producteurs qui approvisionnent les commerces et les restaurateurs. Mais aussi des retombées sur le long terme : nous le savons et nous le constatons, le nombre de touristes augmente de manière exponentielle l'année après une Route du Rhum. »

444

La Route du Rhum-Destination Guadeloupe s'affirme définitivement, depuis 1978, comme la course au large en solitaire la plus mythique. Disputée tous les quatre ans, cette 12^e édition est d'ores et déjà annoncée comme celle de tous les records.

Le départ de la transatlantique sera donné dimanche 6 novembre, à Saint-Malo, en Bretagne.

6

3542

C'est, en milles nautiques, la distance entre Saint-Malo et Pointe-à-Pitre.

138

Ils seront 138 hommes et femmes, professionnels ou amateurs, à mettre le cap sur la Guadeloupe. La flotte de marins offrira à La Route du Rhum d'entrer un peu plus encore dans la légende en étant la première à aligner autant de solitaires sur une seule et même ligne de départ.

Sept skippers guadeloupéens prendront le départ de la course : Thibaut Vauchel-Camus (ocean fifty), Damien Seguin (imoca), Rodolphe Sépho (imoca), Keni Piperol (class40), Sacha Daunar (class40), Willy Bissainte (rhum mono) et David Ducosson (rhum multi).



Rodrigue Solitude,

Directeur général adjoint du CTIG

« Cette 12e édition de La Route du Rhum sera le point d'orgue de notre année de relance de l'activité touristique. À Saint-Malo, la Guadeloupe pourra se montrer dans toute sa splendeur. Nous ferons de cet événement le plus grand salon touristique de la destination des Îles de Guadeloupe. Au sein du pavillon, nous allons créer une scénographie, c'est notre nouveauté. En travaillant sur ce concept, il s'agira de montrer notre singularité à travers le fait que nous soyons archipélagique. Durant 12 jours, sur cet espace attractif, les opérateurs qui seront avec nous pourront vendre leurs produits et créer des achats impulsifs. »

Alain Bievre,

Président du Directoire de la société aéroportuaire Guadeloupe Pôle Caraïbes

« La Route du Rhum est un événement sportif majeur qui renforce la notoriété de notre destination et entraîne, à chaque édition, un regain de trafic que nous constatons systématiquement sur les 12 à 24 mois qui suivent. Nous sommes convaincus que cette édition 2022 donnera un coup d'accélérateur à la reprise constatée du trafic aérien vers notre archipel. L'aéroport est d'ores et déjà prêt à recevoir les participants et spectateurs, et les investissements que nous continuons de réaliser sur la plateforme participent de cette volonté d'améliorer toujours plus les conditions d'accueil de nos visiteurs. »



Catherine Cadrot,

Présidente de la commission tourisme à l'UDE Medef

« Sur cette période, nos entreprises, qu'elles soient alimentaires ou événementielles, seront impactées. La Route du Rhum, c'est défendre une destination et nous nous devons de bien accueillir tous les visiteurs. Avec 138 bateaux au départ, cela nous demande un gros potentiel de chambres, aussi bien en hôtellerie, en gîte ou en meublé pour recevoir toute cette clientèle. Charge à nous, ensuite, de leur faire consommer de la production locale et de la culture. Notre destination doit être vécue. Un tel événement en fin d'année, entre deux saisons, redonnera de l'espoir aux acteurs économiques. »

David Arnoux,

Président de la commission tourisme à la CCI-IG

« Depuis 44 ans, la CCI organise le village de départ à Saint-Malo qui nous permet d'exposer nos produits. Aujourd'hui, ce village, c'est LE pavillon Guadeloupe de 950 m². Pour la première fois cette année, celui-ci restera ouvert jusqu'à 21-22 heures afin que les gens puissent profiter le soir de nos produits du terroir. La grande nouveauté, c'est aussi et surtout, la boutique éphémère de 80 m² qui ouvrira ses portes dès le mois de juin dans le Saint-Malo intra-muros, et ce, pour une durée de six mois. C'est une véritable aubaine pour mettre en avant toute la gastronomie de la Guadeloupe, ses produits du terroir que ce soit le rhum ou l'épicerie fine. »



DES EAUX LITTORALES HAUTES EN COULEUR

Il arrive que les eaux littorales se colorent le long des côtes martiniquaises. Parfois ces phénomènes sont spectaculaires (la « mangrove rose » de Taupinière, au Diamant en 2020 et 2021) parfois ils le sont moins (coloration brune dans la baie d'Anse Noire aux Anses d'Arlet en 2021). À quoi sont dues ces colorations? S'agit-il d'efflorescences (dues au développement important de micro-algues) ou de proliférations bactériennes? Face à la récurrence de certains épisodes, l'Ifremer lance un projet d'étude baptisé Madibloom avec pour objectif d'identifier les micro-organismes responsables, tout comme s'assurer de la non toxicité de ces épisodes pour l'homme et la biodiversité marine. "Chaque phénomène a en effet ses causes propres, et on les connaît encore mal à ce jour", explique le délégué régional, Emmanuel Thouard. Observera-t-on cette année à nouveau une mangrove d'un rose éclatant ? "Impossible de l'assurer", sourit Emmanuel Thouard. Il faudra voir sur place.

(Photo prise en mai 2021)







Martinique

BATEAU LABORATOIRE

Elle a été retrouvée ! Une embarcation prototype de 4 mètres de long, mise au point par une équipe de trois scientifiques belges, a été retrouvée au Lorrain. Le bateau du projet Mahi qui devait récolter des données atmosphériques et océanographiques avait disparu des radars depuis le mois de janvier.

Guyane

Le tourisme sans visa

Depuis le 1er mai, plus besoin de visa pour les Français, Belges, Hollandais, Canadiens et Américains pour franchir la frontière surinamaïse. Un simple droit d'entrée, à régler au service d'immigration à l'aéroport, suffit désormais pour entrer dans le pays. Une stratégie touristique réaliste.



Guadeloupe

CARAÏBE SPORTIVE

Anguilla, la Dominique, la Guadeloupe, Cuba, le Bé-lize, la Jamaïque et Haïti participeront, entre autres, aux premiers jeux de la Caraïbe, premier événement sportif à réunir l'ensemble de la Caraïbe. Du 29 juin au 3 juillet, les équipes s'affronteront autour de sept disciplines, dont certaines moins connues par chez nous comme le Futsal (sport apparenté au football se jouant avec des équipes de quatre personnes) ou encore le Netball (deux équipes de 7 joueurs s'affrontant pour garder la possession d'un ballon).

Que le meilleur gagne !



Martinique

OCEAN HACKATHON®, LE RETOUR !

15 villes, de Nouméa à San Francisco, sont concernées par le Océan Hackathon 2022. En Martinique c'est le hub d'innovation Lakoudigital qui accueille cette expérience entrepreneuriale de trois jours qui a pour but d'aider à l'élaboration de solutions innovantes liées aux problématiques de développement durable et de préservation des mers et océans. Dossiers à déposer avant le 15 juin sur le site du campus mondial de la mer.



VEN 06 MAI
VEN 13 MAI
VEN 20 MAI
VEN 27 MAI
2 0 2 2



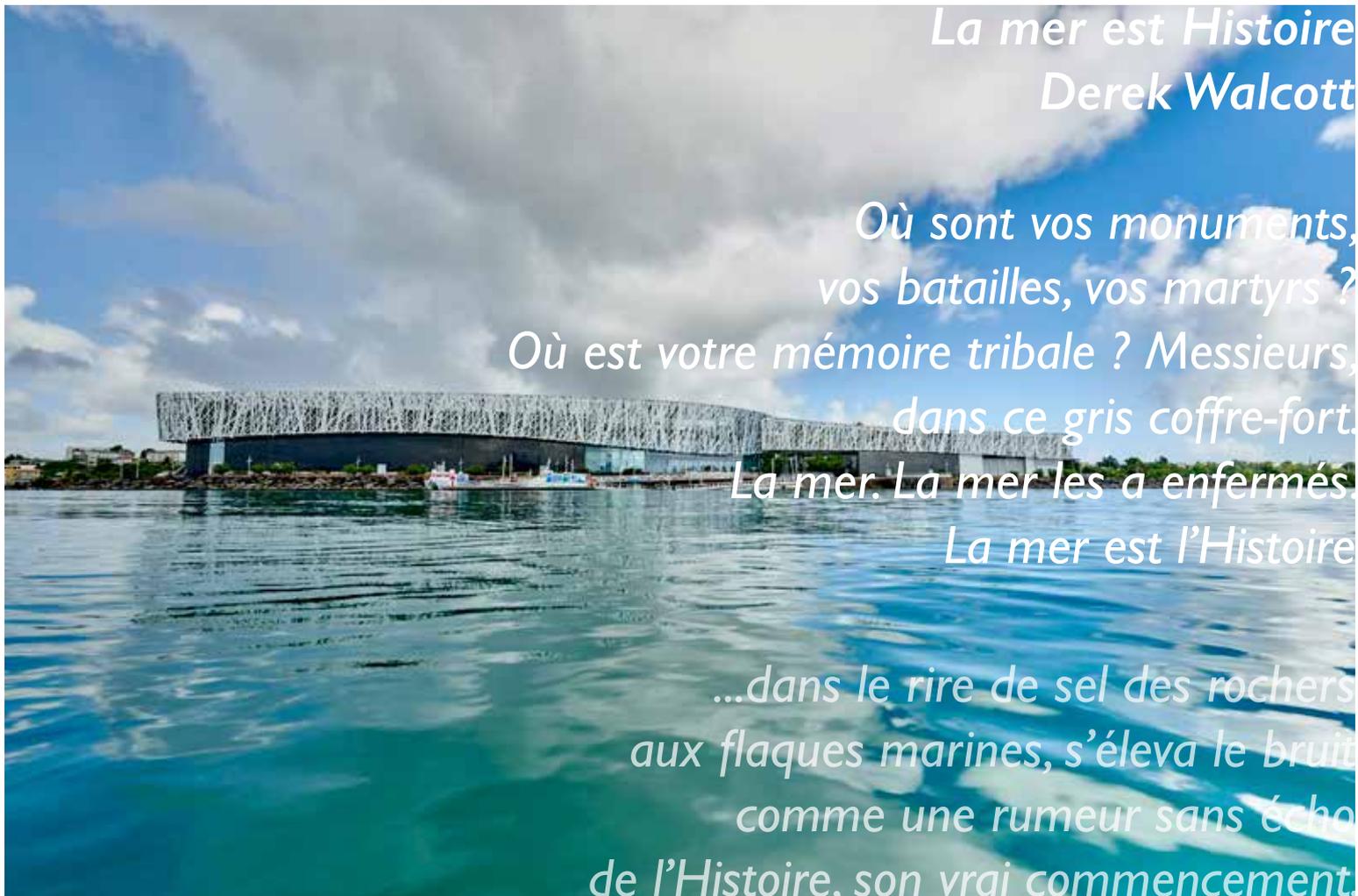
Durant les nocturnes du MACTe, comédiens, musiciens ou danseurs font résonner une mémoire bien vivante !

MOIS DES MÉMOIRES

L A L I N K A K L É R É

CHAQUE VENDREDI SOIR AU MOIS DE MAI,
STATION KAZ
À 18H30 ET À 19H30





*La mer est Histoire
Derek Walcott*

*Où sont vos monuments,
vos batailles, vos martyrs ?
Où est votre mémoire tribale ? Messieurs,
dans ce gris coffre-fort.
La mer. La mer les a enfermés.
La mer est l'Histoire*

*...dans le rire de sel des rochers
aux flaques marines, s'éleva le bruit
comme une rumeur sans écho
de l'Histoire, son vrai commencement.*

MOIS DES MÉMOIRES

COMMÉMORATION DU 27 MAI

LA MER EST L'HISTOIRE



LES VILLAS DE MARIE-GALANTE

Bienvenue aux villas Coccoloba & Jacaranda

Nous avons à cœur de vous proposer des villas offrant de superbes prestations à Marie Galante. Une des rares îles de la Caraïbe à conserver un charme authentique, préservé et intime. Sur un grand terrain de 7000 m² vue mer, chaque villa est indépendante et dotée d'une capacité d'accueil de 8 personnes, d'un grand jardin paysager et d'une piscine privée. Les villas Coccoloba et Jacaranda se trouvent à 250 mètres de la plage calme et protégée de Petite Anse, lagon paradisiaque idéal pour les familles avec enfants.



Capesterre



Coccoloba



Jacaranda



Réservez dès à présent sur :

www.villamariegalante.com

Tél.: 0690 42 10 01 / 590 690 421 001

contact@villamariegalante.com



Photo de Anna Shvets provenant de Pexels

Guyane

ENTRE-AIDES

Lors des 12 derniers mois, le centre communal des actions sociales de Saint-Laurent-du-Maroni a distribué 6 000 colis de denrées alimentaires à 4 000 personnes. Une action qui a dû s'intensifier lors des intempéries de mars, période au cours de laquelle le CCAS a bénéficié d'une subvention de 5 000 euros de la Caisse locale de Crédit Agricole de Cayenne. Une autre aide d'un montant de 2 000 euros a également été versée à la mairie de Grand-Santi qui s'est concentrée à cette même période dans la distribution de biens de première nécessité dans les camps reculés.

Outremer

Offre de mécénat

À destination des associations autonomes à but non lucratif et éligibles au mécénat, l'appel à projets « Territoires d'outre-mer et Corse » lancé par la Fondation EDF récompensera les projets concernant l'éducation, l'inclusion ou l'environnement. Les dossiers sont à envoyer avant le 30 juin 2022. Plus d'informations sur <https://projetsfondation.edf.com/fr/>



Photo Jean-Albert Coopmann

Martinique et Guadeloupe

DESTINATIONS PRÉFÉRÉES

Pendant les vacances de Pâques, d'après la plateforme Airbnb, les deux îles sœurs ont été les destinations les plus demandées pour les voyages des Français et plus particulièrement des familles. Guadeloupe en numéro 1, Martinique en numéro 2

L'îlet Gosier

Assurance Habitation

2 mois offerts

À VIE*

Parce que

« Jou malè pani pran gad ! »

GFA Caraïbes

Chaque année, les Antilles sont soumises à de nombreux aléas climatiques, il est donc indispensable d'anticiper en protégeant votre foyer. Avec GFA Caraïbes profitez de deux mois de cotisation offerts sur votre assurance habitation, à vie* !

gfacaraibes.fr |   



Document non-contractuel à caractère publicitaire. Les garanties peuvent donner lieu à exclusions, limitations et franchises. Pour connaître le détail, l'étendue et les conditions de garantie, reportez-vous aux dispositions générales et particulières du contrat. La souscription d'un contrat ou de certaines garanties demeure soumise à nos règles d'acceptation des risques.

*Pour toute nouvelle souscription d'un contrat multirisques habitation, en tacite reconduction et par prélèvement mensuel, hors contrat à la carte. Cet avantage est acquis à vie (tant que ce contrat souscrit dans le cadre de cette opération restera en vigueur). Offre valable jusqu'au 29/07/2022.



Photo de João Rabelo provenant de Pexels

Guyane

DANSER POUR EXISTER

Entrée au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO en 2014, la Capoeira, discipline mi-danse mi-combat, d'origine afro-brésilienne, a fait l'objet d'une toute première compétition depuis l'installation de l'Académie de capoeira en Guyane. Les « Jeux Energia Pura » ont réuni près de 80 enfants.

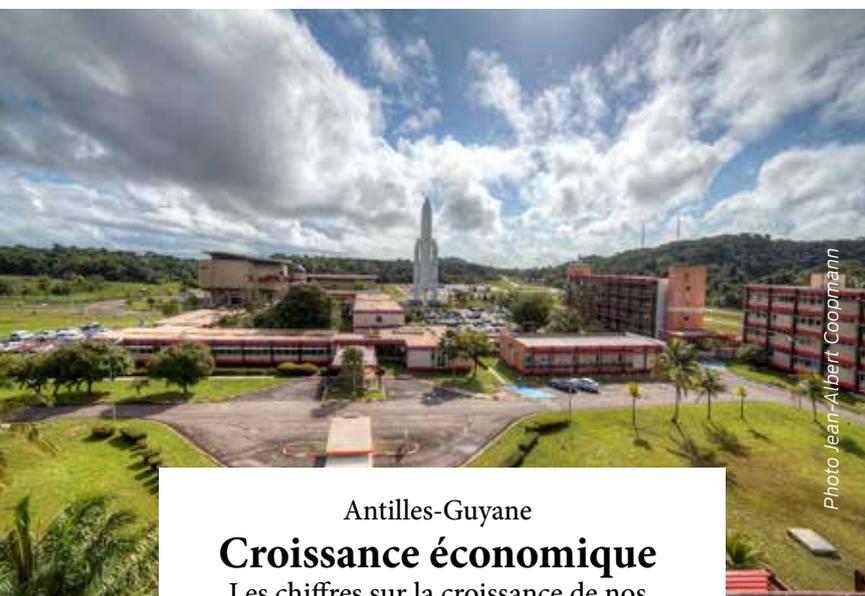


Photo Jean-Albert Coormann

Antilles-Guyane

Croissance économique

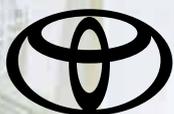
Les chiffres sur la croissance de nos territoires en 2018 ont été publiés le 18 mars dernier par l'Insee. Selon ces comptes définitifs, la croissance guyanaise serait la plus importante de 5,5 %, à savoir que la moyenne nationale était à 2,5 %. La Guadeloupe, marquée par l'ouragan Maria en 2017, observe une croissance de 2,5 %. Enfin la Martinique est en stagnation à cause d'un contexte démographique en baisse avec un PIB de 1,3 %.



Guadeloupe

MIEUX COMPRENDRE LE CHLORDÉCONE

Dans le cadre d'une campagne d'information autour du chlordécone et les produits de la pêche, le programme de prévention Titiri a mis en place trois dispositifs. En partenariat avec la DAAF, une carte permet de prendre connaissance des zones terrestres à risques ainsi que de la législation en vigueur en mer comme en rivière. Un outil interactif permet aussi de rendre compte du taux de contamination d'espèces marines. Enfin le 2 mai, un webinaire mettait à disposition des participants des experts de l'Office de l'eau, l'Inrae, l'Université des Antilles pour poser des questions.



Découvrez
notre vidéo :
**QUIZZ
TON PITCH**



Photo non contractuelle

TOYOTA, LE LEADER DE L'HYBRIDE

Une technologie forte de 20 ans d'expérience
et 19 millions de modèles dans le monde



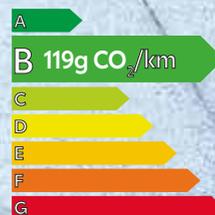
6 bonnes raisons d'adopter l'hybride TOYOTA:

- Pas besoin de la brancher : elle se recharge en roulant
- Économies de carburant avec 50% des trajets en électrique
- Le système hybride est garanti 5 ans
- Elle a un impact écologique réduit
- Un silence exceptionnel en mode électrique
- Ses coûts d'entretien sont diminués

RAV4 Hybride



C-HR Hybride



Gamme RAV4 Hybride : consommations mixtes combinées (L/100 km) et émissions de CO₂ combinées (g/km) selon norme WLTP : de 5,6 à 5,9 et de 126 à 134. **Gamme Toyota C-HR Hybride** : consommations mixtes combinées (L/100 km) et émissions de CO₂ combinées (g/km) selon norme WLTP : de 4,9 à 5,3 et de 110 à 121.



Carmo TOYOTA JARRY : 05 90 26 72 38 - BAILLIF : 0590 81 00 77

CARMO S.A.S. - Z.I. de Jarry - Rue Henri Becquerel - B.P. 2207 - 97122 Cedex - R.C : P-A-P 87 B 413 - SIRET : 342 452 232 00016 - APE : 4511z - S.A.S. au capital de 1 340 000 €.

www.toyota-guadeloupe.fr

www.occasions-carmo.com

Toyota Guadeloupe

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo.

Pensez à covoiturer.

Au quotidien, prenez les transports en commun.

#SeDéplacerMoinsPolluer

Transmettre la passion océan

A.N.A.S.A. La base nautique régionale de Sainte-Anne, véritable cœur battant du nautisme guadeloupéen, développe pour les grandes vacances tout un programme de stages et activités nautiques à destination des jeunes.

Texte Joséphine Notte – Photo Pierre De Champs



Toute l'équipe de la base nautique de Sainte-Anne souhaite transmettre la culture du nautisme.

À l'entrée de la plage du bourg, surplombant le lagon, se dresse un bâtiment fraîchement rénové. La base nautique régionale de Sainte-Anne fourmille de vie. Moniteurs, élèves, bénévoles, sportifs, touristes, ti moun et gran moun, chacun se rallie à ce QG incontournable, qui ne cesse d'innover pour séduire un public d'adeptes toujours plus grand.

Administrée par l'Association Aventure Nautique Sainte-Anne (A.N.A.S.A), la base nautique de Sainte-Anne compte le plus grand nombre de licenciés de l'archipel. Son équipe, composée d'une quarantaine de passionnés, propose chaque jour un panel d'activités à destination des guadeloupéens de 3 à 99 ans. « Nous avons la chance d'avoir un plan d'eau exceptionnel et des conditions météorologiques optimales pour l'apprentissage, le loisir et la compétition », témoigne Tristan Algret, manager général de la base. « Tout au long de l'année, nous animons des cours le mercredi et le samedi et des stages lors des vacances. » Kayak, paddle, optimiste, planche à voile, wingsurf, catamaran et voile traditionnelle, il y en a pour tous les goûts et tous les niveaux.

Des stages clé en main

Convaincu du potentiel du nautisme guadeloupéen, le champion de planche à voile a décidé de rentrer au pays pour participer avec l'A.N.A.S.A à développer des

programmes attractifs : « notre mission est d'encourager les guadeloupéens à se lier à cet écosystème qu'est la mer. À travers les stages et l'accompagnement de nos moniteurs spécialisés, nous sommes en mesure d'initier dès le plus jeune âge et de faire rapidement monter les élèves en compétences dans un environnement sécurisé ». Dernière nouveauté en date, les stages grandes vacances du 26 juin au 26 août : une offre clé en main, avec repas inclus, où le jeune acquiert un niveau grâce à ses 6 heures d'activité nautique par jour. « Tout a été pensé pour enrichir l'expérience d'apprentissage et faciliter la vie des parents : des navettes vont être mises en place pour aller récupérer les enfants sur Jarry le matin et les déposer le soir. Le Club House est ouvert tous les jours pour accueillir les parents qui souhaitent accompagner leurs enfants tout en profitant d'un cadre idyllique. Nous mettons également du matériel nautique disponible à la location. »

En Guadeloupe, il existe une réelle pénurie de professionnels de la mer. Filière dynamique et créatrice d'emploi, l'économie bleue a un potentiel que l'A.N.A.S.A souhaite revaloriser en transmettant une vraie culture du nautisme. « Cela passe par une sensibilisation à la faune marine, à nos traditions et notre l'héritage marin, la diffusion de nos valeurs : respect, partage, convivialité... En tant qu'ilien, la mer fait partie de notre ADN, il est important que chacun puisse se l'approprier », conclut Tristan.

STAGES



Ici commence l'océan

VACANCES D'ÉTÉ

**5 JOURNÉES
DU LUNDI AU VENDREDI 9H - 17H**

REPAS & BOISSONS INCLUS

TARIF RESIDENT -20%

DU 27 JUIN AU 26 AOUT 2022

2 rue de la plage, Sainte-Anne

contact : info@anasa.gp

0590.44.61.77 / 0690.050.150

site internet : anasa.gp

KAYAK : 200€ / SEM

PLANCHE À VOILE : 290€ / SEM

CATAMARAN : 360€ / SEM

OPTIMIST : 290€ / SEM



Résultats de la campagne de mesure des services mobiles de l'Arcep : **Orange réseau mobile N°1 aux Antilles**

L'enquête annuelle de l'Autorité de régulation des communications électroniques sur la qualité de services des réseaux mobiles et la fiabilité des cartes de couverture dans les territoires d'outre-mer confirme qu'Orange est le réseau mobile n°1 aux Antilles pour la quatrième fois consécutive.

Dans son communiqué, l'Arcep, arbitre expert et neutre au statut d'autorité administrative indépendante, observe ainsi qu'aux Antilles : « Orange est premier sur la grande majorité des critères ».

Les résultats de l'étude placent Orange 1er ou 1er ex aequo sur 43 des 44 indicateurs de qualité de service voix, SMS et data en Guadeloupe et en Martinique.

En particulier, Orange se classe :

- N°1 sur les débits, avec des performances significativement supérieures à celles observées les années précédentes¹
 - N°1 sur les vidéos de qualité parfaite
 - N°1 sur les appels réussis et de qualité parfaite sur les axes routiers et dans les lieux de vie
- C'est grâce au travail, à l'expertise de ses équipes et au niveau d'investissement dans ses réseaux qu'Orange voit ses efforts

récompensés et son réseau mobile classé, une nouvelle fois, 1er ou 1er ex aequo sur la plupart des critères mesurés sur l'ensemble de la zone Antilles-Guyane².

Thierry Kergall, Directeur Orange aux Antilles Guyane déclare :

« Je suis très fier pour nos équipes qui œuvrent au quotidien pour offrir le meilleur réseau à nos clients. Je salue également, comme le souligne l'Arcep, le déploiement de la voix sur LTE, une fonctionnalité innovante qui offre une meilleure qualité des appels, un délai d'établissement d'appel plus court et un accès haut débit durant l'appel ».

Les cartes de couvertures Orange sont disponibles sur les sites orangecaraibe.com et <https://www.monreseauorange.com> et <https://www.monreseauorange.com> arcep.fr/

Les résultats complets de l'enquête sont disponibles sur le site de l'Arcep.

¹ Avec un débit moyen descendant qui atteint 80.7 Mb/s

pour la Martinique et 72.2 Mb/s pour la Guadeloupe contre respectivement 79,1 en Martinique et 56,9 mb/s en Guadeloupe mesurés en 2020.

² 1er ou 1er ex aequo sur 108 des 110 critères publiés en open data.



NOUVEAU !

Volet roulant anticyclonique

EN SAVOIR PLUS



Le volet roulant grandes dimensions qui résiste aux conditions cycloniques

Notre volet roulant anticyclonique est une protection optimale contre les vents violents* y compris pour les bâtiments aux grandes ouvertures. Sa conception optimisée et ses grandes largeurs, permettent de protéger tous types de constructions qu'il s'agisse de bureaux, de locaux tertiaires ou de constructions individuelles .



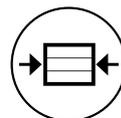
*** RÉSISTANCE
AU VENT**

4112 PA - 287 km/h
N° essais 2400_298



FERMETURE

Système
antisoulèvement



GRANDES DIMENSIONS

L max : 5 950 mm



Frantz Imambakas, exploitant agricole, producteur d'ananas et adhérent à la SICACFEL approvisionne les rayons de Carrefour Market au Moule.

Le local, un régal !

IGUAFLHOR. Depuis leur adhésion à l'interprofession, les quatre Carrefour Market (1) du groupe Safo valorisent avec engagement la production locale des adhérents à l'interprofession. Échanges croisés entre une cheffe de rayon et un exploitant agricole.

Texte Audrey Juge – Photo Lou Denim

Par le biais du groupe Safo, Carrefour Market Le Moule adhère à l'Iguaflhor depuis l'année dernière. Quel bilan faites-vous de votre mise en relation ?

Betty Pistol, cheffe de rayon du Carrefour Market Le Moule : Nous sommes très satisfaits de notre partenariat avec l'Iguaflhor. Grâce à l'interprofession, nous pouvons compter sur la qualité et la régularité de la production d'ananas et autres fruits locaux de Frantz Imambakas. Le travail qui a été mené à l'Iguaflhor, pour planifier et fournir toute l'année des fruits et légumes locaux, fait que nous n'avons pas de rupture d'approvisionnement et bénéficions en continu de produits frais, tracés et sains.

Frantz Imambakas, exploitant agricole et producteur d'ananas : Adhérer à la SICACFEL (SICA Caraïbienne de Fruits et Légumes), qui adhère elle-même à l'Iguaflhor, me donne plus de visibilité sur mes prévisions de production annuelle. Les $\frac{3}{4}$ de mon exploitation, un peu plus de 7 hectares, sont dédiés à la culture de mes cinq variétés d'ananas. Faire partie d'une organisation de producteurs me garantit que ma petite production sera écoulee. Je peux donc leur apporter des prévisionnels de production pour 6 mois et cela me permet, d'une part, de mieux organiser les cultures et les étaler pour proposer régulièrement des ananas et, d'autre part, de pérenniser mon exploitation et mes revenus.

Avec une exploitation certifiée le 8 avril « Haute valeur environnementale » de niveau 3 (HVE3), vous gardez aux consommateurs guadeloupéens des ananas de grande qualité...

F.I. : Oui, et c'est parce que je cultivais déjà en respectant les critères de la certification que la SICACFEL m'a conseillé de la passer (rires) ! Depuis longtemps, mon choix avait été fait de limiter les intrants phytosanitaires, de totalement supprimer les herbicides et favoriser un débroussaillage mécanique ou manuel, tout en rationnant les apports en eau. J'ai également maintenu telles quelles les parties boisées de

mon exploitation, qui est située sur des terres parfaitement saines, pour protéger la biodiversité attenante. Je mets mon exploitation à disposition des instituts de recherche pour des essais techniques, toujours dans le but de favoriser une agriculture durable qui accroît notre autonomie alimentaire. Aujourd'hui, la certification apporte une plus-value à ma production que Carrefour Market met en valeur par le biais de l'Iguaflhor.

C'est un fort argument de vente pour les distributeurs ?

B.P. : Oui, les ananas de Frantz sont excellents, très sucrés et remportent un franc succès sur nos étals. Les variétés que nous proposons en magasin, ses ananas Queen Victoria, Queen McGregor et MD2, correspondent parfaitement à ce que recherchent les consommateurs aujourd'hui : des fruits et légumes locaux et de qualité. Les clients sont très attentifs à ce qu'ils achètent, où et comment cela a été cultivé. La demande est très forte pour tout ce qui vient de chez nous. Notre groupe a vraiment à cœur de favoriser la production locale et nos rayons proposent en grande majorité des produits guadeloupéens, que nous atteignons grâce à la mise en relation de l'Iguaflhor.

Les prix des produits locaux, un peu plus élevés que l'import, sont-ils un frein pour les consommateurs ?

B.P. : En aucun cas ! Certes, les prix des fruits et légumes locaux sont souvent un peu plus élevés que ceux des produits d'import, mais ils restent abordables. Pour les consommateurs, la qualité prime. La démarche locavore des Guadeloupéens est très bien lancée et, en partenariat avec l'Iguaflhor, nous comptons sur l'engagement de chacun pour développer ce cercle vertueux de la consommation locale qui favorise les circuits courts, qui est créatrice d'emplois et qui garantit à tous des fruits et légumes de chez nous, sains, frais et en quantité.

(1) Le Moule, Les Abymes, Lamentin et Colin/Petit-Bourg



Cet article contient du contenu additionnel



📍 Iguafthor
iguafthor971@gmail.com

L'or rouge de la Guadeloupe!

Iguavie. L'interprofession guadeloupéenne de la viande et de l'élevage s'attelle avec détermination à la relance de la troisième filière du territoire : la production bovine. Éclairages de Firmin Lodin, président de la SICA Cap Viande, sur les objectifs et les stratégies du groupement.

Texte Audrey Juge – Photo Lou Denim

« Il y a une vraie nécessité de relever le défi de la relance de la production bovine guadeloupéenne », déclare Firmin Lodin. Président de la SICA Cap Viande, affiliée à l'Iguavie, exploitant agricole et ancien président de cette dernière, Firmin Lodin maîtrise le sujet viande. Il fait acte d'un constat effarant : « Nous avons perdu, en dix ans, 50 % de la production bovine. » Des 82 000 bovins et 14 000 détenteurs sur le territoire en 2012, il ne reste plus que 41 000 bêtes aujourd'hui, pour seulement 6 500 détenteurs. Pourtant, la demande est là. « Les besoins estimés sont de près de 5 000 tonnes de viande bovine par an. Nous n'en produisons que 1 400, et importons près de 3 500 tonnes. Il y a donc largement de quoi augmenter notre taux de couverture en visant au moins les 50 % de production locale. »

Des entraves à surmonter

Pour Firmin Lodin, plusieurs freins ont contribué au découragement général des acteurs de la filière. « Tout d'abord, dans les années 2000, la mise aux normes de la production par le biais de l'identification des bovins a été difficilement gérable pour les producteurs les plus âgés préférant abandonner. La pression foncière, avec une diminution systématique des surfaces réservées aux bovins, empêche l'installation de jeunes producteurs. Nous subissons de surcroît une forte pression parasitaire de la tique sénégalaise pour laquelle l'absence de produits sanitaires efficaces entraîne des pertes considérables dans les troupeaux », se désole l'exploitant. « Enfin, les vols de bétail et les attaques régulières de chiens en divagation découragent les éleveurs. Toutes ces entraves ont poussé les éleveurs à se tourner vers les productions végétales à cycle court et à plus forte valeur ajoutée. »

Le bœuf est donc revenu à son rôle « tirelire », c'est-à-dire une production non professionnalisée de complément.

Professionaliser la production

Aujourd'hui, l'engouement pour la viande bovine locale est réel. « Les Guadeloupéens ont besoin d'avoir confiance en ce qu'ils mangent et privilégient la proximité, parce qu'ils connaissent leur territoire, les éleveurs et les méthodes de

production. À nous de leur fournir en quantité un bœuf local de qualité. »

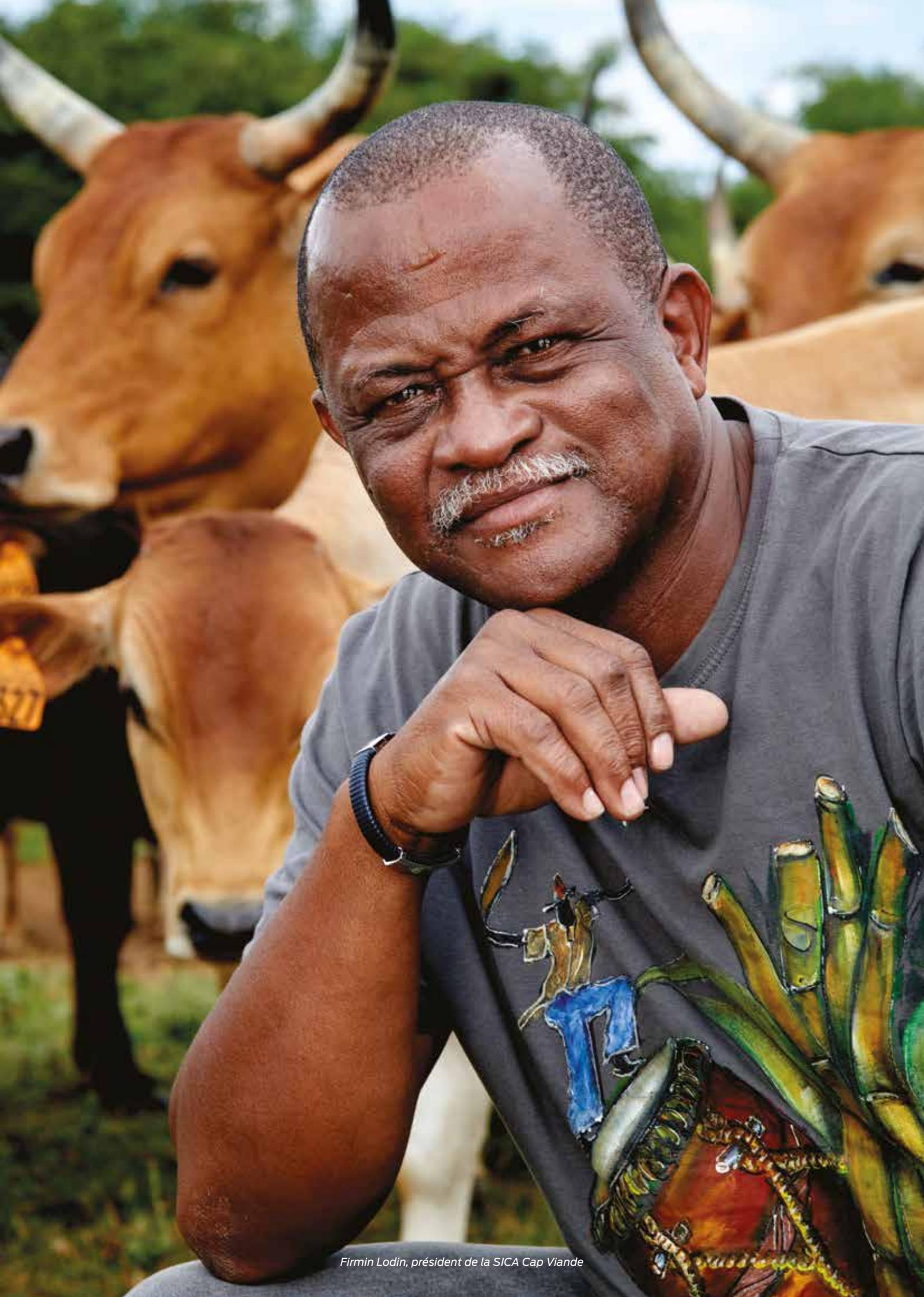
Alors, comment produire les 2 400 tonnes de viande bovine attendues en Guadeloupe ? Relancer la filière permettrait de nourrir localement la population et de s'affranchir un peu plus de l'import, à l'heure d'une situation mondiale faisant grimper les prix des produits exogènes à l'archipel.

Pour Firmin Lodin, l'équation doit avant tout garantir des revenus convenables aux éleveurs. « Il faut que les SICA soient suffisamment solides financièrement pour avoir la capacité de valoriser la viande des éleveurs au meilleur prix, de les payer le plus rapidement possible et que les éleveurs bénéficient du suivi et du cadre nécessaires pour produire une viande de qualité. Il faut aussi trouver des éleveurs volontaires, capables de relever le défi de la relance de la filière pour s'engager dans le processus de production. Assurer dans leurs cheptels des vaches reproductrices pour faire naître un veau par vache et par an ; en complément, la création d'ateliers d'engraissement d'animaux augmenterait le nombre de bovins disponibles sur le territoire. Enfin, avec l'appui de la recherche, améliorer la qualité et la résistance des fourrages mais aussi valoriser l'utilisation de la biomasse locale. En somme, la relance de la filière bovine passera par l'émergence d'une vraie volonté des éleveurs et de nos politiques de relever le défi de la production locale avec les moyens qui l'accompagnent. »

« La production bovine à Marie-Galante constitue souvent une activité complémentaire à d'autres activités agricoles comme la culture de la canne. Nous avons besoin de professionnaliser la filière afin de regrouper les producteurs, les encadrer, leur faire bénéficier du poids de la coopérative pour obtenir de meilleurs prix pour l'alimentation animale et être en mesure de produire assez pour fournir les bouchers. Il faut relancer la filière car la race Kreyol, endémique de la Guadeloupe, donne une viande savoureuse, de grande qualité, produite avec peu d'antibiotiques et en quasi-liberté sur des terres non-chlordéconées. »

Audry Colmar, président de la COPEMAG (coopérative agricole des éleveurs de Marie-Galante)





Firmin Lodin, président de la SICA Cap Viande

ASSURANCE

Une expérience client **améliorée**

Allianz Georges Molinard. Avec un nouvel espace à Baie-Mahaut, l'agence et son équipe réitèrent la promesse de proximité et renforcent leur rôle de conseil et d'accompagnement.

Texte Anne-Sophie Malot - Photo Lou Denim



Georges Molinard, agent général d'assurances au sein du groupe Allianz

Aujourd'hui, les assurances font partie de notre quotidien. On assure presque tout. D'un côté, les particuliers cherchent à protéger leur personne, leurs proches et leurs biens contre les risques et leurs conséquences financières, de l'autre, les professionnels et les entreprises souhaitent sauvegarder leur outil de travail en les assurant (voire même en anticipant les indemnités de fin de carrière qu'ils auront à payer) et protéger leurs salariés en souscrivant des assurances collectives telles que mutuelles, prévoyances et retraites. L'agence Allianz Georges Molinard nous a ouvert ses portes pour nous faire découvrir ses nouveaux locaux, à Baie-Mahault.

Cinq ans après l'ouverture de l'agence Allianz Georges Molinard, vous venez de donner un nouvel élan à celle-ci avec la concrétisation d'un beau projet, s'implanter à Baie-Mahault. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Georges Molinard, agent général d'assurances au sein du groupe Allianz : Cet emménagement à Baie-Mahault marque le début d'une nouvelle ère pour notre agence. Depuis le 1er avril 2022, notre proximité avec nos clients est renforcée. Nous sommes fiers de pouvoir accueillir nos assurés à un emplacement stratégique, dans un cadre magnifique.

Bien entendu, nous n'oublions pas notre clientèle pointoise historique qui avait pour habitude de venir à pied. Ils devront désormais faire un peu de route mais nous les rassurons sur le fait qu'ils n'auront aucun souci pour se garer.

Avec plusieurs milliers de clients, la compagnie Allianz détient plus de 40 % des parts de marché en Guadeloupe. Qu'est-ce qui fait la force de votre agence ?

G.M. : Nous nous appuyons sur la notoriété et la solidité du groupe Allianz, et notre parfaite connaissance du territoire nous donne

« *Nous formons un beau duo et j'ambitionne désormais de prendre davantage de responsabilités* »

*Coralie Molinard,
attachée commerciale au sein de l'agence Allianz Georges Molinard*

un certain avantage. Nous sommes pleinement engagés auprès de nos clients. Nous sommes à leurs côtés en cas de sinistre pour les accompagner et les conseiller de façon professionnelle, efficace et réactive. Nous sommes aussi à leurs côtés pour mieux appréhender les événements futurs, notamment en anticipant les questions de succession en leur proposant des bilans patrimoniaux.

Par ailleurs, après cinq années d'expérience à mes côtés, ma fille Coralie va commencer son cycle pour devenir agent général d'assurances, scellant l'aboutissement d'un projet commencé en 2017.

Coralie, dites-nous comment le groupe Allianz vous aide à concrétiser vos rêves ?

Coralie Molinard, attachée commerciale au sein de l'agence Allianz Georges Molinard : Allianz permet à ses collaborateurs d'acquérir de nouvelles compétences et propose des formations dont certaines certifiantes tout au long de leur parcours professionnel. C'est un véritable accompagnement ! Cela fait maintenant cinq années que je travaille en tant qu'attachée commerciale, aux côtés de mon père. Nous formons un beau duo et j'ambitionne désormais de prendre davantage de responsabilités au sein de l'agence. À 25 ans, je suis épanouie dans mon quotidien professionnel très rythmé (ouragan, crise Covid, intempéries...) et j'ai hâte de relever ce nouveau challenge pour devenir agent général.

Selon vous, quelles sont les qualités requises pour être un bon agent général ?

C.M. : Elles sont nombreuses, mais en premier lieu, je dirais beaucoup de curiosité intellectuelle mais aussi de la rigueur, un excellent relationnel pour démarcher et fidéliser nos clients. Et évidemment la polyvalence, elle fait partie de mon quotidien : avoir des compétences en gestion commerciale, en suivi client, en management et en assurance est indispensable pour exceller dans mon métier.



Coralie Molinard, attachée commerciale au sein de l'agence Allianz Georges Molinard

Pour donner vie à vos projets, ayez le réflexe **Allianz** **Georges Molinard !**

Vous souhaitez déménager ou changer de voiture ? Votre famille s'agrandit ? Vous voulez préparer votre avenir ou discuter de votre départ à la retraite ? Quelque soit votre projet, Allianz Georges Molinard vous accompagne et vous conseille.

Pour la troisième année consécutive, Allianz est la première marque mondiale d'assurance selon le classement Interbrand. Comment tirez-vous bénéfice de cette notoriété mondiale ?

Carole Davigny, responsable commerciale au sein de l'agence Allianz Georges Molinard : C'est une fierté pour nous de travailler pour une marque comme Allianz dont la solidité et l'excellence technique sont reconnues par tous. Dans notre agence, chacun est conscient des valeurs de confiance et de sérieux que nous devons porter au quotidien auprès de nos clients. Nous y arrivons, je pense, aussi grâce au management très humain de notre agent, Georges Molinard.

Quels sont vos produits d'assurance ?

Nous apportons à notre clientèle – particuliers, professionnels ou entreprises – une large gamme de solutions d'assurances qui répondent à leurs besoins de protection des biens et des personnes : assurer leur mobilité, leurs habitations, mais aussi leur santé et mettre à l'abri leur famille (Obsèques, Emprunteur, Prévoyance,...) ou tout simplement préparer leur retraite et leur avenir via des solutions d'épargne. Nous sommes à leur écoute. À chaque étape de la vie de nos clients, nous les conseillons et leur proposons des solutions d'assurances adaptées à leurs besoins présents et futurs.

L'agence Allianz Georges Molinard ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui sans ses collaborateurs, de véritables professionnels compétents et engagés. Comment se traduit cette passion qui se dégage au sein de votre équipe ?

Je ne vous apprend rien en affirmant qu'assureur, c'est un métier de proximité. Il est indispensable d'aimer le contact avec les clients. De plus, notre équipe est soudée et dynamique, il y a donc une véritable entraide. Et j'espère que l'atmosphère positive qui règne entre nous se ressent dès d'un client passe la porte de l'agence. Ils savent que nous sommes à leur disposition, par mail, téléphone, voire même WhatsApp pour leur apporter un conseil, répondre à une demande ou proposer une solution d'assurance.

Au quotidien, c'est une quinzaine de collaborateurs qui œuvre au bon fonctionnement de l'agence et à la satisfaction des clients grâce à un accompagnement personnalisé.

Au-delà de mieux correspondre au dynamisme de l'équipe, notre emménagement dans ces nouveaux locaux vient renforcer notre proximité avec nos clients que nous remercions pour la confiance qu'ils nous témoignent.



Carole Davigny, responsable commerciale au sein de l'agence Allianz Georges Molinard



Allianz Georges Molinard
 ④ AllianzAgenceGeorgesMolinard
 Immeuble Synergie Rue Jean Rivier 97122 BAIE-MAHAULT
 molinard@allianz-caraibe.fr
 0590 83 47 03

55 Avenue Paul LACAVE 97130 CAPESTERRE BELLE EAU
 harry.judith@allianz-caraibe.fr
 0590 94 21 20

N° ORIAS 1600903



VERTUO

NE SUIVEZ PAS LES STANDARDS. CHANGEZ LES.



ANTILLES FOOD SERVICE SARL - 435 259 825 - RCS Pointe-à-Pitre - Visuels non contractuels.

NESPRESSO

Profitez de notre offre exceptionnelle* du 09/05/2022 au 19/06/2022
dans notre boutique de Jarry et sur www.nespresso.gp

*100€ttc de remise immédiate à l'achat d'une machine Vertuo. Offre dans la limite des stocks disponibles - Voir modalités en boutique Nespresso.

S'associer pour mieux se développer

Havas Trait d'Union. Dans une dynamique de développement, l'agence guadeloupéenne s'associe à l'agence martiniquaise Havas Mediadom avec un seul objectif : mutualiser les compétences et les expertises.

Texte Anne-Laure Labenne - Photo Lou Denim



Karine Besombes et Aurore Durand, respectivement directrices des agences Havas Trait d'Union et Havas Mediadom, associent leurs compétences.

Havas Mediadom et Havas Trait d'Union, c'est une collaboration qui existait déjà de manière informelle. « Mais il y avait quelque part cette barrière avec la distance entre nos deux territoires », souligne Aurore Durand, directrice de l'agence Havas Mediadom, en Martinique. « Désormais, au lieu d'être sollicitées en fin de projet, nous pourrions intervenir dès le début de la réflexion stratégique, en apportant des idées complémentaires. Notre agence, la seule équipe d'expertes média 100% féminine, connaît bien la Guadeloupe. C'est un territoire que nous affectionnons. Nous nous associons à Havas Trait d'Union en partenaire supplémentaire. » Une stratégie résolument tournée vers la conquête de nouveaux marchés mais aussi, et surtout, pour étoffer une palette de services. « Nous allons additionner nos compétences », poursuit Karine Besombes, directrice de l'agence Havas Trait d'Union, présente sur le territoire depuis 32 ans. « En Guadeloupe, nous manquons de certaines

« La synergie entre nos agences est une valeur ajoutée considérable pour nos clients »

Karine Besombes
Directrice de l'agence Havas Trait d'Union

expertises métiers. Avec Havas Mediadom, nous proposons maintenant un service plus complet, plus direct et plus pertinent à nos clients. »

Des besoins dans le digital

En collaborant encore plus étroitement, les deux agences antillaises regroupent ainsi leurs compétences et leurs expertises et proposent des stratégies de communication optimisées. « Nos clients ont des besoins grandissants dans le digital et tous ses métiers connexes. Nous adaptons nos périmètres de compétence en fonction de ces besoins pour leur offrir fluidité et réactivité », ajoute Karine Besombes.

Réunies sous un même toit, les équipes travaillent depuis plusieurs mois en synergie. Un vrai plus pour l'agence Havas Trait d'Union et la première brique de ce qui constituera bientôt le Village Havas Publidom Guadeloupe, un pôle de compétences et d'expertises au service des marques de nos clients actuels et futurs.

De nouveaux collaborateurs avec de nouvelles expertises vont progressivement, d'ici la fin de l'année, venir enrichir l'offre de services dédiés à la communication, Web design, RP, événementiel, communication de crise...

Le duo, formé par Karine et Aurore, se veut incontestablement efficace pour développer le marché de la Guadeloupe en lui apportant toutes les compétences du groupe Havas Publidom.



Cet article
contient
du contenu
additionnel



Havas Trait d'Union/Havas Mediadom
7, rue Ferdinand Forest
0590 26 40 40



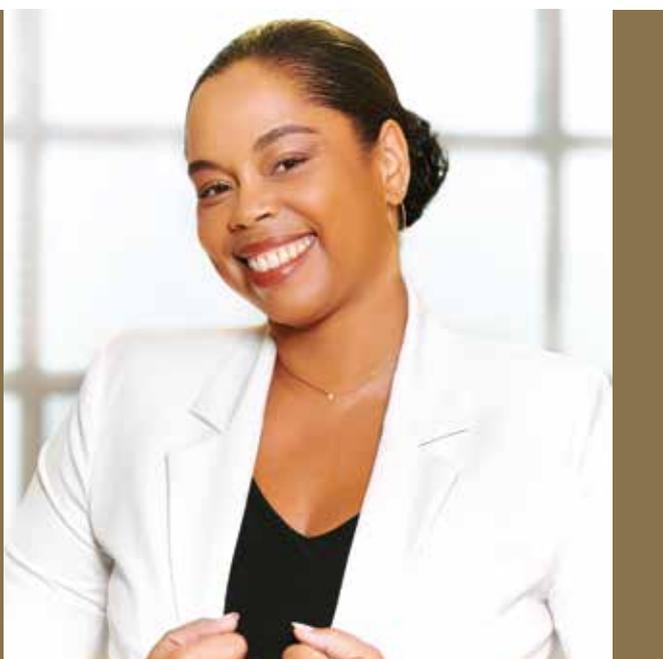
Quelque soit le
défi,
nous sommes là pour faire la
différence
au service
des marques,
des entreprises et des personnes.

Conseil 360° | Stratégie de marque | Stratégie média | Création
Digital | Cross média | Événementiel | Gestion de crise

La référence en gestion privée

La Caisse d'Épargne CEPAC. La gestion privée de la Caisse d'Épargne CEPAC Guadeloupe Îles du Nord aide ses clients à structurer, valoriser et transmettre leur patrimoine avec des solutions performantes, prenant en compte leur personnalité et leurs objectifs de vie.

Texte Sandrine Chopot – Photo Lou Denim



Audrey Zou Dacalor, directrice régionale de la gestion privée à la Caisse d'Épargne CEPAC Guadeloupe Îles du Nord

Pouvez-vous présenter votre parcours professionnel ?

Audrey Zou Dacalor, directrice régionale de la gestion privée à la Caisse d'Épargne CEPAC Guadeloupe Îles du Nord : À 40 ans, j'ai construit ma carrière sur un socle de diverses expertises. Avec 13 années d'expérience bancaire à mon actif, dont 7 ans dans le secteur de la gestion de patrimoine, j'ai également été responsable administrative et financière d'une PME, négociatrice d'immobilier ancien et de défiscalisation. J'ai exercé au sein de différents établissements bancaires, en Métropole, avant de rejoindre la Caisse d'Épargne CEPAC Guadeloupe en 2013. Je me reconnais dans les valeurs humaines de la Caisse d'Épargne CEPAC et, passionnée par mon métier, je suis heureuse d'y apporter mon savoir-faire. Au-delà des compétences acquises lors de mes expériences, j'ai appris que la proximité relationnelle, avec les clients ou au sein d'une équipe, est aussi importante que la technicité que l'on peut apporter.

Quelles solutions propose la Caisse d'Épargne CEPAC en termes de gestion privée ?

Notre offre est une des plus diversifiées du marché. Au préalable de toute proposition, nous réalisons un bilan patrimonial, lisible et chiffré de la situation initiale du client et de l'impact des solutions préconisées. En termes de placements financiers, nous travaillons en architecture ouverte. En effet, nous sommes capables de proposer des contrats sur-mesure via notre plateforme, qui a pour but de rechercher les meilleures opportunités du moment. En matière d'immobilier patrimonial, nous travaillons avec des partenaires de grande qualité. Nous avons une offre étendue de biens immobiliers et de SCPI (parts de sociétés immobilières) pouvant être adossée à des lois permettant de réduire la pression fiscale de nos clients. La diversification est notre fer de lance. C'est la clé d'un patrimoine solide et équilibré sur le long terme !

En quoi la gestion privée la Caisse d'Épargne CEPAC de Guadeloupe se différencie-t-elle ?

La relation humaine passe avant tout ! Derrière chaque patrimoine, il y a un individu, une histoire, c'est pourquoi je prône une véritable écoute de nos clients. Au même titre que le médecin traitant, notre rôle est de réaliser un bilan, établir un diagnostic, prescrire des solutions concrètes et efficaces, puis en assurer le suivi. Notre leitmotiv : faire grandir nos clients et les aider à développer leur culture financière. Nous souhaitons leur faire profiter des opportunités au gré des nouveautés fiscales, des événements de vie et des chocs qui peuvent perturber les différents types de marchés. Nous travaillons chaque jour à réinventer la relation à nos clients dans un monde qui change : les nouveaux outils digitaux sont désormais au service d'une relation personnalisée et le levier d'une réactivité accrue.

Au sein de notre cellule, nous cultivons la cohésion d'équipe et travaillons en synergie, afin de mettre la diversité de nos expertises en matière de retraite, fiscalité, placements, transmission, immobilier, au service de nos clients.

Une équipe dynamique d'experts en gestion privée



Cynthia SIBA, à la Caisse d'Épargne CEPAC depuis 2009

« Ma spécialité est l'accompagnement des professions libérales. Cette clientèle n'a pas toujours le temps de s'occuper de son patrimoine. Mon expertise consiste à leur apporter les meilleurs conseils adaptés à leurs problématiques. La Caisse d'Épargne CEPAC est une banque qui facilite le suivi et les échanges avec les clients grâce à la mise en place d'outils digitaux performants. Nous leur proposons des solutions en termes de défiscalisation, de préparation du projet retraite. Ce sujet concerne tous nos clients et je les aide afin qu'ils puissent anticiper et traverser en douceur ce moment de vie particulier. Technicité, rigueur, disponibilité, sont des atouts que je mets au service de mes clients. »

Ludovic SAINT-MARC, à la Caisse d'Épargne CEPAC depuis 2005

« L'immobilier reste un levier important pour faire croître son patrimoine. L'aspect fiscal est souvent en arrière-plan : j'aide mes clients à optimiser leur fiscalité et trouver la meilleure solution en investissant soit en nom propre, soit par le biais d'une société patrimoniale. Je les accompagne dans la construction de leur dossier. La Caisse d'Épargne CEPAC est une banque qui innove en permanence pour offrir les meilleurs services et placements financiers à ses clients. Elle est un acteur incontournable du territoire guadeloupéen. L'écoute, la franchise, la proximité, sont essentielles pour tisser une relation de confiance avec son client et lui apporter une entière satisfaction. »



Agathe AVERLANT, à la Caisse d'Épargne depuis 2015

« Je m'inscris en tant que partenaire auprès de mes clients. J'affectionne particulièrement de les aider à transmettre leur patrimoine, leur offrir des solutions personnalisées d'ordre juridique comme le démembrement de propriété, des solutions de placements financiers sur-mesure. L'assurance vie et le contrat de capitalisation, notamment, sont les couteaux suisses de la gestion de patrimoine. J'aide les clients à construire leur allocation d'actifs quand ils optent pour la gestion libre, et j'aime mettre en avant notre offre de gestion déléguée de la Caisse d'Épargne CEPAC qui repose sur une société de gestion de grande qualité. Je mets un point d'honneur à apporter à mes clients toute la réactivité et la confiance nécessaires à leur satisfaction. »

Jean-Philippe TOLASSY, à la Caisse d'Épargne CEPAC depuis 2001

« Les marchés boursiers sont mes domaines de prédilection. Au fil du temps, la Caisse d'Épargne CEPAC a su s'adapter pour répondre aux besoins de ses clients en termes de services et de placements. Nous travaillons en architecture ouverte et sommes capables de proposer en interne des solutions adaptées à tout type de profil, mais aussi d'aller chercher les meilleurs produits qui existent sur le marché, susceptibles de générer de la rentabilité. L'empathie, la transparence, la performance sont des qualités essentielles pour arriver à tisser des liens de confiance avec mes clients et suivre au plus près l'évolution de leur patrimoine. »



**CAISSE
D'ÉPARGNE**
Gestion Privée

Direction de la Gestion Privée
La Caisse d'Épargne CEPAC
Parc d'activités de la Jaille - Bât 5 et 6
97122 Baie-Mahault
05 90 60 42 33

<https://www.caisse-epargne.fr/gestion-privée/>
drgp-guadeloupe-idn@cepac.caisse-epargne.fr



Vanessa Vanzel, naturopathe, interviendra les 7 et 8 juin dans le cadre de l'atelier proposé par la CCI IG.

Comment maîtriser ses émotions lors d'une prise de parole en public ?

Avant une prise de parole en public, lors d'une réunion importante ou d'une négociation, la peur, le stress ou l'euphorie peuvent créer une situation de vulnérabilité et de paralysie, malgré la préparation et l'entraînement. Tous les deux mois, la CCI IG s'associe à Karumag et donne la parole à un expert dans le cadre d'ateliers conçus pour les entrepreneurs cherchant à développer leurs activités à l'international. Ce mois-ci, Vanessa Vanzel, naturopathe, fournit quatre techniques pour apprendre à gérer ses émotions avant une prise de parole et mettre ainsi toutes les chances de son côté pour convaincre son auditoire.

Texte Axelle Dorville - Photo Lou Denim

La cohérence cardiaque

« Lorsque l'on doit pitcher son projet, et a fortiori dans une langue étrangère pour convaincre à l'export, il est important d'avoir accès à toutes ses facultés pour réaliser une prestation de qualité. L'objectif de la cohérence cardiaque est de réguler son rythme cardiaque, afin de diminuer le stress et ainsi passer à un état plus serein et apaisé permettant de mieux maîtriser sa respiration, sa déglutition et sa mémoire. »

L'aromachologie

« L'aromachologie qui consiste à stimuler olfactivement la sphère émotionnelle du cerveau, peut être utilisée juste avant ou même au cours de la prise de parole, lorsqu'une baisse d'énergie se fait sentir. Il s'agit d'inhaler des huiles essentielles qui selon leurs propriétés, pourront calmer, tonifier ou réguler les émotions. »

L'Emotional Freedom Technique

« L'EFT est une méthode psychocorporelle de maîtrise des émotions, reposant sur l'idée que tout ce que l'on anticipe, n'est en fait que des interprétations de la circonstance. L'EFT consiste à oraliser les pensées limitantes que l'on peut avoir avant l'événement et à les remplacer par des pensées valorisantes, afin de mieux les ancrer dans son mental. L'EFT peut être pratiqué en plusieurs séances, plusieurs fois avant la date du pitch. »

La florithérapie

« Basée sur l'effet énergétique des plantes, la florithérapie permet de moduler les émotions. L'absorption des extraits de fleurs offre une action rapide et directe permettant de calmer les émotions fortes et ainsi pouvoir mobiliser toutes ses capacités oratoires lors de la prise de parole. »

SAVE THE DATE

Prochain atelier "Osez pitcher – Comment être à l'aise et percutant en anglais ?"

Au programme, les participants découvriront :

- Les fondamentaux d'une démarche export réussie
- L'anglais des affaires
- Les canaux de communication multimodaux
- Les clés de la gestion des émotions et du stress
- L'importance de son image et de son mindset
- Les bonnes pratiques d'un pitch réussi
- Des exercices de pitch et simulation devant un comité de professionnels

Mardi 7 et mercredi 8 juin 2022, au CWTC de Jarry (Salle Clovis Beauregard – 2e étage). En présentiel, de 8 à 18 heures.

Pour toute information complémentaire et inscription : international@guadeloupe.cci.fr et 05 90 93 76 47

Téléphoner même sans réseau mobile.

Appels Wi-Fi

Dorénavant, vous pouvez passer des appels mobiles ou envoyer des sms via votre réseau Wifi.

[Activer](#)

Vous rapprocher
de l'essentiel

orange™



Kit mains libres recommandé

Service soumis à conditions disponible aux Antilles-Guyane françaises et accessible avec terminal et offre compatibles.

Liste des terminaux et offres compatibles sur orangeCaraibe.com. Service disponible depuis le réseau Wifi (Livebox, Wifi Orange, hotspots publics et toutes les box des autres fournisseurs d'accès à internet) sans surcoût et sous réserve de l'activation du service sur votre mobile. Les Appels et SMS Wi-Fi sont traités comme des appels ou des SMS sur le réseau mobile d'Orange Caraïbe. La même tarification s'applique si l'appel est passé en Wi-Fi ou sur le réseau mobile.

04/22 © Orange Caraïbe - S.A. au capital de 90 360 000€ Siège social : 1 av. Nelson Mandela 94110 Arcueil 379 984 891 RCS/Créteil.



Christelle Diochot (facilitateur des Éco-organismes) Ingénieur d'affaires chez C2D Consulting

Que deviennent les produits utilisés en agriculture ?

C2D. Une fois devenus non-utilisables (suite à un arrêt de culture, une date d'utilisation périmée ou encore une interdiction réglementaire...), que deviennent les herbicides, fongicides et insecticides nécessaires aux agriculteurs ? Dangereux pour la santé et l'environnement, ces produits phytosanitaires non utilisés (PPNU) ne peuvent être pris en charge par le ramassage des ordures ménagères et nécessitent une collecte spécifique. Explications.

Texte par notre partenaire avec la collaboration d'Agrivalor
Photo Lou Denim

En Guadeloupe, il existe un éco-organisme local. Chaque année, Agrivalor établit un planning pour chaque type de flux et transmet ce planning aux sites de collectes partenaires du réseau. La communication auprès des agriculteurs est essentiellement réalisée par les SICA (société d'intérêt collectif agricole) et les groupements de producteurs, via des SMS envoyés à l'ensemble de leurs adhérents respectifs afin de les informer sur les dates des collectes. Agrivalor Guadeloupe organise donc la collecte auprès des agriculteurs guadeloupéens pour les emballages vides de produits phytosanitaires. Ils sont valorisés par la société Ecodec, située à Grand-Camp, aux Abymes. Une fois nettoyés, les produits sont transformés en dalles d'engazonnement pour la construction de parkings. Avant, ces produits partaient en enfouissement. Aujourd'hui, ils ont une seconde vie. Cette filière est opérationnelle. Ce sont près de 4 tonnes d'emballages vides de produits phytopharmaceutiques ; 12 t d'emballages vides de produits fertilisants ; 3,8 t de produits phytopharmaceutiques non utilisés ; 417 t de plastiques agricoles usagés ; 8 t de mousses ; 0,5 t d'équipements de protection individuelle et 172 t de gaines bleues usagées qui ont été collectées en 2019 par Agrivalor Guadeloupe. Désormais, le prochain axe de travail d'Agrivalor concerne le traitement des paillages plastiques, de plus en plus utilisés par les exploitants comme recours aux herbicides. Or, ces paillages ne sont pas biodégradables et sont délicats à traiter. Il s'agirait de pouvoir utiliser ces plastiques usagés dans le CSR à venir (Combustible solide de récupération), projet qui est prévu dans les années à venir. Pour information, le CSR permettra avec nos déchets, de générer de l'énergie. La Guadeloupe sans nul doute, en passe de devenir un vrai territoire zéro déchets.

QUI EST AGRIVALOR GUADELOUPE ?

Créé en 2017, Agrivalor Guadeloupe s'est donné comme objectif de travailler sur des solutions pour réduire les déchets générés par les activités agricoles sur le territoire et de gérer la collecte et le traitement de ceux-ci. Un chantier de longue haleine qui porte, aujourd'hui, ses fruits. Agrivalor regroupe une quinzaine d'acteurs économiques de l'agrofourmure et des coopératives de Guadeloupe et entend promouvoir une agriculture propre. L'éco-organisme s'attache à soutenir des travaux de recherche et développement pour réduire les quantités de déchets produits, trouver des solutions de recyclage des déchets et mettre en œuvre des changements dans les méthodes de travail des agriculteurs.

Source : www.agrivalor-gp.fr
www.adivalor.fr
www.ademe.fr



NOUVEAU

HR-V
e:HEV HYBRID

L'hybride
sans recharge.
740 km d'autonomie

VENEZ L'ESSAYER
DÈS MAINTENANT



Sous réserve du suivi régulier de l'entretien Honda selon les préconisations constructeur et les indications de l'ordinateur de bord. *Plus d'information en concession et sur les offressoguava.com. Garanties des batteries : **hybrides 5 ans, standards 3 ans**.
Consommation et émissions en cycle mixte WLTP de la gamme HR-V e:HEV Hybrid pour toutes les versions : 5,4 l/100km et 122 g de CO₂ /km.

Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer

SOGUAVA
— MOUDONG SUD

Soguava
05 90 25 25 35
lesoffressoguava.com

Comment **négo**cier **son salaire** lors de l'entretien d'embauche ?

Comment définir ses prétentions salariales ? Quels arguments utiliser pour négocier son salaire et convaincre un recruteur ? À quel moment négocier en entretien ? Cette question de la rémunération est toujours très redoutée par les candidats, notamment quand il s'agit de négocier son premier salaire. Laïza Marie, experte RH, partage quelques étapes à suivre pour être prêt le jour J.

Texte Laïza Marie, Axelle Dorville - Photo Aurélie Chantelly



Laiza Marie, experte RH

Définir ses prétentions salariales

Parler de ses prétentions salariales est toujours délicat et ne s'improvise pas, d'autant plus que montrer que l'on maîtrise le marché, que l'on a pris le temps de se renseigner sur l'entreprise et que l'on connaît sa valeur, permettra de faire la différence auprès des recruteurs.

Pour bien se positionner en termes de rémunération, une recherche Google sera utile pour découvrir les niveaux de salaire selon le secteur, le niveau d'étude/ formation, les années d'expérience, la fonction et la localisation du poste, l'entreprise pouvant se baser sur le coût de la vie pour établir sa grille de salaire. Certains cabinets de recrutement réalisent par ailleurs des études de rémunération. Cela permettra de se faire une meilleure idée de sa valeur, qu'il faudra également mettre en lien avec les évolutions du marché et la situation financière de l'entreprise.

Parler en brut

Dans un deuxième temps, afin de faciliter les échanges lors de la négociation salariale, il faudra bien penser à raisonner en rémunération brute annuelle, le mode de calcul adopté par les recruteurs, et non en salaire net mensuel. Des calculateurs en ligne permettent ainsi de réaliser des simulations de salaire brut/ salaire net et vice versa. Il est également important d'estimer une fourchette de rémunération (brute annuelle !) et de se fixer une limite basse à ne pas dépasser. Faire ses calculs au préalable évitera de bafouiller lors de l'entretien.

Penser "package"

Enfin, il ne faut pas hésiter à élargir sa réflexion au package de rémunération, qui comprend le salaire mais aussi les primes variables, commissions et autres avantages en nature ; tels que le remboursement des frais de transport/frais kilométriques, les tickets restaurants et chèques cadeaux, le téléphone portable ou la voiture de fonction, et le télétravail par exemple. Au-delà du salaire, certains avantages peuvent ainsi permettre de faire de réelles économies ou d'améliorer son équilibre vie perso/vie pro.

Ne pas négliger ses soft skills

Il faudra ensuite utiliser des éléments factuels et des arguments solides pour justifier sa fourchette de salaire auprès du recruteur. L'enjeu est ainsi de montrer à l'entreprise la plus-value que représente ce recrutement.

Pour prouver la légitimité de sa demande, il est important d'identifier avant l'entretien les exigences du poste que l'on remplit entièrement ainsi que les éventuelles faiblesses de son profil, qui peuvent être utilisées par le recruteur pour faire baisser le montant de l'offre. Lister ses plus-values, ce que l'on peut apporter à l'entreprise au-delà du savoir-faire attendu (réseau, fichier client, maîtrise d'une langue étrangère, expertise dans un autre domaine), ainsi que les compétences comportementales, les fameux soft skills, permettra de contrebalancer les faiblesses identifiées.

Prévoir le jour de la négociation

Il est important de savoir qu'il vaut mieux laisser l'employeur aborder la question de la rémunération lors des entretiens d'embauche. Certains recruteurs attendent cependant le second voire le dernier entretien pour la mettre sur le tapis. Afin de prendre les choses en main, il est tout à fait possible de poser la question du déroulé du processus de recrutement, afin de savoir à quel moment le sujet sera évoqué. Quoi qu'il en soit, il ne faut absolument pas terminer le processus de recrutement sans avoir parlé rémunération.

Si, à l'issue de l'entretien, le salaire proposé ne convient pas, exposer de nouveaux éléments chiffrés – des résultats qualitatifs et/ou quantitatifs durant de précédentes expériences par exemple – peut permettre de rouvrir la porte aux négociations. On peut tout à fait se permettre d'être intransigeant quand on est très demandé sur le marché. Autrement, être stratégique et adopter une réflexion sur le long terme aidera à se décider : il vaut parfois mieux accepter un poste moins bien payé si celui-ci peut permettre d'engranger une expérience ou une expertise qui permettra de se vendre plus cher par la suite.

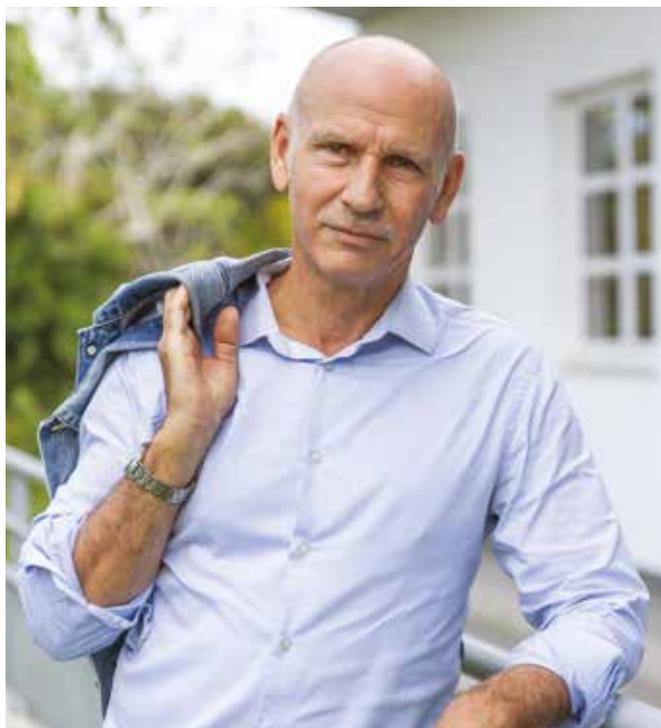
7 jours pour répondre

Dans tous les cas, il n'y a aucune obligation de donner une réponse immédiate au recruteur. Les promesses d'embauche ont généralement une validité d'une semaine. Tout candidat est parfaitement en droit de demander ce délai de réflexion, que ce soit sur le salaire ou d'autres éléments de l'embauche, ce qui peut inciter le recruteur à revoir son offre s'il souhaite réellement recruter le profil. Enfin, il faut garder en tête que la marge de négociation ne dépasse généralement pas les 10 %. Il ne faut pas avoir peur de négocier car comme on dit : « Qui ne tente rien, n'a rien ». On ne perd rien à faire une contre-proposition.

Peut-on prévenir les troubles musculo- squelettiques ?

87 % des maladies professionnelles reconnues* appartiennent à la famille des Troubles musculo-squelettiques (TMS), qui génèrent des difficultés à assumer ses tâches au travail ainsi que des douleurs gênantes voire invalidantes, pouvant laisser des séquelles. Ergonome depuis plus de 30 ans, formé en hygiène et sécurité, en physiologie du travail, en biomécanique et ergonomie ainsi qu'en psychologie du travail, Nordine-Philippe Abdessemed nous explique en quoi consistent les TMS et comment les prévenir.

Texte Axelle Dorville - Photo Jean-Albert Coopmann



Nordine-Philippe Abdessemed, Ergonome

Y a-t-il des secteurs d'activité davantage à risque ou les TMS concernent-ils tous les métiers ?

Si on se réfère aux statistiques de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie, les activités du transport et de la logistique, du commerce de façon générale et surtout lorsqu'il y a de la manutention, de réception de produits et les postes d'encaissement nécessitant des gestes répétés font partie de celles dans lesquelles la survenue des TMS est la plus fréquente. Le secteur de l'agroalimentaire est également très touché, par exemple dans les entreprises d'abattage de volaille. On peut aussi citer les entreprises du secteur de la propreté, du fait des cadences à suivre et de la répétition de gestes. Mais aussi le secteur de l'aide et du soin à la personne, du fait du soulèvement des patients. Les activités administratives, réalisées devant un écran, peuvent générer des troubles au niveau des épaules ou du canal carpien. Le risque est moindre que dans d'autres secteurs précédemment cités mais il n'est pas négligeable.

Quels signes doivent alerter, à partir de quel moment faut-il faire appel à un professionnel ?

Les signes d'un TMS peuvent être très variés mais dans la plupart des situations, on va d'abord observer une gêne fonctionnelle c'est-à-dire une difficulté à effectuer les gestes dans le cadre de son travail. Cet inconfort est souvent réversible au début et disparaît après le repos. Le travailleur va ressentir des fourmillements, des engourdissements qui peuvent réveiller la nuit jusqu'à ce que la gêne devienne de plus en plus persistante. Alors qu'elle disparaissait le soir au retour du travail, il faudra attendre le weekend pour que ça passe, puis les vacances, jusqu'à ce qu'on ne parvienne plus à récupérer et que l'inconfort devienne permanent et provoque des difficultés à la fois au travail mais aussi pour effectuer les gestes du quotidien. Un TMS n'est donc pas un accident du travail, c'est un trouble qui s'installe sur la durée.

L'employé qui ressent des signes et douleurs doit s'adresser à son médecin traitant et au Médecin du Travail pour une prise en charge précoce, ainsi qu'à son employeur ou à la délégation du CSE de son entreprise. L'entreprise peut aussi se rapprocher de la CGSS de Martinique, qui est très active sur ce sujet et pourra apporter des conseils ainsi que des aides financières afin d'agir sur la prévention des TMS, avec, il faut le préciser, une obligation de résultat de la part de l'entreprise.

*Chiffre ameli.fr

Pour en savoir plus sur les signes d'alerte et le rôle de l'ergonome, retrouvez la suite de cet article sur ewag.fr

Qu'est-ce qu'un trouble musculo-squelettique ?

On parle de troubles musculo-squelettiques ou TMS, pour désigner des troubles qui affectent les muscles, les tendons, les nerfs, et plus globalement, les tissus mous localisés autour des articulations. Les zones du corps les plus touchées par les TMS sont ainsi les épaules, les poignets, les mains, les doigts, les coudes, le dos et dans une moindre mesure, les genoux. La maladie du carreleur désigne, par exemple, les problèmes aux genoux dont peuvent être victimes les personnes qui travaillent une bonne partie de leur carrière sur les genoux, comme les carreleurs. Il est important de noter que les TMS à composante professionnelle représentent la première cause de maladie professionnelle dans tous les pays industrialisés. Le coût des TMS est ainsi énorme tant au niveau humain (douleurs, séquelles...) qu'au niveau financier pour les entreprises ; il représenterait près d'1 milliard d'euros à la charge des entreprises.

Quels sont les gestes, postures, situations, les plus à même de générer des TMS ?

Les TMS résultent en fait d'une combinaison de plusieurs facteurs. Les facteurs biomécaniques premièrement. La répétition d'un geste, la posture de travail et la force exercée (soulever des charges lourdes ou répéter des gestes très fins avec le bout des doigts) sont ainsi susceptibles de créer des TMS pour le travailleur. Si on ajoute à cela des situations de travail au froid, de stress, de monotonie, de postures statiques, de vibrations sur le poste de travail ou de manque de récupération, ce sont d'autant plus de facteurs qui vont aggraver la situation.

Les TMS peuvent être provoqués par les aspects techniques du travail (la disposition des postes de travail, les outils utilisés), l'organisation du travail (les temps de pause, les rotations, les cadences), la sensibilisation et la formation insuffisante du personnel ainsi que le climat social de l'entreprise, qui peut également jouer sur l'apparition de TMS chez les travailleurs s'il est dégradé.

FOCUS SUR LE SYNDROME DU CANAL CARPIEN

Le syndrome du canal carpien se manifeste souvent par des troubles sensitifs ressentis au niveau des trois ou quatre premiers doigts de la main : le pouce, l'index, le majeur et parfois l'annulaire. Il s'agit de fourmillements, de picotements, de sensation d'engourdissement et de décharges électriques qui surviennent souvent la nuit. Réversibles au début, ces troubles sensitifs se transforment en gêne fonctionnelle si rien n'est fait et provoquent des douleurs à l'intérieur de la main qui peuvent évoluer en une diminution de la force de préhension, se manifestant par une difficulté à écrire, à attacher un bouton voire une propension à lâcher des objets.



Coalys, des Artisans et des matières
pour vous accompagner dans l'aménagement
de vos espaces.



Choisie et extraite des carrières
de Guadeloupe, la roche de Guadeloupe
est une matière péyi
qui ne cessera de vous étonner !



Dallage en roche volcanique de Baillif

*Aujourd'hui plus que jamais,
le choix des matériaux
est indispensable
pour la pérennité
de votre construction.*

*Construire et aménager
durablement, mais bien sûr
selon vos envies,
et en maîtrisant les budgets,
c'est possible !*

Depuis plus de 15 ans, les artisans de Coalys travaillent et façonnent les matières dans nos ateliers. Bois, pierres de Guadeloupe et métal, 60 artisans choisissent chaque jour minutieusement la matière pour accompagner les particuliers et les professionnels dans leurs projets de construction et rénovation et proposer des réalisations sur-mesure.

Faire le choix de la qualité et du savoir bien-faire, c'est faire le choix de la durabilité.

La pierre naturelle de Guadeloupe embellit vos intérieurs et jardins. Que va t-elle vous apporter ? On vous dit tout...

Coalys est la seule entreprise aux Antilles à proposer le travail de la roche locale grâce à ses équipements dernier cri.

- 1 AUTHENTICITÉ** Les roches calcaire et volcanique ont des tonalités de couleur très variées, ce qui offre une élégance à vos piscines et une authenticité certaines.
- 2 RÉSISTANCE** La pierre naturelle résiste aux intempéries et s'entretient facilement (eau claire et savon liquide). Pour garantir une meilleure durabilité, une finition hydrofuge est préconisée pour vous garantir 3 ans de tranquillité !
- 3 CONFORT THERMIQUE** La pierre de Guadeloupe est un matériau naturel qui réagit avec son environnement. Grâce à son inertie, elle ne sera jamais brûlante et saura apporter de la fraîcheur lorsqu'elle ne sera pas soumise aux rayons.

MARGELLES DE PISCINE | MUR & DALLAGE | MOBILIER EXTÉRIEUR | DOUCHE & CUISINE
FUNÉRAIRE | PAS JAPONAIS | PAREMENT | ETC.



Le mélange des matières pour un effet tendance et cosy : le bois, le métal et la pierre naturelle de Guadeloupe.

CUIVRE, INOX, ZINC, MAHOGANY,
ROCHE CALCAIRE ET VOLCANIQUE, TOUT EST RÉALISABLE !



Terrasse en bois exotique



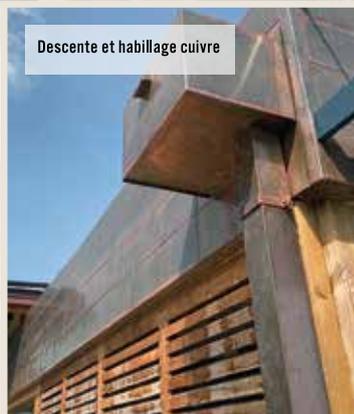
Pas japonais en roche naturelle
de Guadeloupe



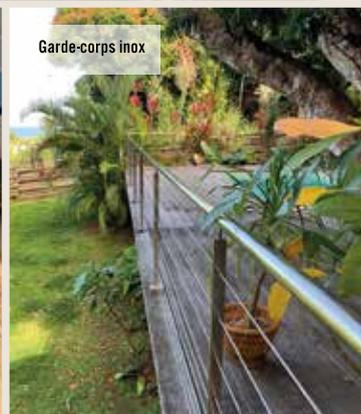
Carbet (couverture bardeaux, cuivre, etc)



Mobilier en roche naturelle de Guadeloupe



Descente et habillage cuivre



Garde-corps inox

Qui sommes-nous et que faisons-nous ?

- Des **artisans passionnés** au **savoir-faire maîtrisé** dans chaque métier
- Du travail **sur-mesure**
- Du **façonnage** dans nos ateliers
- Déplacements dans toute la Guadeloupe et ses dépendances
- **Accompagnement** de l'étude à la pose

Aménagements extérieurs :

Garde-corps fer forgé et inox, escalier, portail, descente et gouttière cuivre, agencement inox, ornementation cuivre, deck, pergola, carbet, mobilier, bardeaux et bardage, etc...

CHARPENTE BOIS | COUVERTURE TRADITIONNELLE | TAILLE DE PIERRE | MENUISERIE BOIS
ÉBÉNISTERIE | FERRONNERIE | CONSTRUCTION BOIS

COALYS GUADELOUPE

Tél : 05 90 41 84 96

Mail : guadeloupe@coalys.eu

Découvrez l'ensemble de nos savoir-faire



www.coalys.eu

Les Artisans
de votre patrimoine



BOÎTE À OUTILS

Chaque mois, une sélection d'outils pratiques pour améliorer votre productivité, rester au fait des dernières tendances et même repenser le travail.

Texte Axelle Doville



#e-commerce

Booster les fiches produits

On ne peut se permettre de faire l'impasse sur la création de fiches produits optimisées lorsque l'on veut vendre en ligne. Pour faciliter ce travail, l'outil d'évaluation Quable propose des rapports détaillés afin d'identifier les améliorations à mettre en place pour des fiches qui poussent à la conversion.

www.quable.com/landing-product-quality-score/

#startup

Trouver ses premiers client

Parvenir à vendre est le premier défi de tout entrepreneur qui doit absolument trouver une clientèle afin de valider son concept. La plateforme First 100 users référence 100 idées détaillées pour faciliter l'acquisition client, classées par canal d'acquisition. (En anglais)

www.first100users.com



#futureofwork

Tous multi-actifs en 2035

Selon une étude prospective réalisée par le cabinet Onepoint et Kantar Public, la multi-activité devrait devenir la norme d'ici quelques années, de même que la formation permanente et le travail augmenté. Plus d'infos en téléchargeant l'étude. "Future of work : comment travaillera-t-on en 2035 ?"

sur www.groupeonepoint.com

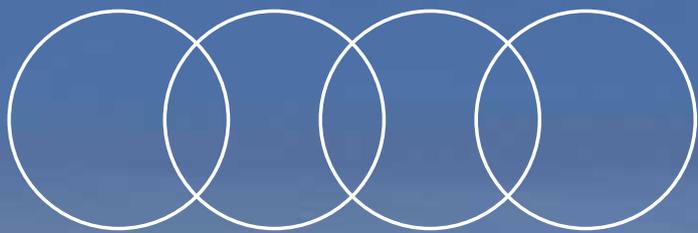
#qualitédevieautravail

Pourquoi travaillons-nous ?

Qu'est-ce qui peut motiver à aller au travail, comment mieux s'épanouir dans la sphère professionnelle, quelles pistes pour améliorer la qualité de vie au travail, sont autant de questions abordées dans le documentaire Why do we even work ? de Samuel Durand.

wipdocumentary.com





Prêt pour de nouvelles aventures

Nouvelle Audi Q5 Sportback
35 TDI 163CV DESIGN S TRONIC

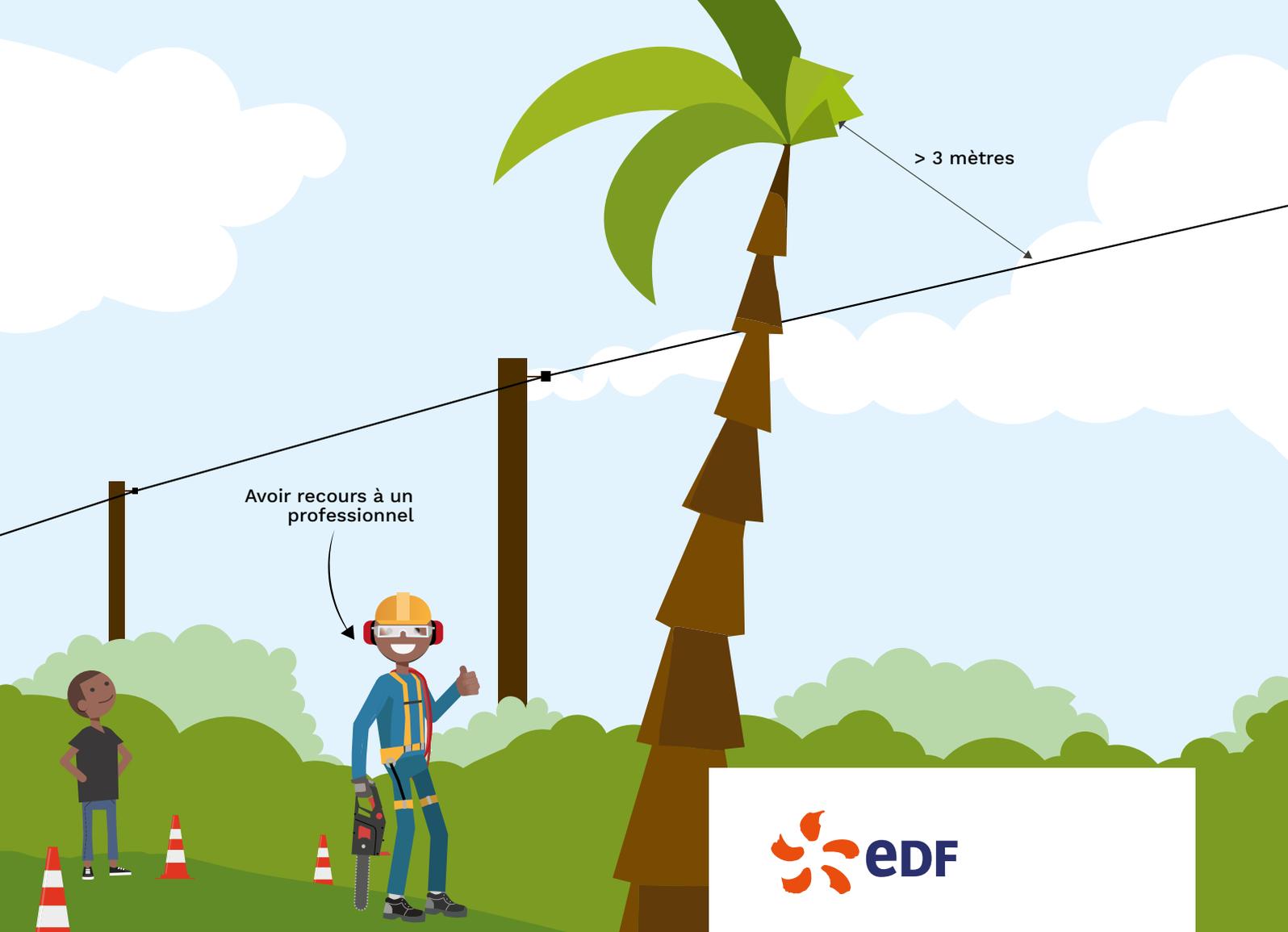


Audi Q5 SPORTBACK 35TDI 163CV DESIGN S TRONIC
Consommation mixte (l/100km) : 5,9 - Emissions de CO2 (g/km) :
153 - Visuels non contractuels. Sauf erreurs typographiques.

AUDI GUADELOUPE

Bd du Marquisat de Houelbourg,
97122 Baie-Mahault - 0590 60 97 97
www.audi.gp / Audi Guadeloupe

Pensez à covoyer #SeDéplacerMoinsPolluer



Contre les coupures, à vous de couper !

Un élagage régulier à proximité des lignes électriques permet de réduire fortement les casses et pannes causées par des chutes d'arbres et de branches qui sont accentuées lors des vents violents notamment en période cyclonique.

Tous engagés !

Si les travaux d'élagage sont à la charge des collectivités et d'EDF Archipel Guadeloupe sur la voie publique, ils sont à la charge de chaque propriétaire sur les terrains privés. Nous vous invitons à faire appel à une entreprise spécialisée pour réaliser l'élagage en toute sécurité et en informant EDF.

Tous protégés !

Ne touchez jamais une branche ou un objet en contact ou très proche d'une ligne électrique. Restez impérativement à plus de 3 mètres de tout câble électrique dans les airs.

Toute personne constatant un arbre qui menace de tomber sur une ligne électrique ou un câble électrique tombé au sol doit prévenir le plus rapidement possible EDF Archipel Guadeloupe au 0590 82 43 00.

Contre les coupures, à vous de couper !



Retrouvez toutes les informations sur l'élagage sur le site : edf.gp

EDF Archipel Guadeloupe @EDF_Guadeloupe

@edfenguadeloupe

L'énergie est notre avenir, économisons la !



PRORENT

LOCATION DE VOITURES

SUV

*Les nouveautés
arrivent!*



Large gamme de SUV
à découvrir en mai !

www.pro-rent.com

LARGE CHOIX DE VEHICULES

TARIFS ATTRACTIFS

NAVETTE AEROPORT & PORT

Z.I. JARRY
228 RUE ALFRED LUMIERE

0590 26 73 44
pro-rent@wanadoo.fr



Prorent Guadeloupe

TRANSITION ÉCOLOGIQUE : ILS RELÈVENT LE DÉFI !





La transition écologique n'est plus une hypothèse. C'est une obligation. Car oui, il y a urgence. Urgence pour nos territoires insulaires ou côtiers qui subissent de plein fouet les conséquences du réchauffement climatique. Le GIEC tire d'ailleurs des conclusions alarmistes à court terme sur les « impacts irréversibles » du changement climatique. Alors, que pouvons-nous faire ? Agir. Voici en quatre lettres ce que tout un chacun pourrait faire au quotidien. Un geste pour la planète.

Sur nos territoires, certains sont aux avant-postes pour le climat. Leur engagement est à saluer, ils sont des exemples pour nous tous : particuliers, entreprises, communes et collectivités, institutions... Parce que la transition écologique est en définitive l'affaire de tous. « Ils relèvent le défi », ce sont ceux qui nous alertent, au quotidien ; qui nous permettent de prendre conscience et qui nous proposent des solutions pour changer nos habitudes et consommer différemment.

Et demain, ce sera vous !

Dossier porté par Anne-Laure Labenne

Nos territoires insulaires face au changement climatique : l'alerte du GIEC

Le second volet du 6^e rapport du **GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat)** consacré à la thématique « Impacts, vulnérabilité et adaptation » met largement en évidence les risques qui pèsent sur les « Petites îles », autrement dit nos territoires d'outre-mer. Le tableau dressé par les auteurs mérite que l'on s'y attarde. **Neuf risques majeurs sont exposés. À quoi devons-nous faire face exactement ? Explications.**

Texte Axelle Dorville

Les auteurs du chapitre 15 « Petites îles » du second volet du dernier rapport du GIEC (publié le 28 février dernier), parmi lesquels Virginie Duvat, professeure à l'université de La Rochelle et contributrice pour les îles françaises, ont identifié pas moins de neuf menaces auxquelles nous serons confrontés d'ici les prochaines années. Elles s'expliquent par l'action conjuguée de changements graduels de notre environnement ainsi que d'événements climatiques ponctuels, mais majeurs, qui se produiront entre épisodes de sécheresse, ouragans – rares mais puissants –, vagues de submersion et inondations.

Il y a alors de fortes probabilités que nous assistions à une perte de la biodiversité marine, côtière et terrestre de nos îles ainsi que des services écosystémiques associés. Les mangroves, par exemple, réduisent de 31% la hauteur des vagues de tempête ; c'est dire leur intérêt crucial pour la protection des populations et des enjeux situés sur le littoral. La diminution de la ressource en eau, la destruction d'infrastructures essentielles, la dégradation des activités de subsistance et le déclin économique (qui pourraient découler du réchauffement climatique) mettent directement en péril notre capacité à vivre et à habiter sur nos territoires.

Des territoires climato-sensibles

Qu'on se le dise : la Martinique, la Guadeloupe, les Îles du Nord, et plus généralement les territoires insulaires tropicaux, sont particulièrement à risque face au changement climatique. Trois raisons à cela : l'exposition face aux pressions océaniques, la dépendance aux écosystèmes marins et côtiers ainsi que l'isolement géographique lors d'événements naturels destructeurs.

Bien que les reliefs marqués de nos territoires et d'une partie de la Caraïbe, procurent une relative sécurité face au risque de submersion, force est de constater que l'aménagement du territoire s'est surtout concentré sur les littoraux et dans les plaines côtières qui ont été largement urbanisés, voire même dégradés, en dépit des alertes répétées.

Pour prendre la pleine mesure des conséquences à venir, faisons un petit topo. Sous l'effet de l'élévation du niveau de la mer et de l'érosion du littoral, d'ores et déjà en cours, les plaines côtières de Guadeloupe et de Martinique – qui concentrent zones d'activité économique et habitations –, se retrouveront de plus en plus

Le GIEC, quésaco ?

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations unies pour l'environnement. Son objectif : fournir des évaluations détaillées sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions et proposer des

stratégies de parade. Le GIEC produit, tous les 5 à 8 ans, des rapports d'évaluation sur l'état des connaissances sur les changements climatiques.

Le 4 avril dernier, les experts du climat ont publié un nouveau rapport consacré aux solutions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les préconisations répondent à l'Accord de Paris de 2015 où il était question de limiter le réchauffement climatique à 1,5° C.

Photo Pierre De Champs

sous l'eau. La zone portuaire et industrielle de Jarry et une partie de la ville de Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, situées à de très basses altitudes (moins de 50 cm par endroits), subira ainsi des submersions chroniques répétées (à marée haute, sans situation de tempête) à partir de 2030, qui pourraient devenir critiques dans la seconde moitié de ce siècle. Cela redessinera nos littoraux et réduira par là même notre capacité à y habiter, à y travailler et y vivre.

Cette incursion de l'eau de mer dans les terres sera, par ailleurs, responsable de la salinisation des sols qui aura un impact direct sur l'agriculture, ainsi que sur la qualité de la ressource en eau souterraine. Des pénuries à la fois alimentaires et hydriques pourraient alors se produire. Le renforcement des phénomènes cycloniques provoquera, à coup sûr, des inondations, voire des glissements de terrain, posant un risque direct pour la sécurité des populations.

« Absorber, gérer, se relever des crises climatiques »

Les impacts et vulnérabilités ayant été posés, qu'en est-il de l'adaptation ? En quoi pourrait consister la transition nécessaire pour protéger les Antilles françaises des risques qui se produiront à mesure de l'emballement du climat ? « Le défi qui se présente pour les îles d'Outre-mer est à la fois de parvenir à absorber, gérer et se relever des crises climatiques », explique Virginie Duvat, co-auteur des rapports du GIEC, spécialiste des petites îles.

Il faudrait prioritairement s'atteler à préserver les écosystèmes marins et côtiers qui constituent une véritable barrière de protection pour les zones littorales aménagées. Les récifs coralliens qui absorbent l'énergie des vagues, les herbiers marins qui fixent le sable, les mangroves qui limitent l'intrusion marine dans les terres, constituent un continuum écologique indispensable pour amortir l'impact des vagues de tempête et limiter

l'érosion du littoral. Les préserver nécessite à la fois d'éviter leur dégradation future et de contribuer à limiter le réchauffement climatique, aussi responsable de la destruction des coraux, entre autres changements écologiques.

Sur terre, la reforestation, la restauration des zones humides telles que les marais, l'agroforesterie ou l'agriculture durable sont autant de pratiques fondées sur la nature permettant, elles aussi, de préserver la zone tampon du littoral, et in fine, le territoire, aussi longtemps que possible. Mais cela ne suffira sans doute pas. Des solutions d'adaptation plus radicales doivent être envisagées pour la seconde moitié du siècle, telles que la relocalisation dans des zones intérieures plus sûres des populations et activités qui ne peuvent être protégées par les moyens actuels. Dans le Pacifique, par exemple les Tuamotu en Polynésie française, où les îles basses des atolls sont réellement menacées de disparition, des dispositifs de surélévation des terres ainsi que de l'habitat sont actuellement expérimentés, tant que l'élévation du niveau de la mer permettra aux populations de rester sur place.

La deuxième mesure importante reste de sensibiliser et d'impliquer les populations, ainsi que de fournir les moyens de gouvernance adéquats, afin de concevoir, de façon concertée, des solutions adaptées aux spécificités des différentes régions, aux besoins des populations et aux enjeux des territoires. C'est en ce sens qu'a été conçu le programme ADAPTOM, coordonné par Virginie Duvat et Alain Brondeau du Conservatoire du littoral, afin de recenser, d'évaluer et de valoriser les Solutions fondées sur la Nature mises en place dans les Outre-mer insulaires tropicaux habités, en lien avec les populations et les acteurs de terrain des différents territoires. « La mise en place d'une stratégie ambitieuse et adaptée aux enjeux locaux, qui puisse s'appuyer sur des solutions évolutives à mesure que les risques s'intensifieront, est plus que jamais nécessaire », résume Virginie Duvat.



Photo Jean-Albert Coopmann

5 exemples de SfN, solutions fondées sur la nature

Qu'est-ce que le programme ADAPTOM ?

En matière de gestion du trait de côte, il est à la fois possible de se reposer sur des solutions fondées sur la nature (dites SfN) comme sur des ouvrages d'ingénierie tels que la mise en place d'enrochements, de digues ou l'implantation de murs de défense.

Issu d'un groupement d'acteurs (services de l'État, collectivités, chercheurs, associations, députés, sénateurs...) convaincus du bien-fondé des SfN face aux solutions d'ingénierie pouvant être à l'origine de situations de mal adaptation, le programme ADAPTOM cherche à identifier les bonnes pratiques afin de faciliter leur utilisation dans l'Outre-mer pour une adaptation efficace au changement climatique.

Pour ce faire, ADAPTOM ambitionne la mise en place d'un catalogue des SfN expérimentées, ainsi que la production d'un guide méthodologique à destination des décideurs locaux.

1 La désimperméabilisation des sols, afin de faciliter l'infiltration des eaux de ruissellement dans le sol, et ainsi réduire le risque d'inondation.

2 La restauration des mangroves dégradées, avec pour objectif de limiter les submersions marines. Cette solution est notamment expérimentée dans la zone de l'Étang Z'abricot, en Martinique, où une néo-mangrove va notamment être développée.

3 Le recul d'ouvrages situés sur le littoral afin de recréer une zone tampon entre la mer et les espaces urbanisés.

4 L'implantation de banquettes végétalisées sur les berges des cours d'eau afin d'optimiser la capacité de stockage de l'eau lors des crues.

5 De façon générale, la végétalisation qui permet non seulement de diminuer les phénomènes d'érosion et donc le risque de départs de terre, mais aussi de restaurer la biodiversité des zones visées.

Pascal Saffache, géographe-aménageur, professeur à l'Université des Antilles et directeur du master « **Aménagement durable des espaces insulaires** ».

Propos recueillis par Axelle Dorville

« C'est maintenant que nous devons nous préparer »



Quel est l'impact du changement climatique aux Antilles ?

Premièrement, la montée des eaux due au réchauffement climatique devrait faire disparaître une bonne partie de nos littoraux. Les dernières simulations effectuées estiment, par exemple, que la Martinique perdra environ 5 % de sa superficie d'ici 2090. Avec près de 80 000 personnes vivant en zone côtière, on estime que 15 000 personnes devront être déplacées dans les 35 prochaines années. D'ici 40 ans, la Caraïbe pourrait ainsi devenir une grande zone de migration. Sur des territoires entourés d'eau tels que les nôtres, la montée du niveau de la mer poussera des populations à quitter leur île pour des territoires plus sûrs.

Il faut également s'attendre à des périodes de sécheresse marquées et beaucoup plus longues, avec des pénuries d'eau à prévoir. Pendant les 6 autres mois de l'année, nous aurons une période pluvieuse beaucoup plus intense qu'actuellement, avec des ouragans, pas forcément plus nombreux, mais plus puissants.

Quelles sont les mesures de protection à entreprendre ?

L'élément le plus important, et à la fois le plus difficile à mettre en œuvre, est d'avoir une véritable vision

pour l'aménagement du territoire, concrétisée par la mutualisation des moyens des communes et des intercommunalités. Il est par ailleurs indispensable d'informer et d'impliquer davantage les populations, comme de les former aux gestes de premiers secours et aux bonnes postures à adopter en cas de risques naturels majeurs. En ce sens, nous sommes de plus en plus nombreux à penser qu'il serait judicieux de modifier la loi afin de déléguer la compétence risques majeurs aux EPCI. Ensuite, face à l'élévation du niveau de la mer, les populations du littoral doivent se préparer à être relogées vers l'intérieur des terres. Le Prêcheur, en Martinique, a déjà initié cette politique de « décasement » avec une dizaine de familles ; en Guadeloupe, Petit-Bourg a relogé une douzaine de familles. C'est une politique qu'il faudra poursuivre.

Comment pouvons-nous réduire nos émissions ?

Afin de limiter l'augmentation des températures, nous devons aller à la source et réduire nos émissions carbonées par des solutions très pragmatiques basées sur les énergies renouvelables : couvrir de panneaux solaires toutes les toitures des bâtiments publics ; démocratiser l'installation d'éoliennes particulières dans les jardins, afin de tirer parti de l'énergie des alizés ; miser sur l'énergie thermique des mers ; implanter des hydroliennes dans les canaux de La Dominique et de Sainte-Lucie, qui sont des dispositifs immergés utilisant les courants marins pour faire tourner des pales sous-marines et ainsi créer de l'électricité. Nous devons également nous engager dans une démarche de reboisement dans des zones dédiées, afin de fixer le carbone qui sera tout de même rejeté.

La vraie question reste de savoir si nous voulons réellement nous inscrire dans une logique de développement durable, de transition écologique et de protection du territoire vis-à-vis du changement climatique. Il faut être conscient que ces phénomènes vont survenir dans les 40-50 années à venir. C'est maintenant qu'il convient donc de se préparer, si l'on veut disposer de solutions fiables d'ici 40 ans.

À SAVOIR

Selon les simulations optimistes réalisées par Yoann Pélis et Pascal Saffache, l'élévation du niveau de la mer devrait atteindre +38 à +51cm d'ici 2070-2080, soit une accélération de 4 à 5 mm d'élévation annuelle.

Le mix énergétique sur nos territoires : une question d'équilibre

Biomasse, éolien, photovoltaïque, hydraulique, thermique, géothermique, au fioul, aux granulés de bois ou au combustible solide de récupération...

Nos territoires doivent rivaliser d'ingéniosité pour verdir leur production électrique. Un vrai défi pour **être à la fois écolo et autonome**, tout en assurant la demande toujours croissante en électricité, qu'il faudra apprendre à moduler.

Texte Amandine Ascensio

S'éclairer, se rafraîchir, utiliser son téléphone, son ordinateur, sa voiture... En zone non interconnectée (ZNI), autrement dit des territoires isolés, c'est un vrai défi. En effet, en France continentale, la consommation électrique est alimentée par les centrales nucléaires ou thermiques. Mais dans les ZNI, telle la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane – qui fait figure d'exception puisqu'elle n'est pas une île mais est non connectée aux réseaux de ses voisins sud-américains –, le fonctionnement est tout autre.

Si le principe reste le même, chaque territoire fonctionne avec un mix énergétique qui lui est propre. À titre d'exemple, quand la Guyane fonctionne à 60 % avec de l'énergie hydraulique, la Guadeloupe est majoritairement alimentée par une centrale thermique au fioul, donc une énergie fossile et fortement carbonée. Souvent, et depuis la prise de conscience des problématiques climatiques, les gouvernements successifs ont qualifié les ZNI de « laboratoire de la transition énergétique ». En effet, nos territoires cumulent l'avantage d'être très exposés aux vents et au soleil, soit deux énergies renouvelables. Pourtant, force est de constater que, encore en 2022, notre transition énergétique est bien loin d'être aboutie. Cependant, depuis 2015, la loi de transition énergétique a fixé l'objectif à atteindre : les ZNI devront être autonomes d'ici à 2030, c'est-à-dire s'approvisionner en énergie avec leurs propres ressources, locales. Et d'ici 2023, elles devront atteindre au moins 50 % de cette autonomie dans leur mix énergétique.

À SAVOIR

Les ZNI, les zones non interconnectées, sont les territoires français non reliés au réseau électrique métropolitain continental. Il s'agit des territoires insulaires que sont la Corse ainsi que les départements et collectivités d'Outre-mer.

Des territoires aux modèles différents

Chaque territoire ne fait pas face au même défi, ni au même niveau d'avancement. Bien que soumis aux mêmes contraintes du fait de l'insularité, le mix énergétique de Guadeloupe et de Martinique sont bien différents. Sur l'île aux fleurs, « le mix énergétique était de 25 % d'énergie renouvelable fin 2021, dont 15 % portés par la centrale bagasse-biomasse d'Albioma », (centrale du Galion, NDLR), indique Olivier Flambard, directeur régional d'EDF Martinique. Le reste se partage entre l'éolien, qui représente environ 4 % du mix local, et aussi le solaire.

Le choix d'installer des panneaux photovoltaïques sur les toits résulte d'une volonté politique qui veut préserver le foncier, notamment agricole, sur l'île de la Martinique. La puissance installée en photovoltaïque est moins importante qu'en cas d'installation d'une centrale mais reste tout de même une portion à prendre en compte dans le mix énergétique. « Nous avons plus de 700 projets qui ont demandé leur raccordement », indique Olivier Flambard.

En revanche, l'éolien devrait voir sa part augmenter significativement : un nouveau parc dans la zone du Macouba doit voir le jour d'ici août et apportera 24 Mégawatt (MW) supplémentaires en Martinique. « Cela représente environ 70 000 tonnes de fioul en moins, soit 6 à 7 pétroliers par an en moins », souligne-t-il.



La centrale © Géothermie Bouillante

Énergie intermittente contre énergie de base

Le seul inconvénient de ces énergies solaire et/ou éolienne, c'est leur intermittence. Quelques jours de grisaille et la production photovoltaïque est moins intense ; si les alizés se calment, la production électrique due au vent aussi. En général, l'emplacement géographique des centrales est judicieusement choisi. Pour autant, la présence d'une énergie dite « de base », (qui n'est pas intermittente), comme la géothermie ou l'hydraulique, reste attractive.

En Guadeloupe, où le solaire et l'éolien représentent environ 10 % du mix énergétique, dominé par la production thermique au fioul (55 %), la géothermie pourrait connaître un nouveau souffle. Pour l'heure, une seule centrale géothermique tirée d'une activité volcanique existe en France : elle se trouve à Bouillante, petite commune de la Côte Sous-le-Vent. Si elle représente environ 6 % de la production énergétique locale, elle devrait aussi voir sa part augmenter dans les années à venir.

Grâce à des forages pour aller puiser l'eau chaude – dont la vapeur fait tourner des turbines pour produire de l'électricité –, elle est considérée comme une énergie propre. Une aubaine pour l'exploitant de la centrale Ormat, qui développe ses installations. Si la première usine date de la fin des années 1970, la nouvelle prévue pour 2024 devrait être plus moderne et apporter 10 MW supplémentaires, moyennant 50 millions d'euros d'investissement. D'autres permis de recherche d'un gisement pourraient être accordés à d'autres sociétés intéressées par le potentiel du massif de la Soufrière. « En géothermie, il est impossible de caractériser précisément la ressource avant d'avoir fait un forage », note Caroline Milliotte, spécialiste de la géothermie à l'Ademe Guadeloupe.

À SAVOIR

Le mix énergétique, c'est la répartition des énergies productrices d'électricité.

Innové en terrain déjà artificialisé

Enfin, en Guyane, 60 % du mix énergétique est couvert par l'énergie hydraulique. C'est le barrage de Petit-Saut qui alimente une large partie de la Guyane, via la retenue d'eau. Mais ici, en Guyane, comme ailleurs, les besoins en énergie devraient augmenter. En septembre 2021, le ministre de l'Outre-mer, Sébastien Lecornu s'était rendu sur place pour « saluer les innovations portées par le territoire ». Notamment un projet de « solaire flottant », qui permettrait d'installer des panneaux solaires sur une zone d'ores et déjà artificialisée, sans empiéter sur du foncier terrestre.

Sur la même zone de Sinnamary, une centrale biomasse doit aussi voir le jour. Il s'agit de récupérer le bois immergé dans la retenue d'eau et de le rendre exploitable pour être brûlé et produire de l'énergie. Selon l'Ademe de Guyane, dans un rapport daté de 2020, le mix énergétique « 100 % EnR est possible en Guyane, tout en satisfaisant l'ensemble de la demande électrique à tout instant ».

Ajuster le réseau en temps réel : le travail d'EDF

Il est là tout l'enjeu : pouvoir maintenir le niveau de production pour assurer la réponse à la demande d'électricité. Et c'est le travail d'EDF, le gestionnaire du réseau. « Avec une énergie thermique, comme les turbines à combustion qui tournent en Guadeloupe, c'est un peu comme l'accélérateur de votre voiture », sourit Frédéric Placide, adjoint du service système électrique chez EDF Guadeloupe. « Vous avez besoin de plus d'électricité ? Vous appuyez sur l'accélérateur. Vous avez besoin de moins, vous ralentissez. On peut moduler en fonction de la demande. » Or, avec l'intermittence des énergies renouvelables et aussi le fait que la technologie ne permet pas encore de stocker efficacement l'électricité, « passer en 100 % EnR, signifierait trouver une énergie renouvelable qui puisse être pilotée et modulée au besoin, comme le thermique », explique-t-il. En l'état actuel des choses, ce n'est encore pas le cas sur nos territoires, qui regardent pourtant ce qu'il se passe sur l'île de La Réunion, cette dernière convertit sa centrale thermique au fioul en centrale thermique à biomasse liquide. Une option qui pourrait intéresser les Antilles-Guyane qui doivent réviser sous peu leur programmation pluriannuelle de l'énergie.

Territoires autonomes ou décarbonés ?

Ce PPE, qui n'est autre qu'un document de planification, élaboré avec l'ensemble des acteurs locaux, doit conduire la politique territoriale de l'énergie. Et c'est là que devra être décidée la physionomie du futur mix énergétique. Car, à moins d'une énergie de base, comme la géothermie à grande échelle, les ressources locales ne suffiront pas à assurer l'autosuffisance énergétique. Par exemple, si le projet d'interconnexion géothermique entre la Martinique et la Dominique se réalise un jour, la Martinique aura de l'électricité plus verte, mais dépendra de la production dominiquaise. D'un autre côté, importer ces énergies renouvelables, géothermique ou biomasse avec les granulés bois de chez Albioma, contribuerait à défofossiliser notre production d'électricité. Mais, malheureusement, ce n'est toujours pas de l'autonomie.

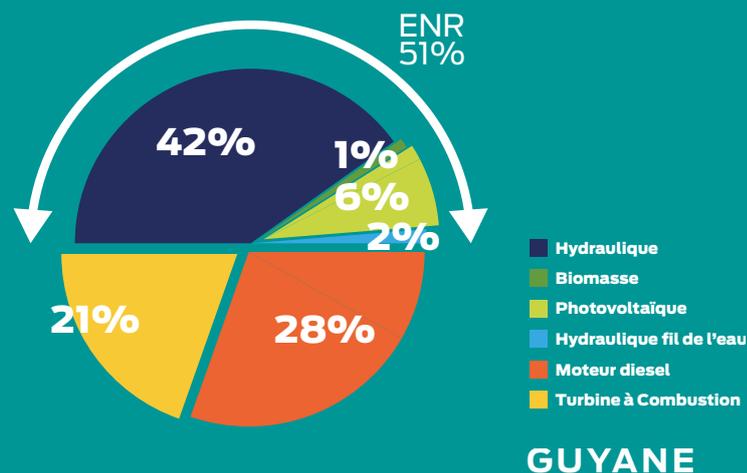
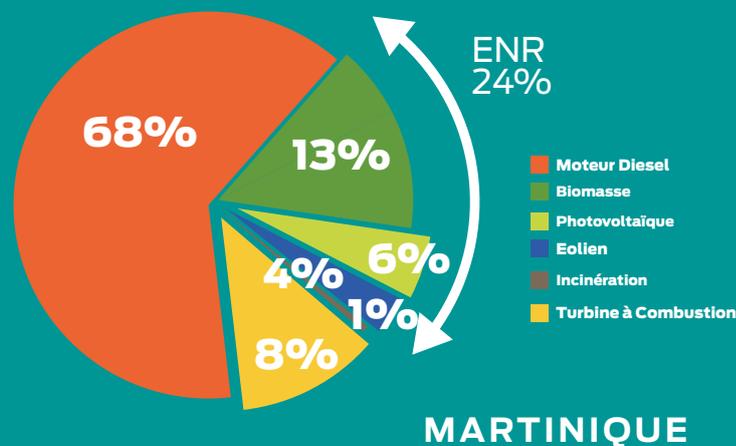
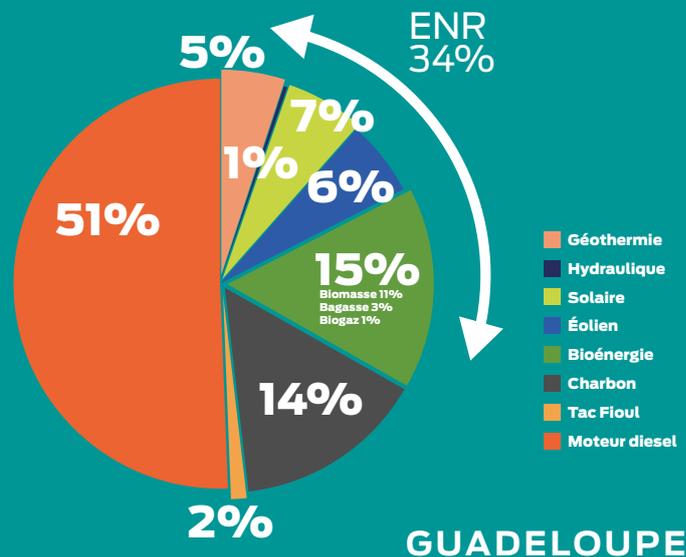
Et puis, l'autonomie énergétique dont il est question intègre, dans ses calculs, le transport. C'est même l'un des plus gros postes de consommation d'énergie fossile : le carburant de nos voitures. Si tout le monde passait en même temps au véhicule électrique, la demande serait trop importante pour que le réseau électrique tienne, en l'état actuel des choses. C'est un point majeur que martèle la totalité des acteurs du secteur de l'énergie. La transition ne se fera pas sans adapter nos comportements, sans limiter nos consommations, sans sobriété individuelle et collective.

En attendant, nos territoires doivent redoubler de solutions. En Guadeloupe, c'est vers les déchets, notamment plastiques, qu'on se tourne, pour en faire une ressource énergétique de base. Sur l'île, où l'on enfouit à La Gabarre une large majorité des déchets que l'on produit, on compte désormais les transformer en combustible, qui, en brûlant dans le four de la centrale thermique d'Albioma, produira de l'électricité. Deux usines seront mises en service en 2024. Et si la tendance appelle à baisser la production de déchets, personne n'est inquiet au vu des projections : une usine a une durée de vie de 20 ans et on ne sera pas encore sorti du plastique dans 20 ans...

À SAVOIR

La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) est un document stratégique de pilotage de la transition énergétique en France. Instituée par l'article 176 de la loi de transition énergétique (TECV), elle fixe une trajectoire pour le mix énergétique

LA PART DES ÉNERGIES RENOUVELABLES SUR NOS TERRITOIRES



source : EDF



L'autonomie n'a pas de prix

Chez Joëlle et Matthieu, la facture d'électricité, on ne connaît pas : leur maison n'est pas raccordée au réseau d'EDF **et fonctionne en autoconsommation**, où des panneaux solaires produisent l'électricité nécessaire à leur vie de famille.

Texte Amandine Ascensio

Ici, on éteint les lumières quand on sort de la pièce, pour ne pas trop consommer d'électricité. Ici, c'est chez Joëlle et Matthieu, au bout d'un long chemin de tuf dans la forêt sèche des Grands-Fonds, entre Sainte-Anne et Le Gosier, en Guadeloupe, où est située leur maison autonome en électricité. « On est trop loin de la zone de raccordement », sourit Matthieu.

Quand leur propriétaire a fait construire la maison, voilà déjà une bonne dizaine d'années, le coût du raccordement au réseau EDF était moins avantageux qu'un équipement complet en panneaux solaires, cinq au total, installés sur le toit, pour faire fonctionner les installations électriques de la maison. Ce sont les vents d'Irma, le puissant cyclone de 2017, qui ont poussé le couple à s'installer en Guadeloupe, quand Saint-Barthélemy, où il résidait, a pris l'ouragan de plein fouet. « Là-bas, on était autonome en eau : nous avons une citerne de 80 m³ d'eau, qui nous servait pour la douche, les toilettes, la vaisselle, et même, quand on la faisait bouillir, les pâtes ou le café », raconte le duo, qui indique toujours maintenir certaines habitudes tirées de l'expérience. Comme, par exemple, faire couler l'eau de la douche, avant qu'elle ne chauffe, dans un seau. « C'est de l'eau qu'on peut utiliser pour les plantes ou autre, plutôt que de la laisser partir dans la nature. » De fait, la sobriété imposée par l'autonomie électrique, même s'ils n'avaient jamais testé, « ça nous parlait ».

Apprendre la sobriété

Même s'ils ont dû apprendre à dompter le fonctionnement de l'installation : les panneaux solaires produisent de l'électricité à la lumière du jour et sont reliés, au sous-sol, à un onduleur

qui régule et des batteries qui stockent l'énergie produite avant de la restituer tout au long de la journée. Quand des fusibles ont sauté, la famille a dû faire appel à un technicien. « Les incidents sont possibles, mais c'est vraiment rare, d'autant que nous sommes vraiment dans une zone ensoleillée et ventilée : la pluie ne reste jamais longtemps. » Et puis, il y a toujours le groupe électrogène de secours. Dans la cuisine, un petit témoin lumineux donne le ton : des LED vertes, autrement dit les batteries sont pleines. « Quand ça descend au rouge, comme après plusieurs jours de grisaille, c'est qu'il est plus que temps de faire attention », rigole Matthieu.

La famille rationalise donc l'utilisation de ses appareils électriques. « Notre électroménager est très peu énergivore, nos ampoules sont basse consommation et nous n'avons pas la télé. Au final, ce qui consomme, ce sont les appareils avec résistance : bouilloire, cafetière ou sèche-cheveux », souligne le couple qui a donc pris l'habitude de ne pas lancer le café et la machine à laver en même temps. « Pour le lave-vaisselle, on le lance quand personne n'est à la maison. »

L'argument massue de l'autonomie ? La facture d'électricité. Inexistante. Économique, écologique, le couple n'y voit que des avantages. « De plus, nos enfants apprennent aussi à gérer leur consommation. » Un atout, la sobriété, dans le futur qui s'annonce.

Si on réemployait au lieu de jeter ?

Sur nos territoires, de bonnes initiatives fleurissent et perdurent. Elles sont à saluer, car ce sont de véritables solutions avant de jeter, qui doit être le geste de dernier recours. **Focus sur quatre d'entre elles, sélectionnées par la rédaction.**

Texte Amandine Ascensio et Anne-Laure Labenne



EN MARTINIQUE

Une seconde vie pour notre mobilier

À Fort-de-France, depuis 2018, l'atelier chantier d'insertion (ACI) Recyck Bois se positionne comme un acteur de l'économie circulaire. Vingt-cinq salariés se relaient quatre jours par semaine pour collecter, valoriser et vendre des déchets d'éléments d'ameublements. « Nous disposons d'un fourgon de 13 m³ avec lequel on récupère, sur tout le territoire, le mobilier qu'un détenteur – particulier ou professionnel –, ne souhaite plus. Nous sommes l'étape avant la déchetterie. Il suffit de nous appeler ou de remplir un formulaire(1) pour que la collecte soit faite », explique Philippe Albeny, le coordinateur de l'ACI. Depuis 2018, pas moins de 16 tonnes de meubles ont ainsi été collectées. Une fois arrivé à l'atelier, chacun est pesé et analysé. « Soit le meuble est réemployable et ne nécessite que de légères réparations, soit il est trop abîmé et, dans ce cas, il sera démonté pour être revalorisé. Nous avons une matériauuthèque : c'est là où sont stockés le bois, les vis et la ferraille récupérés sur les meubles et qui permettent de créer une table basse, des chaises... » Finalité pour tout ce mobilier : trouver preneur. Seulement 2 tonnes ont été valorisées depuis quatre ans, un début prometteur mais pas suffisant pour Philippe. « Les détenteurs ne sont pas assez. Nous avons des meubles qui restent plus d'un an dans l'atelier. Il y a mieux à faire. »

(1) jedonnemesmeubles@apprentis-auteuil.org

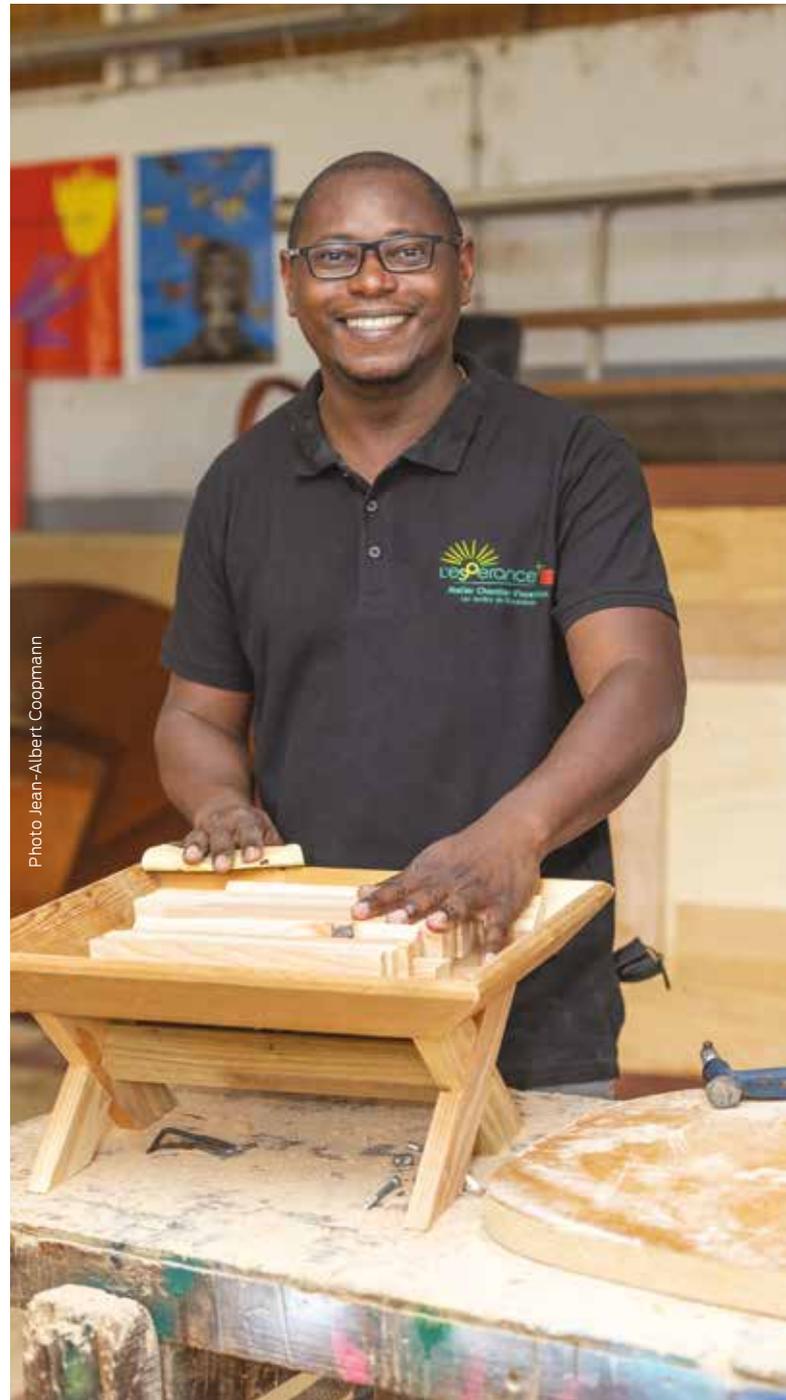


Photo Jean-Albert Coopmann



Photo Jean-Albert Coopmann



EN GUADELOUPE

Une communauté de 28 000 colibris

Un objet, du mobilier, des vêtements, des plantes, des bocaux vides, des livres... À la Gratiféria, tout se donne avec le sourire et un merci. Au quotidien, via une annonce, accompagnée d'une photo et d'un commentaire, sur le groupe Facebook. Et le week-end, dans l'une des communes où chacun vient s'installer, comme lors d'une brocante, et se sert.

Sophie, installée depuis 2013 en Guadeloupe, cherchait comment « améliorer le monde ». Elle crée, en novembre de la même année, le groupe Gratiféria Guadeloupe sur Facebook. Immédiatement, « chacun a fait sa part de colibri ». « Nous ne sommes pas une association. Nous sommes tous locomotive pour arrêter de polluer et sortir de la société de consommation. L'urgence climatique est là. »

Depuis 3 ans, la Gratiféria récupère aussi les produits périmés (alimentaire, entretien...) issus de magasins de la grande distribution. « Au lieu de jeter, ils viennent vers nous. Ce sont des produits périmés à la vente mais pas à la consommation », ajoute Sophie, qui a vu ce « mouvement solidaire » prendre de l'ampleur en passant de 100 à 28 000 personnes.



EN GUYANE

Des ordinateurs reconditionnés pour 150 €

Nos appareils informatiques jugés obsolètes finissent souvent stockés au fond d'un placard. Ils pourrissent, prennent l'humidité et deviennent, au bout de quelques années, inexploitable. En Guyane, l'association GuyaClic', au travers de son ACI Recycl'Ordi, collecte auprès de partenaires (collectivités, entreprises) ou de particuliers le matériel informatique usagé. « Le reconditionnement informatique, qui se fait à Cayenne, est l'activité intégrale de l'ACI », explique Angéline Azanza, la directrice de l'association qui, depuis sa création en 2015, a pour vocation d'équiper et de former les guyanais à l'outil informatique.

Ici, dans les locaux, chaque appareil est enregistré et les données effacées. En 2021, pas moins de 12 tonnes ont été collectées dont 7 revalorisées. « Nous avons 14 salariés qui s'occupent de reconditionner tout le matériel. La redistribution se fait soit gratuitement, comme lors des confinements où nous avons équipé 1 200 familles, soit via des ventes à prix solidaires. Nous avons une vraie demande, surtout sur les ordinateurs portables. »



Photo Jody Armet



EN GUADELOUPE

Pour l'amour du verre

Une soirée à refaire le monde, une fibre écolo déjà bien installée, l'envie de créer une entreprise... Il n'en fallait pas plus à Laura Albasini pour se lancer dans le projet de réemploi du verre en Guadeloupe. Le marché est à créer, les mentalités sont à changer mais cela ne fait pas peur à la jeune femme. « C'est quand même dans l'air du temps de parler de la consigne », indique-t-elle, en sortant de sa laveuse un bac de bocaux propres. En effet, en 2023, la loi exigera le retour de la consigne partout sur les territoires français et la Région Guadeloupe avait annoncé son intention de l'expérimenter dès 2021 sur le plastique et les canettes. « Sur le verre, il n'y avait personne, d'autant plus que je ne veux pas recycler mais réemployer. »

Inlassablement, depuis deux ans, elle démarché les producteurs : rhumiers, brasseurs, apiculteurs, etc. L'idée ? Collecter les contenants en verre, décoller leurs étiquettes, les laver aux normes agroalimentaires et les revendre. « Pour les petits producteurs, cela revient moins cher de racheter des bouteilles lavées que d'acheter neuf », assure Laura. Mais aussi pour les gros. Pour l'heure, elle est encore en expérimentation

et entend atteindre, d'ici à mi-2023, le seuil qui lui permettra d'investir pour changer d'échelle. « 4 millions de bouteilles circulent par an en Guadeloupe, même si je ne lave pas tout c'est un gain écologique énorme pour l'île. » Dans un an, elle dressera un bilan carbone de son activité, pour prouver la vertu de l'économie locale circulaire. Et convaincre les rares récalcitrants.



Photo Lou Denim

Sylvie Vanoukia,
présidente de la Commission
énergie à la Région Guadeloupe

ÉNERGIE

Agir pour une mobilité durable en Guadeloupe

Région Guadeloupe. Dépositaire de la compétence planification énergétique du territoire, la collectivité a fixé des objectifs ambitieux et s'engage dans la mutation des services de mobilité.

Texte Audrey Juge – Photo Lou Denim

La loi de transition énergétique pour la croissance verte d'août 2015 (LTECV) est venue fixer l'objectif ambitieux de l'autonomie énergétique de la Guadeloupe à l'horizon 2030. Où en est-on aujourd'hui ?

Sylvie Vanoukia, présidente de la Commission énergie : Cette loi d'importance a permis à la Région d'élaborer, en équité avec l'État, sa première programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). La mise en œuvre de ce document nous permet aujourd'hui de viser le 100 % renouvelable dans notre électricité à l'horizon 2030. La Guadeloupe a aussi fait le choix de la diversité des filières et des technologies pour que cette transition énergétique, que nous sommes en passe de réussir, soit une transition solidaire, tournée vers un développement économique vertueux. Les énergies éoliennes, photovoltaïques, hydrauliques, la biomasse et la géothermie, sont autant de ressources naturelles sur lesquelles la Guadeloupe pourra s'appuyer.

Pour accélérer cette dynamique, la Région a été la première de France à disposer d'une habilitation législative l'autorisant à fixer des règles spécifiques dans les domaines de la transition énergétique, et ce, au bénéfice direct de la population. Cette habilitation nous a permis d'imposer de nouvelles étapes de concertation, afin de réunir les acteurs du territoire et d'expertiser, ensemble, les grands projets éoliens et photovoltaïques. Désormais, la Guadeloupe décide et les résultats sont là. Nous constatons depuis plusieurs années une stabilisation durable de nos consommations électriques, associée à une progression constante des EnR, tout en améliorant le confort de vie des Guadeloupéens.

Quelles sont les conclusions de l'édition 2022 du bulletin de l'énergie publié par l'Observatoire de l'énergie et du climat ?

L'édition 2022 montre une nouvelle réduction de nos consommations électriques. Moins 2 % en 2021 par rapport à 2020 et un nouveau record dans l'intégration

des EnR. En 2021, 34 % de notre électricité est d'origine renouvelable, soit la consommation annuelle de 150 000 foyers.

Que reste-t-il à améliorer sur le territoire en termes de transition énergétique ?

Si le pari est en passe d'être réussi sur le volet électrique, nous devons désormais être particulièrement actifs sur le secteur de la mobilité, qui représente près de 2/3 des consommations énergétiques de la Guadeloupe.

La consommation du transport routier accuse encore une hausse de 2 % par rapport à 2020. Le véhicule électrique s'impose donc comme un maillon incontournable de la transition dans ce domaine. En France, un véhicule vendu sur dix est électrique. Cette amorce est aussi constatée en Guadeloupe. Depuis 2020, près de 800 véhicules électriques ont été mis en circulation sur notre territoire. L'offre croissante des constructeurs automobiles et la crise de l'énergie que traverse actuellement le monde sont déjà des accélérateurs de cette dynamique. La Région et ses partenaires s'y préparent de longue date, nous entrons désormais

dans la phase opérationnelle pour que cette nouvelle transition bénéficie au plus grand nombre.

Que prévoit la Région pour accompagner ces transitions ?

L'élaboration commune d'un schéma régional pour le développement du véhicule propre (SDVP) réunit déjà les principaux acteurs locaux pour co-élaborer la feuille de route régionale de la mobilité durable. Avant la fin 2022, nous aurons à identifier et à définir les conditions favorables à la transformation de l'offre de mobilité en Guadeloupe, dans le respect du tissu socio-économique, tout en répondant aux objectifs de la transition énergétique. Depuis 2016, la Région soutient financièrement les entreprises qui installent un service de recharge de véhicule électrique basé sur les énergies renouvelables. Néanmoins, la réinvention du modèle fiscal, la conversion des métiers et la gestion des déchets de cette mobilité sont d'importants défis à relever pour l'avenir du territoire. Le travail est en cours avec l'État et les professionnels. La Région accompagnera ces transitions pour offrir aux Guadeloupéens et à ses visiteurs, une Guadeloupe durable, dynamique et performante.

« Nous devons être particulièrement actifs sur secteur de la mobilité »

*Sylvie Vanoukia,
présidente de la Commission énergie
à la Région Guadeloupe*

DESTINATION

Le tourisme vert, un atout 100 % durable

CTIG. Jouer la carte de l'éco-tourisme, tel est le crédo du Comité du tourisme des îles de Guadeloupe (CTIG). Coup de projecteur sur le concours de la Palme verte du tourisme qui récompense la démarche environnementale des professionnels.

Texte Lia Mancora

« Il y a tant d'îles en elles ». Le slogan du comité du tourisme des îles de Guadeloupe (CTIG) ambitionne, depuis plusieurs années, de sublimer la destination Guadeloupe à travers sa diversité et ses atouts naturels : le tourisme vert (Basse-Terre), le tourisme bleu (Grande-Terre, Les Saintes, La Désirade) et le tourisme culturel et l'authenticité (Marie-Galante).

Pour développer davantage cette stratégie tournée vers l'éco-tourisme, le CTIG va plus loin. Outre la participation à des opérations de promotion ciblées, à des campagnes sur les réseaux sociaux et du soutien d'événements (trails, courses à la voile, etc.), le Comité lance des actions spécifiques comme le référencement et la valorisation des activités ayant un faible impact sur les milieux naturels ou encore le partenariat avec le Parc national sur la marque Esprit Parc, avec la CCI-IG (1) pour le label Clef verte dédiée aux hébergements touristiques et récemment avec l'ADEME (2) Guadeloupe sur une démarche expérimentale auprès des restaurants.

Les efforts « courants ou innovants »

Et dans le but de reconnaître le travail accompli par les professionnels du tourisme, le comité organise le concours La Palme verte du tourisme dans le cadre de la Semaine de l'environnement. La gestion de l'eau, de l'énergie, des polluants et la valorisation et le recyclage des déchets, constituent, en effet, des thématiques sensibles qui influent directement sur la compétitivité des entreprises et sur leur impact sur l'environnement.

Le Comité entend ainsi valoriser les efforts « courants ou innovants » mis en place pour les réduire. Les lauréats bénéficient d'une campagne digitale promotionnelle sur les réseaux sociaux. Le concours est ouvert à deux catégories : hébergement et activité touristique. Les participants doivent répondre à un questionnaire rigoureux afin de justifier leur engagement en faveur du développement durable (impact sur l'environnement, moyens utilisés, sensibilisation du public, des salariés, valorisation de la démarche, etc.). La 4^e édition est prévue en novembre prochain.

(1) CCI-IG : Chambre de commerce et d'industrie des Îles de Guadeloupe.

(2) ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

LES LAURÉATS DU CONCOURS LA PALME VERTE 2020



© Parc National

• Prix hébergement 2020 : gîte Les Cocotiers à Vieux-Habitants

Situé à 3 km du bourg de Vieux-Habitants et à 300 m de la plage de l'Étang et d'une ancienne cocoteraie, le gîte Les cocotiers est bien plus qu'un hébergement touristique. Doté de constructions écologiques, parfaitement intégrées à la nature, sans spa ni climatisation, ce petit havre de paix écoresponsable est avant tout un « concept ». Pour qui se laisserait tenter, il offre, en toute simplicité, une véritable immersion dans la nature telle qu'elle est : sauvage et vivifiante. « Chez nous, les gens viennent chercher un retour au calme et de l'authenticité », confie Anne Marty, gérante de l'établissement. « C'est d'ailleurs notre bivouac qui séduit le plus. » Cet hébergement insolite, permet, en effet, aux amoureux de la nature, de passer la nuit, installés sous un carbet, équipé de deux futons, d'une moustiquaire, de toilettes sèches et d'une douche en plein air. « On propose d'y associer une journée ressourcement ou un séjour en 1/2 pension avec soins, bain chaud aux plantes du jardin, massage relaxant et soin énergétique. »



• Prix Activités 2020 : VTT des mers avec Bel'Mangrov

La structure Bel'Mangrov propose depuis 28 ans une véritable « expérience mangrove » au sein du grand cul de sac marin et à bord de ses VTT des mers robustes (résine), rapides et silencieux. « Ce sont des engins uniques au monde, spécialement conçus pour la mangrove », précise le propriétaire Guy Bélaïr. « Ils avancent vite, jusqu'à 12 km/h, sans trop d'effort. Ils sont également très stables grâce à leurs coques montées sur rotules, sans oublier leur hélice relevable qui permet de circuler dans des zones avec 20 cm d'eau sans toucher le fond. Avec ces VTT des mers, on peut aller partout dans le respect de la nature. » Partir en balade avec Bel'Mangrov, c'est aussi découvrir tous les secrets de cet écosystème forestier, lieu privilégié pour la reproduction, l'alimentation et le refuge d'une faune variée. « En tant que guide naturaliste et ornithologue, je propose une journée pédagogique très encadrée, mais aussi ludique avec une pause déjeuner en mode "farniente" sur la presqu'île de Pointe sable. »

ÉNERGIE

Respect et performance

Sy.MEG. Avec son programme de rénovation de l'éclairage public, le Syndicat Mixte d'Électricité de Guadeloupe garantit un rendement lumineux amélioré et la réduction significative de la pollution lumineuse.

Texte Lia Mancora - Photo Sy.MEG



Daniel Dulac, président du Sy.MEG

Quelles sont les principales missions du Sy.MEG ?

Daniel Dulac, président du Syndicat mixte d'électricité de Guadeloupe : Né en 2007, le Syndicat Mixte d'Électricité de Guadeloupe représente l'autorité organisatrice de la distribution d'électricité et s'assure de la bonne exécution des missions de service public confiées à EDF. Il assure également la maîtrise d'ouvrage des travaux d'extension, de renforcement d'enfouissement et d'amélioration des réseaux électriques. Le Sy.MEG a lancé un programme de rénovation de l'éclairage public dans neuf communes. En quoi cet engagement est-il devenu une nécessité ? L'éclairage public est un enjeu environnemental important pour la Guadeloupe. Il représente près de 60 % de la dépense énergétique des communes. Et face à la vétusté des infrastructures et à l'évolution législative, la rénovation s'impose.

Cette solution offre aux neuf communes qui nous ont suivies (Anse-Bertrand, La Désirade, Port-Louis, Sainte-Anne, Terre-de-Bas, Terre-de-Haut, Vieux-Fort, Vieux-Habitants et Le Moule), la garantie d'un réseau d'éclairage public fiable pour au moins 30 ans et la réduction d'au moins 50 % de leur consommation d'énergie.

Il est question de « moderniser » le parc existant avec des luminaires LED performants. Quels sont les avantages d'un tel équipement ?

L'objectif était de passer de la technologie « ballon fluo » au sodium, particulièrement énergivore, à la technologie LED. Entre 2019 et 2022, plus de 200 armoires électriques, sur les neuf communes, ont été renouvelées ou changées et 8 000 points lumineux ont été traités.

Les lumières sont désormais réglées sur le cycle du soleil, des baisses de la puissance lumineuse sont programmées à des endroits peu passants et le flux lumineux a été totalement repensé et adapté (fréquentation, nature environnante, etc.). Certains endroits étaient sous-éclairés, d'autres, à

l'inverse, sur-éclairés. Le but étant d'obtenir un éclairage aussi performant qu'économique.

Le coût total des travaux pour le Syndicat s'élève à 11,6 millions d'euros avec une participation financière des communes s'élevant à 12 % et un co-financement par l'Europe, l'ADEME et EDF.

Un programme qui s'engage donc dans la lutte contre le réchauffement climatique, mais pas seulement...

Effectivement, les émissions de CO₂ sont diminuées de moitié grâce à un équipement performant. Mais un éclairage nocturne mal maîtrisé n'a pas seulement un impact sur le réchauffement climatique. La faune et la flore sont, elles aussi, perturbées par une pollution lumineuse trop importante. En effet, la pollution lumineuse entraîne la désorientation d'un certain

nombre d'animaux qui vivent la nuit comme les oiseaux, les insectes, mais surtout les tortues, sur les plages, au moment de la ponte.

« La pollution lumineuse entraîne la désorientation d'un certain nombre d'animaux qui vivent la nuit »

*Daniel Dulac,
président du Sy.MEG*

Sur ce point, une charte pour « un éclairage raisonné pour la protection des tortues marines et de la biodiversité » a été signée en 2015, comment et à quelles occasions est-elle utilisée ?

À chaque fois qu'il y a des études de raccordement, d'enfouissement ou d'extension de réseau, on tient compte de cette charte, signée avec l'association des maires et l'ONCFS (Office national de la chasse et de la faune sauvage), pour mettre en place tous nos ouvrages.

Au Moule, par exemple, l'éclairage a été adapté aux sites de ponte avec une réorientation de l'éclairage vers l'intérieur des terres et non coté mer, une température de couleur inférieure à 2 000 kelvin et des heures de fonctionnement fortement réduites lors de la saison des pontes (extinction à partir de 21 h 30) pour les zones les plus sensibles avec détection de présence.



Cet article contient du contenu additionnel

INTÉGRATION

Vers une énergie propre

EDF. Réduire les émissions de CO₂ implique un effort considérable des territoires pour intégrer et booster les énergies renouvelables au sein de la production électrique. Où en sommes-nous en Guadeloupe ? Éléments de réponse.

Texte Lia Mancora – Photo Lou Denim



Pour Christophe Avognon, directeur EDF Archipel Guadeloupe, le développement équilibré des EnR doit s'accélérer.

Quelle est la mission d'EDF en matière de transition énergétique ?

Christophe Avognon, directeur EDF Archipel Guadeloupe : En 2020, la consommation finale d'énergie en Guadeloupe était de 6 000 GWh. Celle d'électricité s'élevait à 1 700 GWh, soit un peu moins 30 % de la consommation totale. Ce qui a permis à EDF de répondre à la demande de ses 220 000 clients. Gestionnaire du système et du réseau électrique, EDF accompagne la transition énergétique par la maîtrise de l'énergie et l'intégration d'énergies renouvelables (EnR) dans le système électrique guadeloupéen tout en garantissant sa stabilité, via des solutions innovantes.

Quelle est la part des EnR introduites dans le mix électrique ?

En 2021, la production des EnR a augmenté de moitié par rapport à 2020. Cela représente 34 % de la production totale : bioénergie (biomasse, bagasse, biogaz), 15 % ; solaire, 7 % ; éolien, 6 % ; géothermie, 5 % ; et hydraulique 1 %.

Quelle est la contribution d'EDF pour répondre aux objectifs de la PPE (Programmation Pluriannuelle de l'Énergie) ?

La loi de programmation quinquennale fixera, en 2023, les priorités d'action de la politique climatique et énergétique nationale en tenant compte du rehaussement de l'objectif européen de réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre à -55 % d'ici à 2030.

Membre associé du comité de pilotage avec l'ADEME (1), EDF met son expertise à disposition de la PPE, co-pilotée par l'État et la Région.

EDF va contribuer à l'élaboration de la PPE2 de Guadeloupe sur la période 2024-2028/2029-2033, à commencer par un bilan prévisionnel de l'équilibre offre/demande d'électricité.

Quelles seront les propositions concrètes ?

Déployer les mesures d'efficacité énergétique et de flexibilité des usages pour baisser les consommations d'énergies fossiles et maîtriser l'évolution des consommations électriques. Accélérer le développement des EnR, en étant vigilant au bon équilibre en termes de type d'énergie afin de sécuriser le système électrique.

Investir dans la recherche et développer de

nouvelles technologies, telles les batteries, l'efficacité énergétique, le pilotage des usages (recharge intelligente du véhicule électrique).

Accélérer, ensuite, le développement des EnR, en étant vigilant au bon équilibre en termes de type d'énergie afin de sécuriser le système électrique.

Enfin, investir dans la recherche et développer de nouvelles technologies, telles les batteries, l'efficacité énergétique, le pilotage des usages (recharge intelligente du véhicule électrique).

En quoi le stockage est utile à la transition énergétique ?

Certaines EnR peuvent complexifier la gestion du système électrique en créant des variations de fréquence non-prévisibles et en le privant de l'apport de stabilité des groupes de production « classiques » comme les machines tournantes.

La majorité des EnR a une production intermittente car dépendante de la météo. Pour une transition énergétique garantissant un même niveau de service, il faut innover.

Par exemple, pour des besoins de réserve rapide, la batterie KISS de 5 MW, située à la centrale de Jarry Nord, atteint une puissance équivalant à la consommation d'environ 5 000 foyers durant 30 minutes, le temps de démarrer des moyens plus pérennes. Ce système de soutien à la stabilité du réseau permet de réduire les coûts de production tout en maintenant la qualité de service.

La maîtrise de l'énergie joue un rôle dans cette transition. Par quelles actions ?

Consommer moins et mieux implique une production d'énergie non-émettrice de CO₂, des équipements moins énergivores et des éco-gestes quotidiens. L'action de sensibilisation « Watty à l'école », en partenariat avec la Région Guadeloupe, vise à enseigner les éco-gestes aux élèves de primaire pour les rendre acteurs de la maîtrise de la demande d'énergie et d'eau à l'école et chez eux.

EDF accompagne également les collectivités locales dans l'efficacité énergétique de leur bâtiment et de l'éclairage public et aide aussi, en lien avec les centres communaux d'action sociale (CCAS), les foyers en situation de précarité énergétique pour les aider à moins et mieux consommer.

Parce que la meilleure énergie est celle qu'on ne consomme pas, EDF déploie des offres d'efficacité énergétique avec ses partenaires AGIR+, afin d'accompagner ses clients dans leur projet d'aménagement ou de rénovation.

(1) ADEME : Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie.

CONVERSION

Accélérateur de la transition énergétique

Albioma. Avec la biomasse, le solaire et la géothermie, le producteur indépendant d'énergies renouvelables s'est imposé comme pilier essentiel de la transition de nos territoires vers l'autonomie énergétique.

Texte Audrey Juge – Photo Lou Denim



Nicolas De Fontenay, directeur Antilles-Guyane d'Albioma, devant le dôme de stockage qui surplombe le port de Jarry, en Guadeloupe.

Depuis sa création, Albioma se distingue par son modèle en perpétuelle évolution et adaptation aux enjeux de la transition énergétique. Au travers de l'utilisation des résidus de biomasse végétale pour ses centrales thermiques et le développement du solaire, Albioma répond à la nécessité urgente des Antilles-Guyane de « changer d'énergie ».

La biomasse, clé de la transition des territoires

En misant sur le principe de cogénération de ses centrales thermiques – possibilité de créer simultanément de l'électricité pour le réseau EDF et de la chaleur à revaloriser, à partir d'une même source d'énergie primaire – l'entreprise a renforcé de manière innovante et performante son engagement en faveur de l'environnement.

Depuis 30 ans, Albioma a créé un partenariat unique avec le monde sucrier. En installant ses centrales aux côtés des usines, Albioma a développé avec elles un fonctionnement symbiotique, porteur pour les territoires insulaires et isolés. Nicolas De Fontenay, directeur Antilles Guyane du Groupe, explique : « En Guadeloupe, la centrale thermique, installée au Moule depuis 1998, alimente la sucrerie en électricité et en vapeur, en échange de sa bagasse en période sucrière. Cela a permis la pérennisation de la filière, mais aussi la production d'électricité pour alimenter le réseau EDF et lui garantir une meilleure stabilité ». Une valorisation à haute valeur énergétique qu'Albioma pousse encore plus loin, en passant l'alimentation de l'ensemble de ses centrales du charbon à la biomasse. « Nos sites participent à la transition énergétique en supprimant totalement le charbon. La tranche 3 de notre centrale du Moule fonctionne à 100 % avec de la biomasse depuis novembre 2020 et nous sommes en cours de conversion des deux autres tranches de cogénération », confirme le directeur.

En Martinique, Albioma a construit et exploite depuis 2018 Galion 2, la première centrale thermique 100 % biomasse d'Outre-mer, qui permet de couvrir près de 15 % des besoins en électricité de l'île. « Pour Galion 2, l'objectif est d'augmenter la part de biomasse locale. Nous avons développé un partenariat avec l'ONF

(Office National des Forêts) pour lutter contre les espèces invasives et en faire de la biomasse, ainsi qu'avec certaines collectivités pour récupérer les restes de bois de chantiers de construction. » Du bois transformé en biomasse à l'aide d'impressionnants broyeurs acquis cette année par Albioma.

Le passage à la biomasse est donc une étape clé pour répondre aux objectifs du mix énergétique des Antilles-Guyane et dynamiser l'économie circulaire, en valorisant les déchets verts ou en développant de nouvelles filières locales.

Le solaire, vecteur d'indépendance énergétique

« Le solaire est de plus en plus performant. En 10 ans, pour une même surface, nous avons énormément gagné en puissance », affirme Nicolas de Fontenay. En effet, ce sont près de 35 MWc (Mégawatt-crête, unité de mesure des panneaux photovoltaïques) qui ont été installés sur les Antilles-Guyane depuis 2008, faisant d'Albioma le premier producteur d'énergie solaire de la Guyane et de la Martinique.

Grâce à des projets solaires avec stockage d'énergie qui pallient l'intermittence des productions des installations classiques, Albioma participe à l'accroissement de la production d'EnR pour faire face au défi de la transition énergétique de nos territoires.

En Guadeloupe, le Groupe exploite quatre centrales photovoltaïques, dont Sainte-Rose, située sur un terrain appartenant au centre de traitement et de valorisation des déchets de l'Espérance, qui a permis

d'accroître considérablement les capacités de production d'énergie verte d'Albioma sur l'archipel en 2019.

En Martinique, c'est un parc photovoltaïque au sol (à Lassalle) ou en toiture de bâtiments industriels ou de résidences, qui permet de produire près d'un quart de la consommation d'électricité solaire de l'île.

En Guyane, Albioma exploite deux centrales photovoltaïques dont la plus grande d'Outre-mer, celle de Kourou, qui, avec ses 160 000 modules installés, peut produire en pointe jusqu'à 10 % de l'électricité du territoire.

L'intégralité de l'article à lire sur ewag.fr



ALBIOMA

DÉVELOPPEMENT

Guadeloupe Pôle Caraïbes prépare l'avenir

**Société aéroportuaire
« Guadeloupe Pôle
Caraïbes ».** La piste
de l'aéroport est
actuellement refaite
à neuf, opération
indispensable pour
accompagner le retour
à la croissance du trafic.

Texte Adeline Louault

*Alain Bièvre,
président du
directoire de
la SAGPC*



« Sur 25 entreprises mobilisées, 21 sont guadeloupéennes. Au total, 60 % de la main d'œuvre est locale. »

En quoi consiste ce chantier lancé en novembre 2021 ?

Alain Bièvre, président du directoire : Il comprend la réfection du revêtement de la piste d'atterrissage (couche de roulement), une étape qui doit être effectuée tous les 10 à 15 ans, mais aussi le renforcement structurel de cette dernière sur 20 à 30 cm d'épaisseur. Cette opération hors norme est indispensable pour une infrastructure âgée de plus de 50 ans qui joue un rôle essentiel dans l'ouverture au monde de notre territoire. L'objectif est d'accompagner la densification du trafic « gros porteurs » qui résulte de l'augmentation du trafic passager. Les travaux visent également à mettre l'équipement en conformité avec les nouvelles exigences liées à notre certification européenne EASA en sécurité aéroportuaire. Ainsi, nous élargissons la raquette pour un retournement sécurisé des avions et renforçons le balisage (éclairage au sol de guidage des avions) pour améliorer les conditions d'exploitation et de sécurité de la piste.

Le chantier se poursuit alors que la piste est en condition d'exploitation. Comment les travaux s'organisent-ils ?

Ils sont réalisés de nuit afin que, chaque matin, la piste soit rendue opérationnelle pour accueillir le trafic aérien. Le chantier a été découpé en phases successives de façon à minimiser l'impact sur les périodes d'ouverture de la piste. Ce travail de phasage a été préparé trois ans en amont, sous le contrôle de la DGAC (Direction Générale de l'Aviation Civile) et en concertation avec les compagnies aériennes, afin que ces dernières puissent adapter leurs programmes de vols. Chaque soir, après le dernier mouvement d'avion, la piste est fermée en coordination avec le contrôle aérien, pour permettre le démarrage du chantier. Le lendemain matin, la conformité des travaux et de la zone de chantier est vérifiée par un expert en sécurité aéronautique avant l'inspection minutieuse de la piste par notre équipe de techniciens IAM (Inspection Aire de Mouvement) afin de nous assurer qu'elle peut être rouverte au trafic aérien en toute sécurité.

Quel est l'impact économique du chantier ?

Il est loin d'être négligeable puisque, sur 25 entreprises mobilisées, 21 sont guadeloupéennes. Au total, 60 % de la main d'œuvre est locale. En outre, le projet favorise l'emploi et l'insertion. Au-delà des embauches liées aux besoins de main d'œuvre (9 embauches nettes), ce chantier a permis de former des jeunes à des compétences spécifiques qui seront par la suite utiles au BTP local. Enfin, des volontaires du RSMA sont impliqués sur ce projet, à travers 3 500 heures de formation (principalement pour les métiers de conducteurs d'engins, électriciens, animateurs QSE...).

Qu'en est-il de l'empreinte carbone et qu'est-il prévu pour la compenser ?

Les travaux s'inscrivent dans une démarche durable. Nous travaillons avec l'Office National des Forêts (ONF) afin d'intégrer ce chantier dans le cadre du label « bas carbone ». Ce premier partenariat permettra, nous l'espérons, le lancement de ce label en Guadeloupe.

Sur les 5 900 tonnes de CO₂ du bilan carbone du chantier, 5 450 seront compensées sur une période de 30 ans par la replantation d'arbres sur un espace qui pourrait être l'équivalent de 20 hectares de mangrove. Les 450 tonnes restantes sont économisées par diverses actions et adaptations des méthodes industrielles, résultant en un chantier autonome : les matériaux sont réutilisés, des centrales de production ont été installées sur site et une base-vie a pris place à proximité du chantier pour minimiser les déplacements d'engins.

Le chantier de renforcement de la piste s'étend jusqu'à fin juin. Quels sont les autres travaux prévus cette année ?

La SAGPC poursuit son programme d'investissements, même si celui-ci a été adapté en raison de la crise sanitaire. Les chantiers que nous menons actuellement s'articulent autour de deux « familles » : les investissements réglementaires, qui permettent d'améliorer la sûreté et la sécurité des opérations aéronautiques, et les chantiers liés à l'amélioration de la qualité de service et à la diminution de notre empreinte carbone.

Parmi les chantiers de la première famille, en plus de la piste, nous avons prévu de refaire les parkings et voies de circulation avions en béton qui ont plus de 25 ans, et nous avons lancé la construction d'un bâtiment qui accueillera les nouveaux équipements de contrôle des bagages dits de « standard 3 ».

Les chantiers de la 2^{de} famille verront notamment sortir de terre une ferme photovoltaïque de 5 hectares coté piste et l'équipement en ombrières photovoltaïques du parking P2. Ces 2 fermes, additionnées aux installations photovoltaïques installées en 2020 sur la toiture du bâtiment fret, permettront de réduire considérablement la consommation d'énergies fossiles de l'aéroport. Nous menons également un projet d'extension de notre terminal T2 (régional) qui augmentera la capacité en salle d'embarquement et dotera ce terminal d'une salle de livraison bagages dédiée pour améliorer la qualité d'accueil et le confort des passagers.

Nous avons enfin l'ambition de relancer notre projet phare, l'extension du terminal T1, qui a été suspendu. Pour cela, nous avons sollicité des soutiens financiers complémentaires, notamment auprès des autorités de gestion des fonds européens, afin de compenser les 30 à 40 M€ de pertes liées aux deux années de crise covid.

Avec cette série de travaux, la SAGPC entend préparer l'avenir de la Guadeloupe. Après deux années moroses liées au contexte sanitaire, quelles sont les prévisions en termes de trafic ?

Les années 2020 et 2021 ont vu le trafic plonger à la moitié de ce qu'il était en 2019, année record pour la SAGPC avec 2,5 millions de passagers. Depuis la fin de l'année 2021, nous constatons, avec le ralentissement de l'épidémie et la levée progressive des mesures de restriction affectant le transport aérien, une reprise du trafic qui nous amène, actuellement, sur une tendance autour de 70 % du trafic de 2019. Cette reprise devrait se poursuivre graduellement et nous permettre d'envisager, pour l'année 2022, un atterrissage autour de 75 % à 80 % du trafic de 2019. L'attractivité confirmée de la destination par les opérateurs de tourisme, couplée à « l'effet Route du Rhum » dont nous observerons les retombées fin 2022 et tout au long de 2023, nous permettent d'envisager l'avenir avec un raisonnable optimisme et de bâtir nos projets sur une hypothèse de retour au niveau d'avant crise pour 2024 ou 2025.

Nous travaillons avec l'Office National des Forêts afin d'intégrer ce chantier dans le cadre du label « bas carbone ».





UN CHANTIER « HORS NORME »

Chaque nuit, une course contre la montre s'engage pour permettre la réalisation des travaux et la réouverture de la piste en temps et en heure.

En quelques chiffres :

- Ce chantier représente un investissement de 35 millions d'euros, dont 10 M€ sont financés par l'Europe (FEDER).
- 120 000 heures de travail au total réparties sur de larges amplitudes et une superficie équivalente à 30 terrains de football.
- Pour répondre aux exigences techniques du chantier, certaines machines – dont les « méga-finisseurs » – sont utilisées pour la première fois sur l'archipel. On dénombre ainsi 4 finisseurs (machines qui appliquent les enrobés), dont 2 de 10 mètres et 2 de 5 mètres pour mener à bien les opérations techniques.
- 120 personnes peuvent être mobilisées simultanément sur le chantier, dont 4 services opérationnels pour mener à bien ce ballet entre chantier et trafic aérien maintenu.



BNP Paribas étend son dispositif **GREEN DESK** aux Antilles-Guyane

Reconnue comme meilleure banque au monde pour la finance durable¹, BNP Paribas étend son dispositif Green Desk aux Antilles Guyane.

Photo Jean-Albert Coopman



Clarisse Cluzel, Chargée d'Affaires Entreprise Transition Énergétique
relai du dispositif GREEN DESK BNP Paribas

1- Une banque engagée pour la finance durable

Depuis plus d'une décennie, BNP Paribas donne la priorité à la transition vers une économie à faible émission de carbone par le biais de politiques sectorielles rigoureuses, d'innovations produits et d'une participation active à des coalitions et des groupes de travail.

Faire de la finance durable, c'est orienter nos investissements et nos financements pour qu'ils aient un impact positif sur la société et l'environnement. Cette ambition se traduit par un dispositif concret, le GREEN DESK, que nous lançons aujourd'hui dans nos régions.

2- Meilleure banque au monde pour la finance durable¹

Notre Banque est depuis longtemps reconnue comme un précurseur et un innovateur dans le domaine de la finance durable. Le Prix « Meilleure banque au monde pour la finance durable¹ » est une reconnaissance forte pour BNP Paribas. La qualité de la relation de nos équipes avec nos clients et notre capacité à répondre à leurs besoins de transformation, immédiats ou à plus longs termes, font de BNP Paribas un acteur reconnu et incontournable.

3- Des enjeux sur nos territoires ultramarins

Là où la production d'énergie électrique en France est réalisée à hauteur de 7 % par les énergies fossiles, les Antilles (Martinique, Guadeloupe) ont un mix électrique compris entre 75 et 78 % à partir de l'énergie fossile contre 33 % pour la Guyane. Les EnR² représentent quant à elles 23 % à 67 % de l'énergie selon les territoires.

Ainsi, BNP Paribas a la volonté de poursuivre et d'accélérer le financement de l'augmentation de la part des EnR dans les territoires ultramarins par le financement de projets biomasse, hydrogène, solaire, éolien ou géothermique. Mais a aussi la volonté d'accompagner l'ensemble des entreprises pour réduire leur impact carbone en

finançant du matériel à faible production d'énergie avec des taux préférentiels. Par ces financements, BNP Paribas participe à la décarbonation de nos territoires.

4- Expertise de nos équipes GREEN DESK

La confiance de nos clients repose sur l'expertise déployée pour les aider à faire du changement durable une réalité, tout en apportant un soutien constant à leurs priorités stratégiques commerciales. Cette expertise se concentre à travers nos équipes GREEN DESK, spécialisées à l'accompagnement à la transition énergétique. Leurs connaissances techniques et sectorielles ainsi que la force de notre modèle intégré et diversifié, permettent à nos clients d'accéder à l'ensemble de nos activités au niveau international avec des experts en relais pour structurer tout type de financement.

EN CONFIAINT LE FINANCEMENT DE VOTRE PROJET DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE À BNP PARIBAS ANTILLES-GUYANE, VOUS PROFITEZ :

- de l'expertise en financement structuré d'une équipe dédiée à votre projet ;
- des meilleures pratiques du marché grâce au savoir-faire technique développé par nos experts ;
- de l'ensemble du réseau du Groupe BNP Paribas et des appuis de tous nos experts internationaux

BNP PARIBAS ANTILLES-GUYANE APORTE DES SOLUTIONS POUR FINANCER LEURS PROJETS DURABLES POUR :

- les entreprises énergétiques actives dans les secteurs de l'éolien, du solaire et du photovoltaïque, de la biomasse et du biogaz ;
- les clients professionnels, à la recherche de solutions pour améliorer leur efficacité énergétique et s'engager en faveur de l'économie circulaire : performance énergétique des bâtiments, systèmes de chauffage et de refroidissement, énergies durables, gestion et valorisation des déchets (Waste to Energy), traitement de l'eau, stockage de l'énergie, réseaux intelligents ;
- et aussi pour les clients particuliers qui souhaitent entreprendre des travaux de rénovation énergétique ou rouler en véhicule électriques ou hybrides.

(1) Prix Euromoney World Best Bank Sustainable Finance 2021
(2) Énergies renouvelables



« Faire de la finance durable, c'est orienter nos investissements et nos financements pour qu'ils aient un impact positif sur la société et l'environnement »

Olivier MAGNIEZ, Responsable du centre d'affaires entreprises BNP Paribas Antilles-Guyane



BNP PARIBAS
La banque d'un monde qui change

GREEN DESK BNP Paribas Antilles-Guyane

Clarisse Cluzel - 0596 59 46 10

clarisse.cluzel@bnpparibas.com

Objectif net zéro carbone en 2040

Orange Antilles-Guyane. L'opérateur agit pour réduire son empreinte climatique et promouvoir un numérique plus durable. Comment cela se traduit-il concrètement ? Le point sur la stratégie mise en place sur nos territoires.

Texte Adeline Louault – Photo Lou Denim



Marie-Agnès Ramrani, directrice de la communication et RSE

Quels sont les objectifs d'Orange Antilles-Guyane en matière de développement durable ?

Marie-Agnès Ramrani, directrice de la communication et RSE (responsabilité sociétale des entreprises) : Orange s'est fixé un objectif prioritaire, en ligne avec l'accord de Paris et les recommandations du GIEC : être net zéro carbone en 2040 et anticiper ainsi de 10 ans les ambitions du secteur. Pour y parvenir, la première étape est de réduire, d'ici 2025, nos émissions de CO₂ de 30 % par rapport à 2015. Nous avons fait le choix d'augmenter le recours à l'électricité d'origine renouvelable qui représentera plus de 50 % de la consommation électrique du Groupe en 2025 et 40 % en France. Nous poursuivons en parallèle notre effort en matière d'efficacité énergétique de nos réseaux et bâtiments. De plus, en 2025, 100 % de nos produits auront été inscrits dans une démarche d'écoconception. Enfin, chacun des métiers de l'entreprise est engagé dans la réduction de l'empreinte environnementale liée à son activité ou induite.

Quelles actions concrètes avez-vous engagées ?

Pour favoriser l'économie d'énergie, Orange déploie le dispositif Cube : un défi citoyen pour le climat auquel participent plusieurs entreprises et qui engage les salariés dans la lutte pour la réduction de la consommation énergétique.

En matière d'économie circulaire, nous développons une politique d'achats responsables et assurons la gestion et la reconversion du matériel informatique et technique. Nous mettons en place des circuits courts pour la réparation et le recyclage de nos déchets. À ce titre, nous pouvons citer notre partenariat avec l'association Eco Mobil qui pratique le recyclage de nos mobiles en local.

Enfin, nous introduisons et développons l'énergie solaire dans notre mix énergétique : consommation des bâtiments et sites techniques, parc automobile professionnel et véhicules salariés rechargés à l'énergie solaire. Ce dernier dispositif sera d'ailleurs généralisé à tous nos sites Antilles-Guyane après une expérimentation concluante sur un site de Martinique. Ces actions sont menées en partenariat avec des entreprises innovantes de la place comme Green Technologie.

Comment le consommateur peut-il rendre sa vie digitale plus écologique ?

Orange accompagne les clients dans leurs usages numériques en mettant à leur disposition des indicateurs sur leur impact carbone et des conseils pour le maîtriser, sur les espaces clients Orange et Moi et My Sosh Caraïbe. Le site bienvivreledigital.orange.fr guide les utilisateurs dans leurs usages numériques et partage toutes les bonnes pratiques pour une consommation et une utilisation plus responsables.

L'intégralité de l'article à lire sur ewag.fr



Et vous ?

Quand est ce que vous passez à la

Location Longue Durée?



CGFF propose une offre sur mesure de Location Longue Durée de véhicules de tourisme ou utilitaires à destination des entreprises, des professions libérales et des associations.



Leader du marché en Guadeloupe, Martinique, Guyane et Saint-Martin, CGFF est reconnu pour sa qualité de service et le professionnalisme de ses équipes.



Choisir CGFF, c'est bénéficier de l'accompagnement et de l'expertise d'une équipe de professionnels, qui saura s'adapter à vos besoins et vous conseiller lors du choix de votre véhicule, puis tout au long de la vie de votre contrat.



CGFF vous permet de vous consacrer sereinement à votre activité, sans perte de temps et sans risque lié à la gestion de votre parc automobile.



Guadeloupe
☎ 0590 32 31 16

Martinique
☎ 0596 51 69 75

Guyane
☎ 0594 29 69 34

commercial@cgff-lld.com
f in y www.cgff-lld.com

Pleins feux sur l'éclairage durable

Sun Art Spirit. Lancée depuis 2018, la société d'équipements solaires rayonne grâce à l'énergie de son créateur, Ruddy Durimel, écologiste convaincu et entrepreneur exigeant.

Texte Adeline Louault – Photo Lou Denim

Sun Art Spirit propose une large gamme de projecteurs, appliques (fixes ou avec détecteur de présence), bornes, lampes, lampadaires mais aussi caméras de surveillance solaires autonomes. Des équipements qui créent leur propre énergie verte à partir des rayons du soleil emmagasinée dans des batteries. Fonctionnant toute l'année, même en période de mauvais temps, les produits se distinguent par leur fiabilité, leur qualité de conception et leur durée de garantie. « Je fais toujours venir des échantillons avant de lancer une commande car je veux tester au préalable, apprendre à connaître l'équipement, déceler des failles s'il y en a », explique Ruddy Durimel, le dirigeant de Sun Art Spirit qui s'approvisionne auprès de fournisseurs sélectionnés avec soin et rencontrés, pour beaucoup, au salon Intersolar de Munich et à la foire de Guangzhou.

Préserver la planète

Exigeant jusque dans les moindres détails, l'entrepreneur a même créé sa propre marque. Baptisée Kaizen – un mot au sens doublement symbolique puisqu'il veut dire « changement » et « meilleur » en japonais mais aussi maison zen en créole –, elle est apposée sur des produits dont l'entrepreneur a lui-même pensé la conception. L'idée de cette enseigne maison étant de se distinguer et de proposer des objets plus durables. « Je développe notamment des projecteurs dont on peut changer les batteries car la plupart de ceux que l'on trouve actuellement sont faits d'un seul bloc. Si bien que lorsque la batterie est morte, il n'est pas possible de la remplacer, on doit jeter le projecteur. » Le dirigeant avoue une conscience écologique aigüe et souhaite, via son entreprise, montrer que l'on peut consommer autrement, en

utilisant une énergie renouvelable et en privilégiant les équipements réutilisables, recyclables, respectueux de la faune et de la flore. « Je favorise notamment l'installation de lampes qui s'allument par détection de mouvement pour éviter de gêner continuellement les insectes et les oiseaux la nuit. »

« Monsieur Solaire »

Disposant d'un showroom à Bosredon, à Morne-à-l'Eau, Ruddy Durimel travaille sur l'ensemble du territoire, éclairant aussi bien les particuliers que les professionnels et les collectivités. Et parce que la lumière représente la sécurité et le confort, il ne néglige aucune étape de son activité. « Je me déplace pour établir les devis et, bien sûr, réaliser les installations. J'y passe du temps car je veux choisir la meilleure orientation par rapport au soleil et proposer quelque chose d'esthétique, en dissimulant les câbles, en alignant parfaitement les éléments... » Perfectionniste, le chef d'entreprise va même jusqu'à remplacer les visseries des lampes, pas assez qualitatives à son goût, par des visseries en inox ! « Pour les clients, je suis "Monsieur Solaire", un surnom qui me rend fier et me pousse à aller de l'avant. »

Sun Art Spirit, ce sont des valeurs, un esprit où prédominent le goût du travail bien fait, le service sur-mesure, l'écoute et la proximité du client. « Il m'est arrivé de remplacer gratuitement des produits dont l'usure était prématurée, comme les bornes qui rouillaient. C'est ma valeur ajoutée. » Seul aux commandes ou presque (sa fille le seconde sur la partie communication), Ruddy Durimel envisage d'engager du sang neuf. « Je m'intéresse à la Guadeloupe et aux Guadeloupéens au sens large. J'ai foi dans la génération future ! »

**« Je favorise l'installation de lampes
qui s'allument par détection de mouvement
pour éviter de gêner continuellement
les insectes et les oiseaux la nuit »**

Ruddy Durimel, gérant de Sun Art Spirit



Ruddy Durimel, gérant de Sun Art Spirit, démontre que l'on peut consommer autrement, en privilégiant les équipements réutilisables.

Citerne d'eau : laquelle et pour quelle utilisation ?

EN'O. Selon le dernier rapport de l'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement, c'est en Guadeloupe que l'eau au m³ est la plus chère, avec un prix moyen de 3,17 euros. Morgane Gochaye, responsable communication d'EN'O, nous explique comment optimiser son autosuffisance en eau.

Texte Yva Gelin

Quels sont les différents types de citerne ?

Il y a deux types de citernes, celle dite tampon avec un système d'attestation de conformité sanitaire (ACS) et celle avec un système de récupération d'eau de pluie (SRDP). La citerne ACS fonctionne avec le réseau d'eau public. Elle fournit de l'eau potable et sera utile lors des épisodes de coupure d'eau. Installer une citerne tampon ACS, c'est la garantie d'avoir une réserve d'eau potable immédiate renouvelée en permanence. La citerne SRDP, ne fournit pas d'eau potable puisqu'elle stocke l'eau de pluie. Cependant, si l'objectif est de réaliser des économies, c'est le modèle le plus adapté. À défaut d'être potable, l'eau de cette citerne peut être utilisée pour des activités telles que l'irrigation, l'arrosage, le nettoyage et les toilettes. Avec une citerne SRDP, il est possible d'économiser jusqu'à 50 % sur sa facture. Tant que l'eau de pluie est stockée dans des réservoirs qui répondent aux normes nécessaires, l'eau peut être conservée pendant de longues périodes. Pour la citerne tampon ACS, nous proposons deux litrages, un de 1 100 l et un autre de 2 200 l. Quant à la citerne de récupération d'eau de pluie, les dimensions vont de 3 300 l à 5 350 l.

Comment bien choisir une citerne ?

En tenant compte des besoins en eau du client et du nombre de personnes dans le foyer.

Comment s'entretient une citerne ?

Les citernes EN'O sont garanties entre 7 et 10 ans

au niveau des pièces. Mais le client devra changer les filtres tous les trimestres et ces derniers sont à sa charge. Nous recommandons également un entretien annuel comprenant une vidange et un nettoyage désinfectant.

Faut-il avoir un jardin pour installer une citerne ?

Il n'est pas nécessaire d'avoir un jardin, il faut simplement un espace à la dimension de la citerne pour la poser.

Quelle est la durée de vie d'une citerne ?

À minima, une citerne, quel que soit le modèle, dure 10 ans. Cependant, si elle est enterrée, la durée de vie peut aller jusqu'à 40 ans.

EAU DE PLUIE TOXIQUE

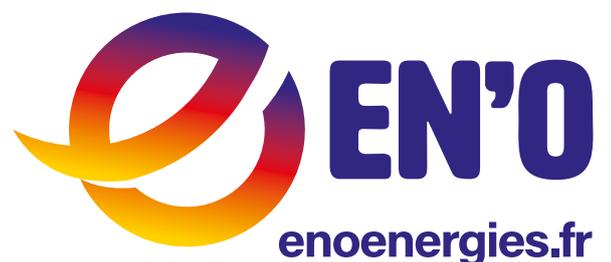
Sur le site officiel de l'administration française, il est précisé que l'eau de pluie est « contaminée ». En effet, l'eau de pluie non traitée est polluée par les gaz atmosphériques qui peuvent résulter de la combustion des énergies fossiles, de la circulation automobile, de l'activité industrielle ou encore agricole. Après ruissellement sur un toit, l'eau de pluie peut également présenter une contamination chimique. L'eau de pluie a donc des utilisations limitées telle que l'arrosage ou le lavage de voiture.



Pensez l'avenir,
pensez EN'O.



MaPrimeRénov'
Mieux chez moi, mieux pour la planète



FORMATION

Un partenariat d'avenir

Cama. En signant une convention de coopération avec le Rectorat de Guadeloupe, la concession automobile entend renforcer la relation école-entreprise dans le cadre de la formation à la maintenance des véhicules hybrides et électriques.

Texte Audrey Juge – Photo Lou Denim



Christine Gangloff-Ziegler, rectrice de l'Académie Guadeloupe et Ludovic Erbeia, directeur général Cama, lors de la signature de convention.

C'est lundi 11 avril qu'a été pris l'engagement par Cama et le Rectorat de favoriser la formation professionnelle des enseignants de la filière Maintenance des véhicules hybrides et électriques. En mettant à disposition sa plateforme

pédagogique et une partie de son plateau technique, Cama participe ainsi à l'insertion professionnelle de la jeunesse guadeloupéenne dans un secteur d'avenir, pour eux et pour le territoire. De son côté, le Rectorat a mandaté des

formateurs depuis l'académie de Créteil pour préparer et habilitier les enseignants des lycées professionnels et sections professionnelles du domaine de l'automobile. « Il s'agit de former les jeunes, donc les futurs salariés, aux technologies automobiles en constante évolution, du thermique à l'hybride et l'électrique, et probablement très rapidement à l'hydrogène. Cette convention est une belle illustration du rapport entreprise-école qui nous permet de valoriser cette voie professionnelle en montrant l'intérêt de ce métier, sa formidable complexité et les débouchés qui y sont liés », explique Christine Gangloff-Ziegler, rectrice de l'Académie.

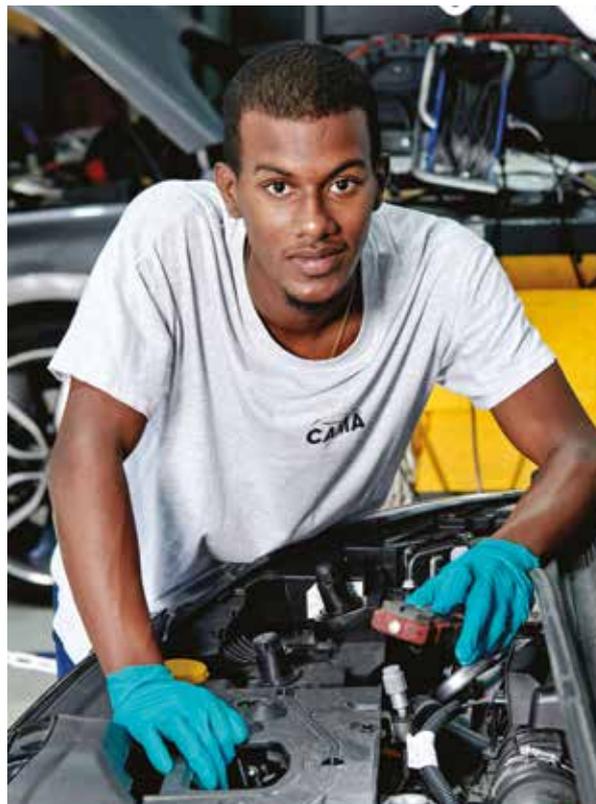
Un métier porteur

En effet, selon Ludovic Erbeia, directeur général de Cama, « le véhicule électrique s'impose dans le monde entier et la Guadeloupe ne fait pas exception ». Pour preuve, les chiffres très prometteurs entre 2013 et aujourd'hui sur notre territoire, passant de 1 % de véhicules hybrides ou électriques immatriculés à 25 %. Plusieurs facteurs ont orienté le choix des consommateurs vers l'hybride ou l'électrique ces dix dernières années. D'abord, une prise de conscience écologique globale, accompagnée d'un développement de l'offre de véhicules électrifiés et de l'augmentation du parc de bornes de recharge sur le territoire. Puis, plus récemment, la hausse massive des prix du carburant et les nombreuses incitations gouvernementales au passage à l'électrique. La maintenance des véhicules hybrides et électriques est donc un secteur d'avenir, sans compter les présages de constructeurs majeurs d'arrêt de fabrication de véhicules thermiques d'ici dix ans.

Cama se veut alors l'entreprise idéale pour y effectuer son alternance : « Renault est précurseur et leader en matière de véhicules électriques et hybrides avec la Zoé depuis 10 ans. Nous avons acquis une vraie compétence en maintenance de véhicules électrifiés », affirme le directeur.

Un acteur engagé

Entreprise responsable qui œuvre et contribue au développement économique et social durable de la Guadeloupe, Cama a tout naturellement accepté cette coopération et met donc à disposition une partie de son atelier technique. De fait, l'entreprise multiplie les actions en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes via l'accueil d'alternants, avec les contrats de professionnalisation et d'apprentissage dans tous les



« J'ai passé ma première année de BTS en alternance chez Cama à l'atelier mécanique. Cette année, je suis à la réception et cela complète parfaitement ma formation. Grâce à cette polyvalence au sein de Cama, je bénéficie d'une vision à 360° de l'entreprise. C'est un avantage conséquent si je l'intègre définitivement à la fin de ma formation. Je m'y sens très bien, je suis bien entouré et les équipes sont très pédagogiques. »

Guémaël Kanchan, en préparation d'un BTS Maintenance des véhicules, en alternance chez Cama.

métiers de l'automobile, par la formation professionnelle, les relations directes avec les écoles ou au travers de sa participation au Pacte pour l'Emploi des Jeunes. Depuis 2020, plus d'une vingtaine d'alternants a intégré Cama en contrat de professionnalisation ou d'apprentissage, avec pour une grande partie une embauche en CDI à l'issue. Une collaboration qui satisfait toutes les parties, en créant un cercle vertueux autour des enjeux du territoire. Pour Christine Gangloff-Ziegler, « c'est une coopération importante, qui a vocation à se renouveler au vu de l'intérêt porté par les professionnels du secteur. Une réelle confiance s'est établie entre Cama et l'Académie de Guadeloupe ».



© Lou Denim

Christelle Piral, Coordinatrice TDA

Faire éliminer sa vieille voiture, c'est gratuit !

GRATUIT

Créée en 1994, TDA (Traitement déchets automobiles) est une association qui regroupe les professionnels de la filière automobile en Guadeloupe. En Guadeloupe et à Saint-Martin, il existe 15 centres VHU (Véhicules Hors d'Usage) agréés pour recevoir gratuitement votre vieille voiture :

AER – Lamentin – 0590 28 29 10

SNR – Baie-Mahault – 0590 38 11 95

Garage UVP – Baie-Mahault – 0590 38 09 75

Auto Casse Plus – Abymes – 0590 83 55 61

Caritrans – Gourbeyre – 0590 81 71 16

Karukera Recyclage – Basse-Terre – 0690 37 52 21

Sainte-Rose Auto – Sainte-Rose – 28 93 84

Garage Yéponde – Petit-Bourg – 0690 35 59 52

Garage GMP Motors – Capesterre-Belle-Eau
0590 48 45 54

Garage Sopave – Gourbeyre – 0690 55 75 43

Garage Sopave – Les Abymes – 0690 55 75 43

Janky Environnement – Le Moule – 0690 60 23 72

Verde SXM – Saint-Martin – 0590 87 25 47

Garage Concordia – Saint-Martin – 0590 87 22 83

Garage Guy – Saint-Martin – 0590 87 87 91

Si le VHU est complet (carrosserie, moteur, batterie, pot d'échappement), le centre VHU a l'obligation de recevoir gratuitement votre véhicule.

Bonne nouvelle ! Actuellement certains centres VHU reçoivent gratuitement tous vos véhicules qu'ils soient complets ou pas, quel que soit leur état !

Seul le transport reste à la charge du propriétaire : entre 60 et 100 € environ. Si le véhicule est assuré, le transport est pris en charge par l'assurance.

Contactez le centre VHU de votre choix, il vous transmettra ses conditions de reprise et les coordonnées de plusieurs transporteurs qui viendront chercher votre véhicule chez vous ou sur son lieu d'emplacement.

OU 1 500 € D'AMENDE !

Chaque propriétaire, détenteur d'un VHU, est responsable de l'élimination de son véhicule.

Les VHU sont des déchets dangereux. Ils contiennent des éléments solides et liquides classés eux-mêmes dans cette catégorie : huiles, liquide de frein, batteries au plomb... Ces déchets dangereux doivent faire l'objet d'un traitement particulier afin de prévenir tout risque de pollution. Seul un centre VHU agréé peut reprendre un VHU.

S'ils sont abandonnés, traités ou stockés dans de mauvaises conditions, les VHU nuisent gravement à l'environnement : pollution des eaux et des sols de Guadeloupe, risque d'incendie, repère pour les nuisibles, gîtes larvaires, pollution visuelle, impact négatif fort sur le tourisme et l'économie...

Le fait de ne pas s'adresser à un professionnel agréé expose le propriétaire du VHU à de très lourdes sanctions : 1 500 € d'amende et 3 000 € en cas de récidive (art. R635-8 du code pénal). Ces peines peuvent aller jusqu'à 2 ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende pour les professionnels.

L'infraction d'abandon du VHU est constatée par la police municipale dans chaque commune. La police municipale met en demeure le propriétaire du VHU de remettre son véhicule dans un centre VHU agréé dans un délai de 10 à 15 jours (art L541-21 du code de l'environnement). Sans action du propriétaire, la police mandate TDA pour procéder à son enlèvement. TDA intervient uniquement à la demande des polices municipales et ne travaille pas avec les particuliers. La collecte des VHU abandonnés est financée par les constructeurs automobiles nationaux et internationaux. Quelques chiffres : 4 146 VHU collectés de 2018 à 2022 ; 15 874 Tonnes de pneumatiques usagés traités de 2018 à 2022.

COUP DE CŒUR

La culture et le sport pour conquérir la Caraïbe ?

Créée il y a quelques mois, l'association Martinique French Touch veut se donner les moyens de « faire exister la Martinique » à l'échelle caribéenne. Ils sont 3 fondateurs, Tania Thegat, Loup

de Freminville et Philippe Sivera, ils ont les mots de « coopération culturelle et sportive » chevillés au corps. « On a voulu chercher un moyen de structurer des déplacements, des échanges avec nos voisins immédiats. On part d'un constat simple, on vit à quelques centaines de kilomètres de distance, on partage une histoire, des traditions, des manières de vivre et on ne se connaît pas vraiment. On est sur une carte mais on n'existe pas les uns pour les autres », expliquent-ils. À force de discussions et d'échanges, ils ont vu dans le sport et la culture « les meilleurs moyens de faire connaissance, de se mesurer à l'autre, de dialoguer et de partager ».



Ce qui se passe chez nous et ailleurs, dans le monde du travail, des idées, de la culture. Sélection de la rédaction pour discuter, commenter et s'inspirer.

Textes Audrey Juge,
Axelle Dorville, Karollyne Hubert,
Mathieu Rached, Yva Gelin

Jouer les intermédiaires

L'initiative MFT est sur la table : « il faudrait aller rencontrer des organisateurs d'événements culturels, de compétitions sportives dans différents territoires, afin de les mettre en relation avec des associations martiniquaises, voir si ça marche, s'ils trouvent des solutions, des occasions de les faire participer. » Reste à concrétiser la démarche. Les 2 garçons du trio sont alors partis à l'aventure, fin 2021, en République Dominicaine. « On a rencontré d'abord le propriétaire du théâtre historique de la capitale "Casa de Teatro", puis le proviseur du Lycée français de Saint Domingue et enfin l'ambassadeur de France, Éric Fournier. On lui a présenté le travail de la troupe El lobo loco en vue de l'organisation du mois de la francophonie en République Dominicaine. Trois semaines plus tard, notre proposition de jouer la pièce de théâtre "Le loup dans la bergerie" a été retenue et nous avons officiellement été invités et accrédités pour représenter la Martinique lors de cette manifestation. »

Mois de la francophonie

Fin mars comme prévu, Martinique French Touch (accompagnée de son premier partenaire privé, l'entreprise ASA Elec !) permet à la troupe amateur d'atterrir à Saint Domingue, les bagages chargés de t-shirts du Comité Martiniquais du Tourisme et de rhum AOC. « La première représentation à la Casa de Teatro, devant une centaine de francophones, rencontre un franc succès », décrit Philippe Sivera. Le lendemain, la troupe a passé la journée au lycée français de Saint-Domingue pour un atelier théâtre où les élèves de 3e ont présenté une série de saynètes et ont travaillé l'improvisation avec les trois comédiennes Muriel Erdual, Mélanie Bonnialy et Catherine Koumba. » Le soir, une seconde représentation a été donnée au Lycée français. Résultat ? 3 jours ont suffi pour que la Martinique ne soit plus seulement le nom d'une île voisine, mais devienne peut-être « pour une centaine d'élèves et de spectateurs, français et dominicains, un lieu d'intérêt, un potentiel partenaire et peut-être aussi une destination de voyage », se réjouit Philippe Sivera. L'attractivité du territoire se joue aussi à deux pas de chez nous, sur les planches et dans les stades. À suivre.

Martinique French Touch
Association loi 1901
0696 078 700

sd
Français
nt-Doming



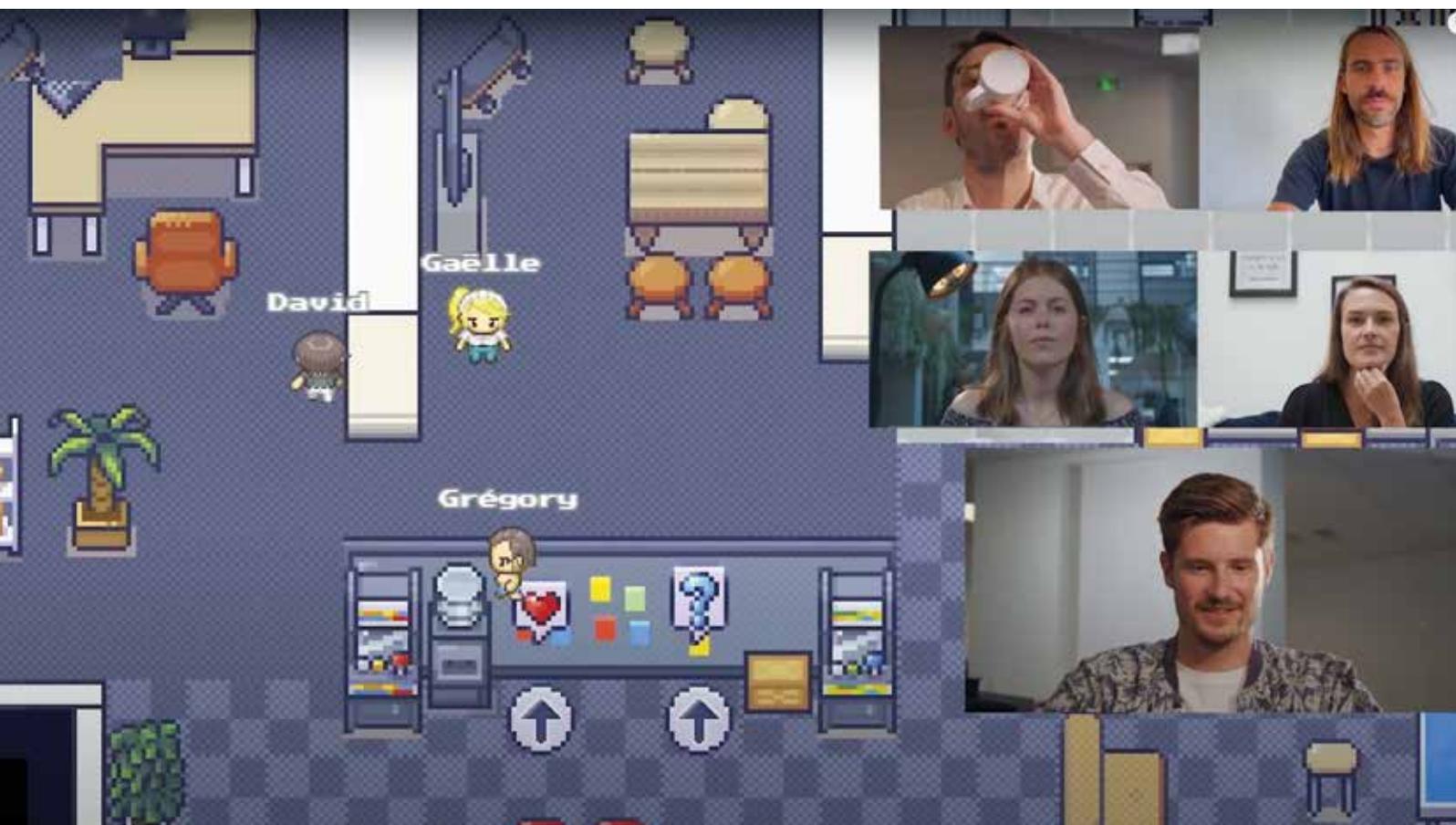
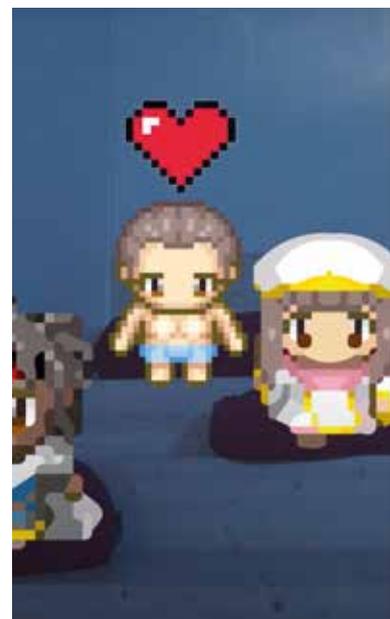
Catherine Koumba, Philippe Sivera (président de MFT), Loup de Fréminville (président de El Lobo loco), Muriel Erdual et Mélanie Bonnialy

2

LA VIE AU TRAVAIL

On se retrouve à la pause-café (virtuelle) ?

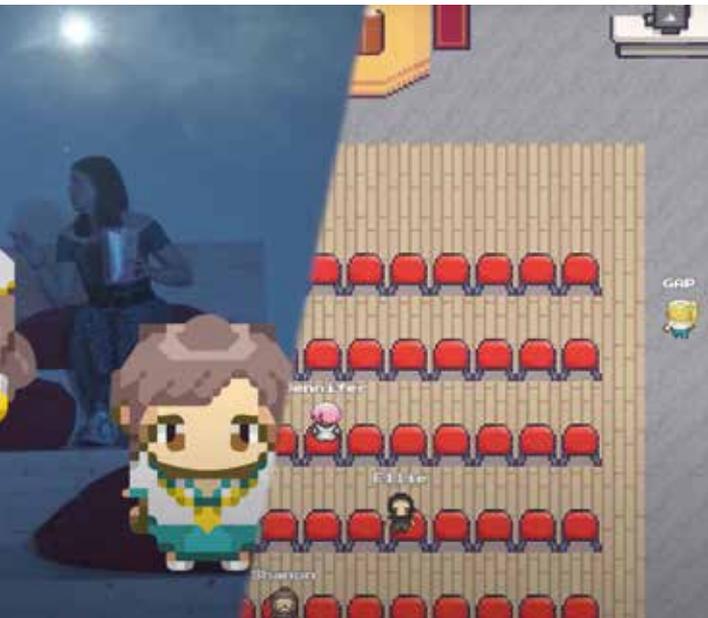
Face à la généralisation du télétravail et à l'isolement des salariés, plusieurs startups ont créé des plateformes de machine à café et bureaux digitaux pour renforcer les liens entre collaborateurs. Après WorkAdventure, lancée en février 2021, par la filiale de l'entreprise française The Coding Machine, plusieurs plateformes ont vu le jour, soucieuses de rendre plus conviviales les journées de travail à la maison et préserver la culture d'entreprise en recréant des bureaux et des machines à café virtuelles.



CA VEUT DIRE QUOI ?

[KAIZEN]

Le mot Kaizen est l'association de deux termes japonais. « kai » pour changement et « zen » pour meilleur. Méthode de management nipponne initiée par Taiichi Ono chez Toyota dans les années 50, le Kaizen vise l'accroissement de la productivité d'une entreprise par le biais d'une démarche d'amélioration continue sur le long terme. Éloge de la lenteur, ce processus progressif mise sur l'implication de tous les salariés, au travers de petites actions quotidiennes et peu coûteuses de perfectionnement des process de travail et de résolution des problèmes. Un management collaboratif qui rend chacun acteur du changement.

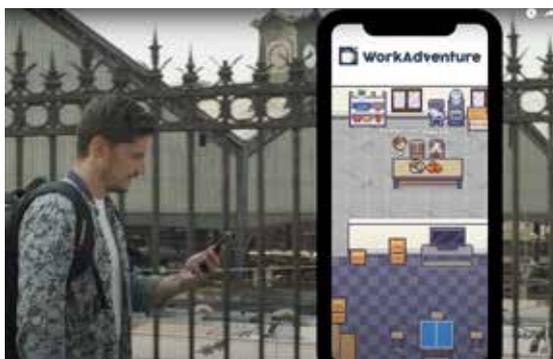


À quoi ça ressemble ?

Il ne s'agit pas d'un simple lien zoom, où on pourrait boire son café en regardant ses collègues faire de même. Dieu merci ! La pause-café virtuelle se veut un concept recherché, décliné à tous les niveaux de l'entreprise avec des avatars personnalisables se déplaçant dans des espaces en 2 dimensions. On peut participer à des conférences, des forums de recrutement, des concerts et même des escape games. Tout a été pensé pour tenter de recréer de manière ludique ces moments d'échange informels d'une journée de travail, on est tout à coup dans un environnement digne des majors de la silicon valley.

Ça marche ?

La machine à café virtuelle et ses bureaux digitaux comblent-ils alors les manques liés au travail à distance ? Sans surprise, on en est encore loin. D'après Loic Le Morlec, spécialiste de l'organisation et auteur de Fake Management (Ed. Ems Management Et Societes, 2022), « la machine à café virtuelle, même avec les meilleurs outils et la bonne méthode n'est qu'un ersatz des liens physiques. Alors qu'elle est vendue (à commencer par l'entreprise) comme une réponse au besoin de convivialité, elle cherche en fait à résoudre un risque psycho-social d'un nouveau type ». Sociologue du travail, Aurélie Jantet renchérit « On passe à côté du langage non-verbal qui est extrêmement important pour se repérer, communiquer et même réguler les interactions. La "gamification" du travail contribue aussi à un brouillage des frontières entre travail et loisir ».



3.



PATRIMOINE

3 QUESTIONS À Teo Angoleiro, co-fondateur de l'association CCPYPM, à l'origine de la création d'une plantothèque à Tivoli.

Qu'est-ce qu'une plantothèque ?

Une plantothèque n'est rien d'autre qu'une bibliothèque vivante de plantes. Mais il y a autant de types de plantothèques que de porteurs de projet. Celle de Tivoli est une "plantothèque médicinale", élaborée en collaboration avec le réseau scientifique Tramil, le professeur Emmanuel Nossin et des botanistes. Elle a pour but de préserver, valoriser et faire connaître les plantes médicinales de la Caraïbe, validées scientifiquement ou en cours d'étude. Sur place, des panneaux éducatifs permettent d'en savoir plus sur chaque plante, son nom, son origine, son intérêt, la validation scientifique ou non de ses usages et les recommandations d'utilisation. On parle aussi de "plantothèque mère" car elle contient une petite pépinière de conservation, ainsi que de "plantothèque école" afin de souligner son rôle pédagogique. Enfin, elle est qualifiée de "plantothèque d'urgence" car son objectif est de recenser les plantes utiles pour se soigner et s'alimenter en cas de risque majeur ou de catastrophe naturelle grave.

Quel est l'intérêt de créer des plantothèques ?

C'est un véritable outil d'expérimentation, d'interaction, de sensibilisation et de transmission de pratiques au grand public. On y apprend comment reconnaître les plantes et les protéger, on y parle de nutrition, de protection du vivant, d'autonomie alimentaire, de patrimoine, on peut également y acheter des plants à prix abordable. En tant qu'installation de proximité, l'aspect de justice sociale de la plantothèque est essentiel.

Bientôt des plantothèques sur tout le territoire ?

Dans le cadre du projet Interreg Osain, porté par le Parc Naturel Régional de Martinique, l'association CCPYPM accompagne (à travers des ateliers et la publication d'un livre) la mise en place d'un réseau territorial de plantothèques. 14 "jardins TRAMIL" ont vu le jour depuis 2021, implantés en quartier ou dans des écoles.

L'association CCPYPM a notamment créé le Jardin Partagé de Trenelle Citron ainsi que l'Ecolieu de Tivoli.

4.

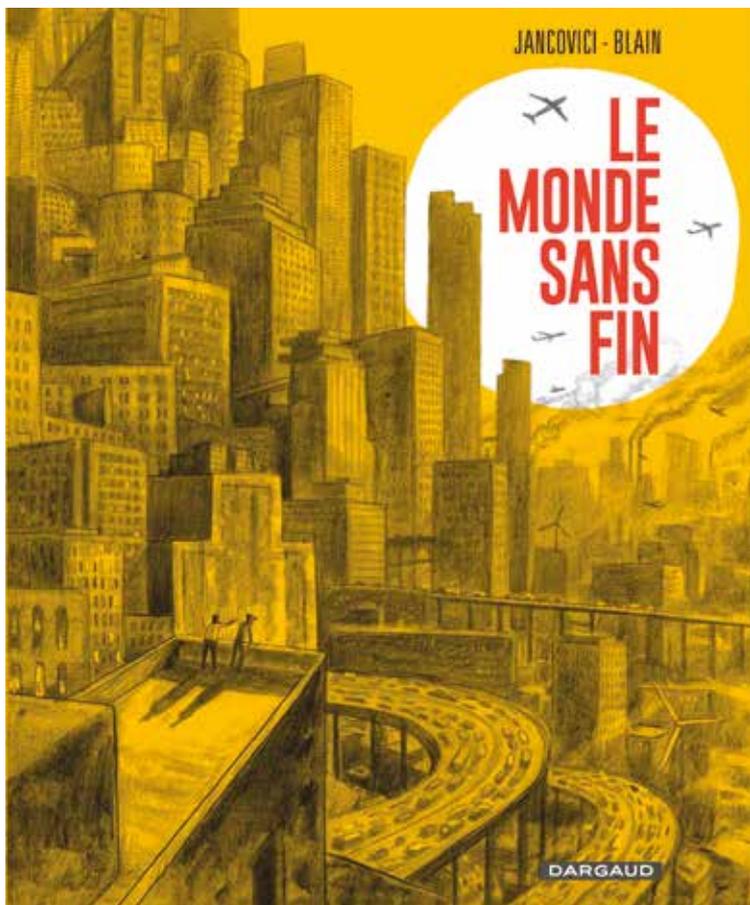


DOCUMENTAIRE

Les migrations ultramarines

Après son premier documentaire LaBaLaVi, qui racontait l'exil d'ultramarins installés en France hexagonale, le photographe Cédrick Isham-Calvados (et collaborateur de Ewag) approfondit son enquête en allant à la rencontre de ces Martiniquais, Guadeloupéens, Réunionnais et Guyanais devenus hexagonaux à la suite du BUMIDOM et autres migrations ultramarines. Chacun à leur tour témoigne ainsi de ce que c'est que d'être considéré comme un étranger dans son propre pays, du racisme vécu, de l'expérience du déracinement, de la difficulté parfois à jongler entre ses deux appartenances ultramarines et hexagonales. Un film percutant qui met en lumière le tiraillement entre le pays et "là-bas" et qui invite à la réflexion sur l'identité et l'affirmation de soi, hors de chez soi.

Parce qu'on vient de loin, Cédrick Isham.



BANDE DESSINÉE

Tout comprendre à la transition énergétique

L'énergie. C'est à la fois la problématique centrale du réchauffement climatique et la question la plus complexe à appréhender. Expert reconnu du sujet, Jean-Marc Jancovici se plie régulièrement à l'exercice dans des conférences, sur les plateaux télé et radio ou devant les commissions parlementaires, il est désormais aussi le héros de la BD "Le monde sans fin". Sous les traits du dessinateur Christophe Blain (Quai d'Orsay, ed Dargaud), le polytechnicien, fondateur du Shift Project, "think tank en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone", retrace ici l'histoire de la production énergétique, compare les avantages et inconvénients de chacune des sources d'énergie possibles, explique les mécanismes du réchauffement climatique... Précis, passionnant et nécessaire.

Le monde sans fin, miracle énergétique et dérive climatique. Blain & Jancovici. Ed. Dargaud

MAGAZINE

Un nouveau média sur la parentalité

On connaissait Agathe Lecaron en tant qu'animatrice de l'émission La Maison des Maternelles sur France 2, le rendez-vous quotidien destiné aux familles et abordant des thématiques variées autour de la vie de famille, de l'éducation ou encore de la périnatalité. Pour aller plus loin, l'animatrice a cette année lancé le magazine Les Maternelles destiné à défricher le sujet de la parentalité sous toutes ses coutures, de la petite enfance à l'adolescence. Au sommaire du premier numéro : le post-partum long, le harcèlement scolaire, la gestion du sommeil ou encore le langage des ados. Tout un programme.



Les Maternelles, en kiosque.

SÉRIE

“Capitalisme, une chance ou une malédiction ?”

“Le capitalisme engendre une dynamique permanente d’accumulation, de crise et d’innovation.” Répétée au début de chacun des sept épisodes de la série documentaire Capitalisme, cette phrase décrit, à la fois, les succès et affres de ce concept économique devenu aujourd’hui mode de vie. En analysant les écrits des plus grands penseurs de l’économie moderne, d’Adam Smith à Keynes, en passant par Ricardo, Karl Marx ou Malthus, ce documentaire captivant revient sur les origines du capitalisme, et questionne la légitimité des concepts des économistes majeurs au regard des effets de leur application dans nos sociétés. Une série utile pour faire ou refaire sa culture économique, et entamer une remise en question de notre système économique capitaliste.

Capitalisme, sur arte.tv



PARCOURS

Profession : avocat fiscaliste

Nos territoires permettent-il d'envisager tous les parcours ? Le marché local est-il adapté à tous les métiers ? La rédaction fait un zoom sur des carrières d'ultramarins capables d'interroger et d'inspirer la jeunesse. Ce mois-ci : Leilla Lécusson, avocate fiscaliste, rentrée en Guadeloupe après 2 ans dans un prestigieux cabinet parisien.

Comment devient-on avocat fiscaliste ?

Après mon bac, j'ai intégré la licence de droit de l'Université des Antilles. À l'issue des 3 ans, je ne me voyais pas poursuivre en master dans les cursus proposés en Guadeloupe (droit public, droit privé), et j'étais surtout déjà intéressée par la fiscalité. J'ai pu partir pour Paris où j'ai rejoint les bancs de l'université Panthéon-Sorbonne. Attirée par le droit fiscal dans les régions ultramarines et plus précisément en Guadeloupe, c'est devenu mon sujet de mémoire de master qui incluait notamment les régimes de défiscalisation et l'octroi de mer. J'ai passé le barreau en 2016 et j'ai intégré comme avocate un cabinet international à La Défense.

Vous étiez dans un cabinet de prestige à Paris, vous avez tout abandonné pour rentrer en Guadeloupe. Avez-vous trouvé facilement votre place ?

Cela faisait 7 ans que j'étais partie vivre en France métropolitaine. Ma famille me manquait, principalement ma mère et cela a été l'élément déclencheur. De plus, à Paris, mon exercice était très spécialisé : je faisais essentiellement de la TVA et du droit douanier. Je voulais essayer des nouvelles choses, et en Guadeloupe, le marché étant plus jeune, l'exercice professionnel est totalement différent et il nous permet plus d'autonomie. Depuis que je suis revenue j'ai ainsi pu élargir mon champ de travail et diversifier mes dossiers. Aujourd'hui, je fais notamment du droit des affaires et du droit fiscal, et je travaille aussi bien avec des particuliers que des professionnels. Il s'agit de gestion de contentieux avec l'administration fiscale, comme de conseil lors d'investissements immobiliers, pour la création ou la fusion de nouvelles structures juridiques etc.

Outre le fait de quitter Paris et une certaine routine totalement différente de celle qu'on trouve aux Antilles, j'avais aussi une appréhension au niveau du salaire. Je gagnais très bien ma vie et j'ai vu une baisse de revenus très importante en arrivant en Guadeloupe. Deux ans plus tard, j'ai réussi à augmenter mon activité, et à dépasser mon niveau de rémunération de jeune avocate parisienne avec mon propre cabinet.

*Intéressé(e) par ce
métier ? Retrouver
les formations
disponibles sur
l'article en ligne.*

5.



6.

EWAG.FR

Les contenus qui ont buzzé ce mois-ci sur la plateforme d'EWAG !



L'AUBERGE GUADELOUPÉENNE

The GREEN Hostel est à la fois une auberge de jeunesse et un musée urbain ! Un hébergement atypique qui vient d'ouvrir ses portes en Guadeloupe et donne aux artistes un nouvel espace de résidence artistique.



Cet article contient du contenu additionnel



FAST FOOD, 100 % LOCAL

« Ce burger, avec un filet de poulet ou de poisson, frit et pané à la farine de manioc est une spécialité unique au monde et qui se fait uniquement en Martinique », explique Alexander Tuin, fondateur du concept Poyo Rico.



Cet article contient du contenu additionnel



UN POTAGER URBAIN À POINTE-À-PITRE

Dans sa démarche de promouvoir une agriculture durable, Karim Kebaili a créé, en plein centre de Pointe-à-Pitre, un potager urbain qui sort de l'ordinaire : les plantes sont cultivées en aquaponie, système qui unit la culture de plantes et l'élevage de poissons.



Cet article contient du contenu additionnel



@EWAGMEDIA
#BYEWAG

#EVERYDAYWEACTFORGOOD

DIGRESSION

Le mot juste

Lorsque j'étais enfant et que je racontais un événement de ma journée, ou toute autre histoire, les adultes m'arrêtaient souvent pour me dire : « Non... Ce n'est pas le mot juste », ce qui m'agaçait car on m'interrompait dans mon élan, on me proposait alors d'autres mots que j'oubliais aussitôt ou du moins je le croyais.

En fait, ces mots nouveaux, ces variantes restaient dans ma mémoire et s'imprimaient peu à peu chaque fois que je les retrouvais. J'ai compris plus tard à quel point ces conseils avaient été formateurs, car ce n'était pas seulement les termes d'argot que l'on me corrigeait mais c'était aussi la pauvreté de mots trop généraux, trop flous ou usés. En échange, on m'offrait la richesse et la précision d'une langue, ma langue maternelle.

Selon les études linguistiques nous disposons à l'âge adulte de 3 000 à 5 000 mots en moyenne, pour la vie quotidienne, ce qu'on appelle le vocabulaire « actif » alors que notre vocabulaire « passif », celui que l'on comprend sans forcément l'utiliser, est beaucoup plus étendu, pouvant aller jusqu'à 30 000 ou 100 000 mots.

Et par paresse, ou pour suivre la mode du moment, on se contente souvent d'un mot vague, insuffisant. Je me souviens d'une amie, voulant me féliciter pour une nouvelle robe, qui m'avait déclaré : « Ah oui, elle est cool ! » Une robe qualifiée de « cool » ? Que voulait-elle dire exactement : « Originale ? Bien coupée ? Seyante ? À la mode ? » En fait, ce n'était pas la robe qui était à la mode, c'était le vocable « cool » qui l'était, bien dans l'air du temps, pouvant être utilisé aussi bien pour une personne que pour une situation ou une marchandise.

Dans la vie quotidienne, peu importe de rester vague, le langage a bien d'autres fonctions d'échange et le contexte permet de se faire comprendre, mais dès que les choses deviennent sérieuses, dans un milieu professionnel ou dans un texte écrit, il vaut mieux s'assurer d'être précis et compris. Or, en limitant la langue, on perd un outil précieux pour concevoir et communiquer. Outil qu'il faut constamment affûter, adapter, perfectionner, peaufiner.

C'est donc une bonne école de proposer aux enfants d'autres mots, d'autres idées, qui s'accumuleront dans leur vocabulaire « passif » avant de devenir « actifs » un jour ou l'autre...



DOSSIER JUIN
FORMATION & EMPLOI

Entreprise et
formation,
mariage
forcé ou
mariage
d'amour ?

*VOUS SOUHAITEZ COMMUNIQUER, RACONTEZ-NOUS
VOS IDÉES, VOS ÉQUIPES, VOS RÉUSSITES*

CONTACT@EWAG.FR



SFR

UNE OFFRE QUI DONNE
LE SOURIRE !

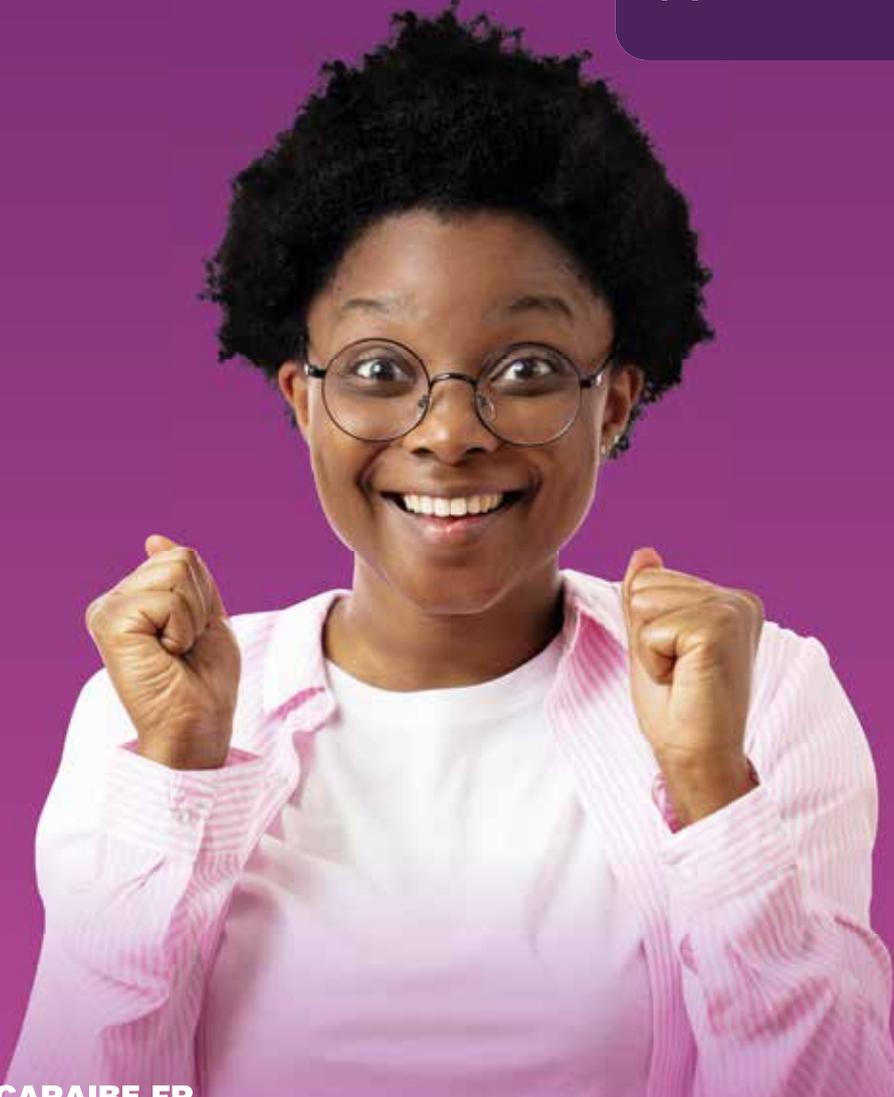
SÉRIE LIMITÉE

FORFAIT MOBILE
50 Go

À **24,99€***
/MOIS

AVEC

SFR
FAMILY!



SFRCARAIBE.FR

*Offre soumise à conditions jusqu'au 15/06/2022, pour toute nouvelle souscription à la série limitée 50 Go. Tarif de 24,99€/mois avec SFR FAMILY! au lieu de 29,99€/mois sans SFR FAMILY! **Offre sans mobile, engagement 24 mois. SFR FAMILY!** : offre réservée aux clients Box SFR avec engagement minimum de 12 mois et d'1 à 5 lignes mobile SFR compatibles au sein d'un même RIB. Détails sur sfrcaraibe.fr. Outremer Telecom, RCS FdF n°383 678 760 - ZI La Jambette - 97200 Fort de France.